Charles RAPPOPORT

La Révolution Mondiale

PARIS

Edition de la Revue Communiste

17, Rue Grange-Batelière

1921

Lecture sur place

FLM.12°

0075

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO

1 653 713

Au petit fils
de Karl Marx
Jean Longuet
Ch. Rappoport

La Révolution Mondiale

DU MEME AUTEUR:

La Question sociale et l'Ethique. Berne, 1895.

Les Courants principaux de la Philosophie de l'Histoire. Berne, 1896.

La Philosophie sociale de Pierre Lavroff. Paris, 1901.

Socialisme de gouvernement et socialisme révolutionnaire. Paris, 1902.

La Philosophie de l'Histoire, Paris 1903.

P.-J. Proudhon. Paris, 1906.

Jean Jaurès. Paris, 1915.

La Révolution sociale. (Encyclopédie socialiste.)

Un peu d'histoire. (Encyclopédie socialiste.)

Pourquoi nous sommes socialistes. (Encyclopédie socialiste.)

La crise sociale et sa solution. Paris, 1917.

Le Parti socialiste français et la III^e Internationale. Paris, 1920.

La Révolution mondiale. Paris, 1921.

967534

Charles RAPPOPORT

La Révolution Mondiale

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

PARIS

Edition de la Revue Communiste

17, Rue Grange-Batelière

1921

A

Mademoiselle

FANNY RAPPOPORT

Etudiante en médecine.

Affectueusement,

SON PÈRE.

INTRODUCTION

Le monde est en révolution. C'est un fait. On ne discute que sur les origines, la signification et les méthodes de cette révolution, la plus grande de l'Histoire.

Dans les études qui suivent, nous avons essayé de fixer quelques idées sur le bouleversement mondial de nos jours.

Toute révolution est une lutte. Toute lutte se base sur une opposition d'intérêts irréductible. La société moderne en fut saturée déjà avant la guerre mondiale. Celle-ci a exaspéré au plus haut degré les anciennes oppositions et en a créé de nouvelles.

Comme avant la guerre, le travail exploité et enchaîné se dresse contre le capital exploiteur et despotique. Comme avant la guerre, les intérêts

généraux de la Société sont dominés par les intérêts particuliers des classes et des coteries.

La guerre mondiale ajoute aux antagonismes inhérents à la société basée sur la propriété capitaliste de nouvelles contradictions insolubles. L'Europe est ruinée. Son élite exterminée. Elle a soif de paix, de sécurité, de travail fécond et rationnellement organisé. Or, la guerre continue un peu partout. La brute nationaliste est déchaînée. Les barrières sont dressées entre les nations. La moitié de l'Europe meurt de faim. Le surarmement des peuples dits vainqueurs et le désarmement des vaincus crée un état de guerre permanent, un déséquilibre fondamental qui allume et exaspère les appétits impérialistes. La société capitaliste ruinée par la guerre est organiquement incapable d'assurer la paix du monde. Le marché mondial est totalement détraqué. Et c'est aux militaires et aux fous nationalistes qu'on en confie le rétablissement. Les misères du chômage, de la vie chère, des crises financières et économiques s'ensuivent inévitablement. La reconstruction de l'Europe est impossible à l'aide des méthodes qui ont servi à sa destruction. C'est l'évidence même.

Reste uniquement la solution révolutionnaire.

Le monde ne saurait être reconstruit et renouvelé que par la classe des producteurs ayant comme principe vital le travail pacifique et organisé, non en vue de profits particuliers, mais dans l'intérêt du bien-être de tous. La Révolution russe en a donné l'exemple. Les ouvriers et les paysans ont conquis le pouvoir dans un Empire qui occupe le sixième du globe et qui, avant la guerre, nourrissait près de 200 millions d'habitants. Mieux exploitée et organisée sur des bases communistes, la Russie, à elle seule, pourrait faire vivre et prospérer l'humanité tout entière.

Le capitalisme mondial avait déclaré la guerre à la Révolution russe. Il fut vaincu. C'est un exploit héroïque sans précédent. Immédiatement, la Russie sans imiter la Révolution de 1793, s'est mise à l'œuvre d'organisation du travail pacifique. Des difficultés immenses l'attendent. Elle fera tout pour les surmonter.

C'est le tour des autres nations assassinées et ruinées par la dictature capitaliste. La III^e^ Internationale fondée à Moscou leur montre le chemin difficile, mais glorieux. Il n'y en a pas d'autres. « L'Internationale de la patience », fondée à Vienne et qui est plutôt une caricature,

mène, en notre période révolutionnaire, à une opposition systématique à la Révolution mondiale et, par conséquent, à la trahison.

La Révolution russe n'exclut pas les adaptations nécessaires *de la méthode révolutionnaire aux conditions de chaque pays. Comme l'a dit le chef de la Révolution russe, N. Lénine-Oulianoff, la Révolution française sera française, la Révolution italienne sera italienne, la Révolution anglaise sera anglaise. Mais,* avant tout, *la révolution de chaque pays, tout en parlant la langue de ce pays, doit être communiste.*

L'humanité a à choisir entre la destruction capitaliste et la reconstruction communiste, entre une nouvelle guerre mondiale et la révolution mondiale. Nous sommes avares du sang populaire. Plus la classe ouvrière sera consciente, plus la révolution mondiale sera pacifique. En cela aussi, la Révolution russe nous sert de modèle. La révolution de novembre 1917 s'est accomplie, à une date fixée d'avance, et presque sans effusion de sang. *Car elle avait,* au moment et à l'endroit décisifs, *l'armée avec elle. Cet enseignement de l'histoire ne doit pas être perdu pour nous...*

En terminant, j'accomplis un devoir élémen-

taire en remerciant le Journal du Peuple *et son directeur, Henri Fabre, qui, pendant la guerre, m'a permis de traiter, dans son courageux journal, les* Problèmes de la Révolution mondiale,

Charles RAPPOPORT,

En mai 1921,

LA RÉVOLUTION MONDIALE

PRODUCTION ET SOCIALISME

> Le but pour lequel la société s'organisera est la production qui exige, *pour atteindre son maximum,* le plus haut degré possible de science et le plus grand développement de sentiment.
>
> P. ENFANTIN (1827).

L'idée de la plus grande production des richesses matérielles, base indispensable du développement intellectuel et moral, fut toujours l'idée fondamentale de tout socialisme, en commençant par celui de l'école saint-simonienne. L'Eglise catholique sanctifia la misère, mère de la résignation, comme instrument et garantie de sa domination sur les corps et les âmes des fidèles. Le socialisme exalta la richesse sociale — et socialisée — comme condition nécessaire de l'indépendance humaine. Il rendit justice à la bourgeoisie qui sut faire surgir des richesses inconnues à aucune autre époque, tout en exploitant scandaleusement le travail des producteurs directs : la classe ouvrière.

Notre plan de révolution sociale d'avant-guerre fut simple. Sous la domination du régime capitaliste qui ne connaît qu'un seul but ; — l'accumulation, par tous les moyens, des richesses, — les forces productives de la société atteignent leur plus haut degré de développement. D'immenses villes surgissent comme par enchantement. Un réseau de voies ferrées couvre

et enserre le globe, et en crée l'unité économique et morale.

Le travail mécanique se substitue de plus en plus au travail humain. Au lieu d'être courbé sur son sillon, dans l'isolement abrutissant des campagnes, l'homme, maniant l'outil mécanique et déchargé d'un fardeau trop lourd, se concentre de plus en plus dans « les villes tentaculaires », éblouissantes de lumière et frémissantes de révolte. Les masses ouvrières se réunissent, s'éclairent et s'organisent. Des armées de prolétaires se dressent en face de capitaines — et de chevaliers ! — d'industrie...

Les salariés, devenus conscients du rôle social et historique de leur classe, s'emparent, à l'exemple de la classe bourgeoise au dix-huitième siècle, du pouvoir politique pour dire à leur tour : « Nous n'étions rien. Nous voulons et devons être tout ! » Le prolétariat, la dernière classe sociale qui n'a personne audessous d'elle et qui ne saurait s'émanciper qu'en émancipant toutes les autres classes, met fin pour toujours à la lutte des classes en supprimant les classes et en se supprimant lui-même comme classe exploitée et opprimée. L'humanité devient maîtresse de ses destinées. La liberté cesse d'être une ironie sanglante — celle de mourir de faim ou de surmenage.

Telle fut, pour nous, la marche idéale vers le pouvoir et vers le triomphe humain. Survint la guerre. La bourgeoisie, profitant de l'ignorance involontaire des masses en matière de politique étrangère. ignorance soigneusement entretenue jusqu'à nos jours, s'allia avec toutes les forces réactionnaires du passé, et se déclara la guerre à elle-même, par-dessus les

frontières. Etait-ce aveuglement ou calcul machiavélique, un moyen d'arrêter le progrès social et démocratique qui menait fatalement à la victoire socialiste? Ou tout simplement la conséquence fatale d'une politique impérialiste de proie, de l'éternelle chasse aux colonies et aux débouchés pour des marchandises et des disponibilités financières ? Ou, enfin, une sorte d'exaltation d'orgueil de riche parvenu enivré de son or, qui cherche à planter sur ses trésors accumulés, le drapeau de la gloire militaire ? Le bourgeois-gentilhomme s'armant d'un grand sabre et courant à la conquête de lauriers pour en couvrir les turpitudes du coffre-fort ?

Il y avait de tout cela dans la course à l'abîme de la bourgeoisie convertie au militarisme et à l'impérialisme. Le résultat est connu. L'Europe est ruinée et affamée, en proie aux plus terribles crises financières et économiques. Et la question se pose : Qui reconstruira le continent dévasté ? A qui confier cette œuvre qui presse ? A ceux même qui en sont responsables, à MM. les destructeurs et aux accumulateurs de ruines, ou à une classe nouvelle, à la classe ouvrière qui vit non de la destruction, mais de la production.

Notre réponse est claire. L'Europe minée ne saurait être reconstruite et sauvée que par la classe ouvrière productrice. Les raisons en sont très simples. Pour la reconstruction européenne, trois choses sont nécessaires : 1° la paix intérieure ; 2° la paix extérieure ; 3° la production la plus intense, excluant tout gaspillage.

Or, tant que le régime capitaliste durera, la lutte

des classes, des nations et des races est inévitable. La guerre n'a résolu aucun problème national et international. Elle les a, au contraire, compliqués, aggravés, envenimés. L'abîme entre les nouveaux riches et les anciens pauvres s'est élargi. La haine entre les nations, devenue source inépuisable de profits pour tous les charlatans de la presse et de la politique, menace d'envahir et d'empoisonner l'esprit public. Qui dit capitalisme dit guerre permanente à l'intérieur et à l'extérieur. Qui dit capitalisme, dit également gaspillage de toutes sortes : gaspillage de surproduction, gaspillage par le maintien de l'innombrable armée de parasites intermédiaires, gaspillage par la mauvaise organisation du travail, gaspillage par la multiplication scandaleuse des fonctions bureaucratiques qui, en France, absorbent la meilleure partie de la population. Et, comme comble de gaspillage, la folie des armements aggravée par le maintien de l'ancien système de politique extérieure qui nous a conduits à la boucherie mondiale.

Il n'y a donc qu'une issue : la conquête du pouvoir par le prolétariat producteur, en vue de faire du socialisme une *réalité immédiate*. L'humanité a à choisir entre la ruine et le triomphe d'une organisation rationnelle d'une production intense par la société communiste. Pour exister, la société doit se faire communiste. La paix sociale et internationale est à ce prix. Le capitalisme a fait faillite : il s'est suicidé. Au lieu de pleurer inutilement sur sa tombe, faisons appel aux vivants, et fondons le nouveau monde. Le socialisme devient une question éminemment pratique. C'est une question de vie et de mort pour l'hu-

manité. Nous voulons vivre. Et voilà pourquoi nous sommes socialistes. En dehors de la réalisation la plus rapide possible du socialisme, il n'y a que chaos et misère, guerre et ruine, mensonge et hypocrisie.

22 avril 1919.

OU SONT LES RESPONSABILITES ?

Essayez de deviner qui a pu écrire, tout récemment, les lignes qui suivent :

« *Les pontifes ont fait faillite.* Les Parlements n'ont pas su imposer leur contrôle. *Les peuples, bientôt, vont les balayer et prendre à leur tour la parole*, et ce sont eux qui, *seuls*, avec quelque sincérité, *feront la guerre à la guerre.* Nous allons vers des heures décisives. »

En lisant ces lignes, qui datent du 26 avril 1919, quelques jours avant la grandiose manifestation ouvrière et socialiste du Premier Mai 1919 — une date désormais historique — vous avez certainement pensé à un « défaitiste » bolchevik ou « bolchevisant », selon les termes chers aux renégats de la sociale (et... de la *Guerre Sociale*). Non, vous n'y êtes pas. Ce sont les démocrates bourgeois de l'*Europe Nouvelle* (75, rue de Lille, Paris) qui s'expriment de la sorte... Les propos révolutionnaires viennent d'un salon littéraire et politique très distingué, où des nationalistes bien élevés et pas du tout fous causent aimablement

avec quelques invités socialistes avertis et sages (condition : « pas de violence. »)

C'est une loi de l'histoire très connue et universellement reconnue. Quand les bénéficiaires d'un régime commencent à se révolter contre leur propre régime qui le fait vivre, la révolution n'est pas loin. Elle est « dans l'air ». Le mécontentement se propage avec une rapidité vertigineuse et gagne peu à peu toutes les couches sociales. Et MM. les dirigeants deviennent les propagandistes malgré eux des nouvelles idées.

Les philosophes du XVIII^e^ siècle en sont l'exemple classique. Ils n'ont pas fait la révolution, ainsi que le croit l'école intellectualiste de T ine, mais ils l'ont sentie et l'ont annoncée : les révolutions se font toujours par des masses qui souffrent, et non par l'élite qui pense. Celle-ci y prépare les esprits. C'est déjà assez beau.

Les raisons de la Révolution qui vient sont graves et multiples. La guerre fut trop longue. Les ruines trop effrayantes. La secousse des peuples et des individus trop forte. Et les fous qui gouvernent notre société fragile, au lieu de comprendre la situation dans toute sa gravité inouïe, multiplient, comme à plaisir, des fautes et des erreurs qui sont de véritables crimes. Après une noce sanglante de quatre années et demie — qui ont la valeur de quatre siècles — ceux qui tiennent nos destinées dans leurs mains défaillantes ne se décident pas à nous donner enfin le repos tant désiré. Ils courent aux folles aventures. Après avoir installé, sous prétexte de défense nationale, « la monarchie de la guerre », c'est-à-dire la réaction au pouvoir, ils continuent à faire confiance aux hommes

qui, dans les crises précédentes et dans la guerre même, ont montré leur incapacité absolue, leur fatuité et leur folie. Nous sommes gouvernés par des hommes et des méthodes que les véritables républicains — je ne dis même pas des socialistes — n'ont jamais cessé de combattre. Les morts se sont emparés des vivants. Les réactionnaires frappent comme des sourds et des aveugles, et parlent en maîtres, disposent de la liberté et de l'honneur des meilleurs citoyens. Les ennemis de la République sont les maîtres de la République, et ils la traitent — et la maltraitent — comme leur chose.

La réaction a voulu la guerre sans savoir la préparer. C'est elle qui dirigeait la guerre avec les résultats sur lesquels il faudra revenir sans cesse. C'est enfin elle qui cherche à faire la paix à son image d'où sortira — on peut même dire est déjà sortie — une nouvelle guerre interminable et encore plus destructive que la guerre 1914-1918.

C'est la réaction qui, accomplissant toutes les mauvaises besognes contre-révolutionnaires, a effectivement transformé la Société des Nations, voulue par M. Wilson, en une sainte alliance n° 2 qui, au mépris de toutes les traditions de la France révolutionnaire, s'est constituée en gendarme et en bourreau de toutes les révolutions en cours. Nicolas Ier, l'assassin de la révolution hongroise de 1848, est ressuscité dans la personne du ridicule fantoche de M. Clemenceau, qui s'intitule ministre des Affaires étrangères, agent de M. Dmowsky, lui-même agent du feu tsar.

Les Gouvernements ont agi avec les peuples comme un homme sans conscience et sans entrailles agit avec

une jeune fille, faisant succéder aux folles promesses d'avant la conquête, l'abandon de la victime séduite avec toutes les conséquences de la séduction. Pour entraîner les peuples dans une boucherie sans précédent, on leur a promis monts et merveilles : la dernière guerre, la liberté des peuples, l'indépendance des nations, la paix juste et durable, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, l'abondance et le bonheur.

Et quelle est la réalité ? Les appétits impérialistes déchaînés, des Alsace-Lorraine surgissant à chaque frontière des anciens et des nouveaux Etats, la haine féroce entre nations, le déchaînement des bestialités nationalistes et chauvines, la misère, la vie horriblement chère, le déficit, crises financières et économiques, le triomphe de la contre-révolution. Aucune perspective de paix durable. Le culte de la guerre éternelle proclamé dans toutes les feuilles de sacristie et des jésuitières qui se trouvent, comme par hasard, les mieux et le plus directement informées. La Société des Nations, dont on a berné les masses, est bafouée officieusement. Aucun espoir. Aucune issue.

Et c'est nous qu'on accuse de provoquer la révolution ! C'est une sinistre plaisanterie. Nos ennemis sont nos meilleurs amis. Aimons nos ennemis... intérieurs qui travaillent si bien, tandis que nos amis jouent aux Talleyrand ouvriers, cherchant, en toute bonne foi, à entraîner la classe ouvrière dans le modérantisme par de prétendues réformes qui sont autant d'attrape-nigauds. On n'a qu'à lire — pour la journée de huit heures, par exemple — le discours de M. Touron, la providence des patrons au Sénat.

M. Touron est autrement fort que nos Jouhaux, nos Merrheim et nos Bidegarray... Il a confiance dans le Conseil d'Etat auquel, dit-il, nous déléguons, *pour la première fois*, le pouvoir législatif. La loi de huit heures est dans les mains d'une bonne nourrice qui nous la rendra méconnaissable.

Il se creuse de plus en plus un abîme entre les « meneurs » assagis et les masses révoltées. Nous le déplorons tous. Car nous avons besoin des hommes de grande expérience et de conscience droite. La méfiance envers les chefs éprouvés ne peut qu'aggraver les difficultés de l'heure, déjà assez grandes.

Mais les événements sont plus forts que les hommes. Et la parole est aux événements que les classes dominantes — et même nos propres « pontifes » — n'ont su ni prévoir ni diriger. Le destin s'accomplira sans les « pontifes », même malgré eux et contre eux — s'ils s'obstinent à ne pas comprendre.

5 mai 1919.

LA PSYCHOSE NATIONALISTE ET LA PAIX MONDIALE

Le nationalisme est une religion, la plus tenace et la plus dangereuse de toutes. Aucune religion n'a valu à l'humanité autant de sang et de larmes ; autant de cruauté et de misère. Toute religion abêtit et crée une sensibilité spéciale qui n'a rien d'humain : il suffit de citer, comme témoins, Torquemada et

Loyola. Or, par ses effets stupéfiants et abêtissants, la religion nationaliste les dépasse toutes.

Philosophes, savants, artistes, publicistes, hommes d'esprit, historiens, érudits se transforment en vulgaires journalistes bourreurs de crânes lorsqu'ils se trouvent en face de leur divinité en danger réel ou même imaginaire. Exemple, entre tant d'autres : les *quatre-vingt-treize* intellectuels allemands, et presque *tous* nos intellectuels si on en excepte quatre, les plus illustres : Anatole France, Barbusse, Romain Rolland et Séverine. Les consciences les plus pures fléchissent. Les intelligences les plus lucides s'obscurcissent. Le mensonge devient obligatoire. L'hypocrisie s'impose. L'égoïsme le plus bas devient « sacré ». Et on l'avoue cyniquement, officiellement. Le nationalisme, comme toute grande passion mystique, se moque de la pudeur. Il se déshabille en public et exige, comme certaines divinités orientales, que l'on se prostitue dans ses temples — *ad majorem gloriam patriæ*. Lisez Hervé — si vous en avez le courage !

Quel est le dogme fondamental de cette nouvelle religion qui est plus qu'homicide, car elle tolère, elle exige même l'assassinat ou le suicide de nations tout entières, la dévastation des continents. Ce dogme, le voici : *Que les autres nations périssent pourvu que la mienne prospère*. M. Heilmann, l'Hervé allemand, un peu plus instruit, l'a écrit, dans ces mêmes termes, en pleine guerre, dans sa *Chemnitzer Volkszeitung*. M. Hervé, le Heilmann français, le répète avec des airs de forain en goguette, tous les jours, dans sa feuille nationaliste. Toute l'histoire nationale, telle qu'on l'enseigne dans les écoles de tous les pays, est

l'apologie systématique des crimes de tous les siècles commis contre les nations dites étrangères.

Je me rappelle avoir entendu, en 1890, à Berlin, un père social-démocrate se plaindre des leçons d'histoire données à son fils au lycée d'Etat prussien. Et il me cita, entre autres, cette parole d'un professeur : « Il faut aimer, disait ce professeur, tous les hommes, *même* les Français. » On pourrait aisément citer des exemples analogues, sinon pires, pris dans la pratique de l'enseignement public français et anglais, qui menace, surtout après la guerre, de devenir un enseignement de haine sauvage.

Des nations tout entières sont systématiquement et continuellement empoisonnées par la doctrine nationaliste, la contre-partie de l'Evangile officiellement et hypocritement maintenue. Car la doctrine nationaliste dit littéralement : « Fais aux autres ce que tu ne veux pas qu'on te fasse. » Tous les moyens sont bons pour la religion nationaliste exterministe. On mobilise les sentiments les plus élevés, les mots les plus sacrés (Justice, Droit, Civilisation, Liberté, Indépendance, etc., etc...), pour exciter à l'assassinat collectif, à la ruine des nations. On fait marcher les partis les plus avancés au nom des idées les plus rétrogades. En un mot, on fait flèche de tout bois pour servir la religion exterministe. Et surtout : on ment, on ment, on ment. Il arrive, parfois, qu'on s'étonne après coup de ne pas pouvoir remonter certains courants déchaînés à la légère. Il nous faudra plusieurs générations de Voltaires pour écraser définitivement l'*Infâme* de notre temps : le nationalisme exterministe.

Mais, fidèles à notre méthode réaliste, nous ne voulons pas nous contenter de condamner et de flétrir l'immoralisme et la stupidité nationalistes, faits d'ignorance, d'imprévoyance et de sauvagerie. Il faut comprendre les raisons profondes de la vitalité et des progrès effrayants de cette barbarie nouvelle qui s'est emparée des nations les plus civilisées du monde. *Non ridere, non lugere, sed intelligere*, comme disait Spinoza. Ou, mieux encore : *Comprendre d'abord*, rire et pleurer ensuite !

Le nationalisme a des racines profondes dans l'égoïsme collectif qui est l'égoïsme individuel multiplié par le nombre des membres appartenant à la collectivité, l'égoïsme à millions de têtes et de bras. Cet égoïsme est d'autant plus funeste qu'il a toutes les apparences d'un égoïsme pour les autres, d'un égoïsme *sacré*. Tous les nationalistes ne sont pas des mercantis et des jouisseurs, des hommes embusqués dans les salons et des conseils de toutes sortes. Le nationalisme a ses fervents et ses martyrs, ses simples qui se font tuer pour leur religion. M. Heilmann, déjà cité, ne se contenta pas, comme notre enfant terrible national, d'envoyer les autres à la mort : il s'est fait casser la figure en allant, avec un geste de comédien convaincu, « chez Hindenburg ». On croit défendre les intérêts supérieurs, les intérêts vitaux et permanents d'une nation en la vouant à l'anéantissement et à la ruine.

En effet, ces intérêts existent. Car les « emballements » collectifs ont toujours, à la base, un intérêt réel. C'est la lutte pour la possession du globe. Tant que les hommes et les nations auront besoin, pour

vivre, de posséder, en propriété exclusive, le sol et le sous-sol, ils se battront pour en avoir le plus possible. Contrairement au préjugé des historiens bourgeois, on ne fait pas la guerre — ou très rarement — pour des motifs ridicules ou futiles, pour « le nez de Cléopâtre » ou les caprices du *Petit Caporal* : on se bat pour la propriété du globe, pour la plus grande propriété. L'Allemagne impérialiste déclara la guerre au monde pour les mêmes raisons qui ont poussé le monde à faire la guerre continuellement, avec des trêves de paix, juste ce qu'il fallait pour se reposer des anciennes et pour se préparer à de nouvelles guerres. Le monde capitaliste et propriétaire n'a pas le droit de condamner l'agression militaire de tel ou tel peuple. Car, de tout temps, on n'a fait que cela.

On n'exterminera le mal qu'en s'attaquant à sa racine : la propriété privée et nationale. Tous les problèmes que le traité de guerre de Versailles cherche vainement à résoudre sont des problèmes de propriété qui, demain, feront surgir fatalement de nouvelles boucheries. Dans les cadres de la propriété nationale, le problème Adriatique, le problème Baltique, le problème Pacifique, le problème Atlantique sont absolument insolubles. Il ne s'agit pas seulement du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes : il s'agit surtout de la disposition des biens territoriaux et maritimes nécessaire à l'existence des peuples.

Et les grands bourgeois qui prétendent, sans nous consulter, fixer l'avenir du monde, sont obligés, timidement et en pleine incohérence capitaliste, de recourir au principe de l'internationalisation, des mandats internationaux. C'est le seul élément de pro-

grès et de révolution dans le fatras innombable de la diplomatie surannée cherchant à se survivre à elle-même.

Le socialisme seul, en internationalisant le globe, mettra fin à la nouvelle barbarie nationaliste, source certaine des nouvelles boucheries. En dehors du socialisme vraiment internationaliste, pas de paix possible. Le Traité de Guerre de Versailles en est une nouvelle preuve.

12 mai 1919.

QU'EST-CE QU'UNE REVOLUTION ?

Surtout, méfiez-vous, en cette matière, de Larousse. La providence des journalistes et des hommes d'Etat, des mauvais journalistes, vous expliquera que révolution signifie *changement*, ou *changement considérable*. Or, Larousse se trompe. Tout « changement » n'est pas une révolution. C'est, souvent, même le contraire. La réaction la plus noire peut produire des « changements » les plus « considérables ».

Elle peut mettre un aventurier, comme Napoléon III, à la place d'une république démocratique avec « participation » socialiste (Louis Blanc, Albert). Elle peut substituer à une Commune prolétarienne et petite bourgeoise, « le premier gouvernement honnête », une république orléaniste sans républicains. Ce serait — et cela fut — du « changement ». Mais la révolution n'a rien à y voir, comme le socialisme

n'a rien de commun avec un gouvernement Scheidemann-Noske ou Thomas-Varenne. Non, changement ne signifie pas révolution, bien que toute révolution produise inévitablement « un changement », aussi bien du personnel gouvernant que de la matière à gouverner : des hommes et des choses.

La révolution n'est pas non plus une flaque de sang, une centaine d'agents de police et de manifestants mis à mal. C'est la conception de la Préfecture et de son homme d'Etat Mandel-Clemenceau. Les dernières trois ou quatre grandes révolutions (la Révolution russe, la Révolution allemande, la Révolution austro-hongroise) se sont faites presque sans effusion de sang. Tout le sang versé *après* le triomphe de ces révolutions est imputable à la contre-révolution qui ne pouvait pas digérer sa défaite.

Il ne faut pas confondre non plus la révolution avec la matraque nationaliste qui annonce la bestialité déchaînée, la réaction en marche. La violence réactionnaire tue la révolution et rend tout progrès, même démocratique, illusoire. Aussi voyons-nous, à notre époque lugubre, les éléments nationalistes conduits par le sinistre trio jésuite Dmowsky-Pichon-Ledechowsky, en train de déshonorer la jeune Pologne indépendante par des massacres de juifs qui auraient fait pâlir le tsar rouge lui-même. Qui dit violence ne dit pas encore révolution.

La guerre mondiale, qui fut le comble de la violence en détruisant les muscles et les nerfs de l'Europe transformée en mer de sang, marque en même temps la victoire de la réaction. C'est la réaction européenne qui avait médité, voulu et préparé la guerre.

Ce sont les hommes et les laquais de la réaction qui l'avaient dirigée. Et ce sont enfin les méthodes de la réaction qui président à sa liquidation destinée à nous fabriquer une Europe de guerre permanente.

Il est vrai que la guerre engendre la révolution. Mais elle est aussi peu révolutionnaire pour cela que le déspotisme outrancier qui provoque, lui aussi, fatalement la révolte. La guerre engendre la révolution non par sa nature, directement, mais par la haine et les mille misères qu'elle provoque. Si à ce compte, la guerre pouvait être déclarée d'essence révolutionnaire, il faudrait considérer comme les plus grands révolutionnaires le sultan Abdul-Hamid et le tsar Nicolas II, tous les deux « rouges » du sang de « leurs » peuples, sans oublier Guillaume le Sanglant. Non, la violence, *en elle-même*, n'est pas la révolution. Elle sert plus souvent la réaction. Ce sont deux sœurs jumelles.

La révolution est tout autre chose. C'est une transformation de principe, un bouleversement de fond, un changement radical dans les rapports sociaux et politiques, *dans le sens de l'évolution progressive.* C'est un changement de base au profit d'une idée ou d'une classe qui marquent une étape dans la marche ascendante de l'humanité. Elle n'a rien de commun avec l'œuvre des ramasseurs des mégots réformistes. Socrate fut un révolutionnaire parce qu'il remplaça le verbiage par le raisonnement avec des termes définis. Bacon et Descartes furent des révolutionnaires : ils mirent à la place des raisonnements scolastiques l'observation, l'expérience et le calcul. Copernic *révolutionna* nos conceptions du monde en détruisant, de fond en comble, nos idées fausses sur la terre, comme

centre immobile de l'univers. Darwin *révolutionna* la biologie et la zoologie en détruisant les fondements même des doctrines périmées : l'invariabilité des espèces et l'immortalité du régime capitaliste. Cependant, tous ces grands révolutionnaires qui ont fait verser tant d'encre, n'eurent pas leurs mains tachées d'une goutte de sang humain.

Les plus grandes révolutions s'accomplissent en silence par l'accumulation infinie des changements que l'on voit à peine. Cela nous ramène à ce que nous avons démontré dans le chapitre précédent, à savoir : pour qu'une révolution aboutisse, il faut que toutes les forces du présent et du passé, forces amies et forces ennemies, y conduisent. Toute révolution est un aboutissant, le dernier mot d'une évolution.

Mais cela ne veut pas dire qu'une révolution se fasse toute seule, sans révolutionnaires. L'Histoire n'enfante pas par le Saint-Esprit. L'enfantement social et politique n'a rien d'immaculé.

Nous arrivons à nous demander : « Quel est le rôle des facteurs techniques et du *facteur humain* dans la révolution? »

La force des choses prépare le terrain révolutionnaire, une situation révolutionnaire, la base de la révolution. Mais ce sont des hommes de raison et de volonté qui la font aboutir.

25 mai 1919.

RECRUTEMENT ET REVOLUTION

Dans les chapitres précédents, nous croyons avoir établi deux vérités nécessaires pour la compréhension de ce qui se passe — et de ce qui peut se passer demain — autour de nous : 1° Une véritable révolution ne contredit pas l'évolution normale des choses. Au contraire. Une révolution sérieuse et durable est une évolution qui aboutit, une évolution non entravée, mais couronnée du succès final, une gestation féconde mettant au monde un enfant viable ; 2° la violence, à elle seule, ne fait pas l'essence même de la révolution. Pour qu'il y ait révolution, il faut que la société fasse peau neuve, qu'elle ne se contente pas d'un replâtrage et d'un raccommodage réformiste, mais qu'elle change de base, de principe directeur.

La Révolution sociale que nous appelons de toutes nos forces et qui est en train de bouleverser le monde, est une révolution-type. Elle nettoie à fond et fait œuvre solide. Il ne s'agit plus d'un simple changement de surface, d'un remplacement des X + Y par Y + X, mais de la transformation fondamentale des conditions économiques, sociales et politiques de notre société en liquidation à la suite d'une faillite irrémédiable et évidente.

Comme la Révolution sociale fait du neuf, elle procède d'une nouvelle conception. Les révolutions politiques, tout en ayant une base sociale, aboutissaient

ordinairement au changement de décor et de forme, au remplacement du personnel gouvernemental, mais toujours à la disposition des classes possédantes. Elles donnèrent naissance à la conception individualiste et héroïque de la Révolution, à celle des minorités agissantes et triomphantes. Quelques groupements énergiques bien organisés et bien stylés devaient s'emparer du pouvoir pour retourner la société comme un gant. Ce fut la conception des jacobins, de Babœuf, des sociétés secrètes de la première moitié du dix-neuvième siècle, des « blanquistes » (mais pas tout à fait de Blanqui lui-même), des terroristes russes de la *Volonté du Peuple* (« *Narodnoia Voliia* »).

Il est curieux que la chose ait parfois réussi. Il y eut des révolutions *faites* — par des minorités agissantes. Mais elles furent de courte durée. Ce que la minorité héroïque *faisait*, la majorité conservatrice *défaisait*. Notre régime est tellement mal équilibré qu'il suffit parfois d'une poussée violente pour le renverser — provisoirement.

La Révolution sociale ne saurait se contenter de succès passagers et éphémères. Elle veut vivre et faire vivre la société dont elle prend la charge. A la place de la conception individualiste et *héroïque* de la Révolution, elle met la conception collectiviste et *organique*. Elle veut détruire, et construire, détruire pour construire. Elle s'adresse aux classes entières dont les intérêts sont identiques, en dernière analyse, aux intérêts bien compris de toute la nation. Elle crée des institutions sur lesquelles elle s'appuie pour effectuer une transformation durable. Elle s'appuie sur des organismes solides qui ont fait leur preuve. La

Révolution sociale n'improvise pas. Elle a ses cadres, ses états-majors, ses troupes d'élite et d'assaut, ses réserves. (Elle a même des déserteurs et des transfuges.)

La Révolution sociale, ou, plus exactement, ses théoriciens et ses militants, ont mis à profit les leçons de l'Histoire. Ils ont étudié la défaite de la Conspiration des Egaux, les journées de juin, la Commune de Paris, l'échec des terroristes russes. Et ils ont conclu à la nécessité d'une longue période préparatoire, d'une période de recrutement.

La théorie de Marx avec son analyse géniale du régime capitaliste faisant sortir de son sein son « fossoyeur » — le prolétariat révolutionnaire, qui profite des forces productives accumulées — fut mise à la base de la nouvelle conception organique de la Révolution. Elle est devenue la philosophie de toute une période, celle de recrutement socialiste, syndicaliste et coopératif.

Mais toute vérité prise à la lettre risque de s'ossifier, de devenir une routine et un dogme avec toutes les erreurs que comporte toute stagnation théorique et pratique. Les militants de la période de recrutement ne voyaient que les besoins et les intérêts du recrutement. Ils cherchaient avant tout à gagner le nombre. Et ils évitaient tout ce qui est susceptible d'effrayer la foule des suiveurs. Ils étouffaient tout élan enthousiaste, tout appel à une action énergique. La politique socialiste est devenue une politique électorale ; on ne regardait pas la couleur des bulletins de vote : on les comptait — par millions sans se préoccuper si ces millions d' « accourus », de suiveurs

avaient la moindre notion de nos principes fondamentaux.

Les syndicats — surtout en Allemagne, en Angleterre, en Amérique — ont été, eux aussi, eux surtout, emportés par le vertige du nombre. Car, sur le terrain syndical — et coopératif — le nombre décide des victoires immédiates. Le syndicalisme est devenu corporatisme réformiste. La France syndicaliste résista longtemps, mais sa doctrine fut trop empreinte de la conception individualiste et « héroïque » que nous venons d'analyser pour que son succès fût durable. La guerre et la mauvaise influence de quelques meneurs assagis et peu clairvoyants menacèrent un moment, de précipiter la C. G. T. dans le modérantisme le plus mesquin. Elle est en train, comme le Parti socialiste, de se ressaisir. Les événements feront le reste. Nos ennemis sont à l'œuvre. Et l'on peut toujours compter sur eux... pour donner un coup de pouce au mouvement.

Les révolutionnaires furent honnis pendant cette période de recrutement organique et méthodique qui fut, je le répète, une étape nécessaire. On ne récolte que ce qu'on sème. Mais le recrutement est un moyen, et non un but. Le but reste la Révolution sociale. Pendant la période de recrutement on sacrifiait souvent le but au moyen, la quantité d'adhérents à la qualité. On tolérait les théories les plus opportunistes, et l'on faisait la chasse aux révolutionnaires. La social-démocratie allemande exclut les Indépendants (Congrès d'Erfurt) et honora les von Volmar et Bernstein proclamant : la réforme est

tout et le socialisme n'est rien ! On excommunia les anarchistes en leur vouant une haine aveugle et quasi policière. Le Parti socialiste et les syndicats sont devenus le refuge d'une catégorie spéciale de gens qu'on peut appeler les brigades des gardiens de la paix — sociale.

Sous prétexte de la lutte contre l'anarchie, on prêchait une véritable haine de la Révolution. On se considérait comme une pépinière de futurs ministres et d'hommes d'Etat. La bourgeoisie, avec son instinct aigu de conservation qui ne trompe jamais, entourait les chefs du Parti et des Syndicats à gros effectifs, de mille flatteries et cherchait à les gagner à la cause de la conservation sociale. Et elle réussissait trop souvent. Inutile de citer les noms qui sont sur toutes les lèvres.

La guerre mondiale n'a fait qu'accentuer cette crise. Privées de véritables conceptions socialistes et révolutionnaires, les foules se livrèrent et se noyèrent dans les flots nationalistes. Les chefs suivirent. Pendant des années, nous assistâmes, impuissants, au suicide d'une classe, d'une doctrine, d'une idée.

Le cauchemar a passé. La Révolution russe sonna le réveil. Elle prouva, par le fait, que la Révolution est possible, réalisable. Quelles que soient ses destinées immédiates, l'ouragan russe purifia l'atmosphère. De là la haine féroce de tous les éléments de conservation sociale contre la Révolution russe, sous sa forme la plus intransigeante. Mais le fait reste acquis. L'heure des replâtrages a passé. L'heure de la Révolution sociale a sonné.

1er juin 1919.

SOMMES-NOUS PRÊTS ?

Il y a des profiteurs de Marx comme il y a des profiteurs de la guerre. Le profiteur de la guerre raisonne tout simplement: « La guerre comporte des sacrifices et des bénéfices ; à moi les bénéfices, aux autres les sacrifices. »

Le profiteur de Marx, qu'il s'appelle Compère-Morel ou autrement, raisonne de la même façon : « Le marxisme, l'algèbre de la Révolution, contient un côté opportuniste : il enseigne que la Révolution n'éclate qu'au moment *opportun*. Vite, mobilisons Marx contre Lénine ! » Marx marchant sous le drapeau dans le malentendu, à côté d'Hervé, Koltchak et Savinkoff, quel beau spectacle !

Toute la question est de savoir si l'on peut « faire marcher » Marx contre la Révolution la plus formidable que l'histoire ait jamais vue. Que dit, en effet, Marx ?

1° Le capitalisme précède et prépare le socialisme;

2° La Révolution ne se fait pas sur commande et sur mesure chez le tailleur du coin ;

3° La société ne se pose que le but qu'elle *peut* atteindre.

Or, oui ou non, le capitalisme existe-t-il en Russie comme dans les autres pays belligérants ? Compère répondra, comme tout le monde, oui, mais il le déclarera insuffisamment développé. A quoi je réponds : Marx n'a jamais voulu ni pu prouver qu'il

fallait que *toute* la production industrielle et agricole soit absorbée par le capitalisme pour que le socialisme puisse se réaliser. Les opportunistes ressemblent, sur bien des points, aux socialistes de la période utopique. Charles Fourier attendait chez lui, à midi, le *premier* capitaliste qui lui avancerait le million nécessaire pour construire le modèle de la nouvelle société : la phalanstère. Compère-Morel n'ayant pas le génie inventif de Fourier, attend, lui aussi, le *dernier* capitaliste qui enlèverait aux producteurs industriels et agricoles le *dernier* outil, le *dernier* lopin de terre pour déclarer : Nous sommes mûrs pour le socialisme qui est digne d'entrer au Palais-Bourbon, avec la haute autorisation de M. Paul Deschanel.

Faut-il rappeler que capitalisme ne veut pas dire simplement concentration des richesses, des capitaux. Il signifie avant tout un mode de production susceptible de multiplier les richesses à l'infini. Or, si la guerre a pu détruire d'immenses richesses, elle n'a pas pu détruire le mode de production, l'outillage mécanique. Au contraire. Elle l'a développé dans des proportions inouïes, en Russie aussi bien qu'ailleurs. Qui nous empêche d'enlever ce merveilleux outillage qui servait la mort pour faire un instrument de vie et d'abondance. Serait criminel celui qui, sous prétexte de doctrine ou autre, s'opposerait à cette transformation qui seule peut encore sauver l'humanité d'une nouvelle vague de folie guerrière que les possesseurs actuels des instruments de travail nous préparent. Ou faut-il attendre, avec une résignation fataliste, que le nationalisme capitaliste,

la forme la plus sinistre du capitalisme, arrose, dans sa prochaine chevauchée aérienne, nos villes en tuant indistinctement hommes, femmes et enfants, combattants ou non ? Devons-nous attendre, le *Capital* de Marx et la *France Libre* en main, que l'armée de chimistes capitalistes nous préparent, dans leurs laboratoires devenus homicides, d'immenses vagues de poisons exterminant des villes et des régions tout entières ?

Je le répète. Le capitalisme devenu nationalisme destructeur a signé son arrêt de mort. Il faut arracher aux fous les plus merveilleux outils de la vie qu'ils ont transformés en atroces instruments de mort. Oui, le capitalisme est le père du socialisme. Mais quand le père, devenu fou, se suicide, on ne demande pas si le fils est prêt à recevoir l'héritage. Qu'il le veuille ou non, l'héritage lui échoit. S'il est mineur, on lui donne, en attendant sa majorité, un tuteur qui s'appelle, en histoire, dictature...

A vrai dire, nous ne croyons pas que la classe ouvrière, *non entravée*, ne soit pas capable de diriger, en Russie comme ailleurs, avec la collaboration des éléments sains des classes déchues, la production socialiste dont les éléments techniques sont archi-prêts. Ce sont les dirigeants actuels et leurs porte-plumes qui, hélas ! se disent parfois socialistes, qui crient : « Vous n'êtes pas prêts ! » A les entendre, nous sommes toujours prêts pour la destruction et jamais pour la reconstruction, sur de nouvelles bases, de la vie commune et enfin supportable.

Dans les prochains chapitres, je prouverai que jamais nous n'étions aussi prêts, humainement et techniquement, pour la Révolution socialiste ou communiste qu'à notre époque, où le peuple fait comme le philosophe de l'antiquité : il prouve le mouvement *en marchant en avant*, malgré les appels ridicules : « Halte-là ! La *France Libre* et la *Victoire* ne sont pas encore prêtes. Elles n'ont pas encore fait leurs malles. » La société, disait Marx, ne se pose que les buts qu'elle *peut* — et nous ajoutons : qu'elle *doit* — atteindre. Or, ce n'est plus X ou Y qui sont en mouvement, mais c'est la société capitaliste tout entière. Et si elle doit passer par une période de crise et de transition, nous rappelons à tous les Compères du monde que le *chaos est la matière première de la création* — dans la Bible et dans l'histoire. Ou, comme dit un proverbe oriental : « On ne montre pas à un imbécile l'ouvrage *à moitié fait.* » Or, les contemporains des plus grands événements historiques, naturellement non achevés, les regardent toujours à peu près comme des vaches regardent passer un train-express.

16 juin 1919.

GUERRE ET REVOLUTION

Il en est de la révolution sociale comme de la guerre mondiale : elle est venue telle que personne ne l'a prévue. Elle a surpris les plus clairvoyants.

Tous les états-majors, tous les partis chauvins escomptaient une guerre courte, fraîche et joyeuse, toute de gloire rayonnante et de bénéfices solides. La réalité fut tout autre. La guerre fut longue, sale et lugubre, ignominieuse et ruineuse. Les plus terribles poisons et les massacres sans nom ont remplacé le chevaleresque corps-à-corps du moyen âge qui reconnaissait le droit de guerre, mais pas celui de punir le vaincu, au nom de la prétendue morale. Au contraire, vainqueur et vaincu se serrèrent souvent la main, une fois le combat terminé.

La Révolution sociale, elle aussi, n'est pas sortie toute pimpante et chantante de chez le bon faiseur. Elle est habillée à la diable. Les socialistes marxistes de la période de recrutement voulaient, pour la plupart, faire l'économie d'une révolution violente. Ils ne comptaient pas sur la misère et le désespoir qui en résultent. Les plus révolutionnaires n'excluaient pas des revendications immédiates, des réformes sociales. Ils répétaient assez souvent, en s'adressant aux classes dirigeantes : « Faites des réformes, et vous nous épargnerez une révolution violente. » Jaurès, dans sa géniale clairvoyance, ajoutait : « Assurez la paix par des accords internationaux, y compris l'accord franco-allemand, et vous travaillerez pour l'évolution pacifique et méthodique vers le socialisme. »

L'agression capitaliste et impérialiste de 1914 a détruit toutes les illusions réformistes et pacifistes que nous n'avons d'ailleurs jamais eues. L'apôtre de l'évolution fut assassiné lâchement, la paix étranglée et la violence, avec son lugubre cortège de misères matérielles et morales, s'est emparée du monde.

La révolution n'est pas venue comme couronnement d'une période de réforme sociale et de l'accroissement de bien-être, de l'organisation systématique de la majorité prolétarienne. Elle est apparue sanglante et hurlante de douleur. Elle est venue dans un pays qui n'a pas encore réparé ses forces à la suite de la débâcle de 1904-1905.

La révolution fut le fruit amer d'un régime de corruption incarné par un monstre moral — un Raspoutine ! — qui tenait dans ses mains pourries les destinées d'un empire, et, indirectement, les destinées d'un monde. Elle est venue à la suite des foules qui, dans la neige et dans le froid de Pétrograd, attendaient des jours et des nuits une croûte de pain.

Et — ô miracle ! — malgré tout, la révolution fut accomplie presque sans effusion de sang. Les atrocités du passé firent la révolution *unanime*. Tout le sang versé, nous ne le répéterons jamais assez, tombe sur la tête de la contre-révolution. Il faut cependant reconnaître que, pendant toute la période de recrutement pour la deuxième Internationale (1889-1914), il n'y avait que les anarchistes qui comptaient sur la misère et le désespoir pour accomplir l'inévitable : la Révolution sociale. On les a assez raillés en les traitant de docteurs Tant-Pis et de Gribouille. Aujourd'hui, il faut avoir le courage de dire la vérité. La société capitaliste a justifié le pessimisme anarchiste : la révolution est venue non de la prospérité, mais de l'extrême misère.

C'est cette misère croissante et sans issue qui continue à créer le milieu le plus favorable au développement des forces de révolution. Le *Temps* a beau

supplier les financiers de la Chambre de pratiquer la politique de l'autruche et de fermer les yeux devant le gouffre. Cet oiseau peu intelligent n'a jamais établi un budget sérieux. Et les ministres des finances de Louis XVI, pardon, de M. Clemenceau, ne sont pas de taille à boucher un trou de deux cent mille millions (200.000.000.000) avec un budget annuel égal à tout le revenu brut de la France d'avant-guerre...

La Révolution sociale nous a ménagé une autre surprise. C'est des pays les plus avancés qu'on attendait, avant la guerre, sa venue. Marx l'avait prédite « au chant du coq gaulois ». Et que de fois j'ai entendu mon ami Jules Guesde, dont il est inconvenant d'oublier les services réels rendus avant la guerre, malgré son attitude regrettable pendant la guerre, que de fois, dis-je, j'ai entendu le fondateur du Parti ouvrier français dire que c'est la France qui sonnerait le réveil révolutionnaire.

Non, ce fut la Russie. Et c'est explicable. Car notre programme d'avant-guerre se basait sur une erreur fondamentale : sur l'esprit de conservation et sur le bon sens des classes dominantes. La tempête de 1914-1918 a démontré la fragilité de ce calcul. Les classes dominantes se jetèrent, tête baissée, dans l'abîme. Et nous fûmes obligés de les suivre. La tactique de l'ennemi détermina la nôtre.

Il est facile de prédire le passé. Il n'est pas toujours facile de l'expliquer. La Révolution sociale fit son apparition en Russie, précisément pour les raisons pour lesquelles les opportunistes déclarent le socialisme russe irréalisable. La Russie avait payé son large tribut au capitalisme international. Et le sentiment de

classe se compliqua, dans sa révolte, du sentiment national qui voyait, dans l'écumeur capitaliste, l'oiseau de passage et de proie.

La Révolution russe joue le rôle d'un régiment d'avant-garde qui se fait tuer jusqu'au dernier homme en défendant le drapeau et en attendant les renforts. Si le prolétariat occidental tarde trop, l'avant-garde peut périr — provisoirement. Mais une défaite momentanée de la Révolution russe ne changera rien à notre situation inextricable.

La société capitaliste est virtuellement morte. Il s'agit de l'enterrer, avec le moins de frais possible. Car nous sommes avares du sang du peuple. Nous proposons un corbillard de trente-troisième ordre, qui ne coûtera pas cher...

Il est vrai que l'héritage de cette folle suicidée est assez obéré...

23 juin 1919.

LES FORCES REVOLUTIONNAIRES

Les disciples ont la détestable habitude d'assassiner leurs maîtres — moralement, bien entendu. Marx fut obligé, pour se défendre contre certains interprètes de sa doctrine, en France, de déclarer : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste ! » Quand Proudhon apprit qu'il y avait des « proudhoniens », il s'écria : « Ce doit être des imbéciles ! »

Autre exemple, Darwin, qui a révolutionné les sciences biologiques dit : « lutte pour l'existence ». Vient un disciple genre Bonnot-Garnier, qui traduit: « La bourse ou la vie ! » La doctrine marxiste fut une réaction bienfaisante contre la conception héroïque de l'histoire, la théorie des grands hommes supposés tout-puissants pour faire et défaire l'histoire à leur gré, à la manière de nos *Quatre* (1) coupant le globe — et les nations — en tranches. Marx a fait dresser en face et à côté de la volonté des hommes, la force des choses : l'évolution capitaliste. Il remplaça la conception héroïque de l'histoire par la conception organique : la Société évoluant par ses propres forces qui la travaillent *du dedans*.

Les disciples — y compris parfois Karl Kautsky — exagérèrent et poussèrent cette méthode scientifique et objective aux derniers extrêmes où elle devient une sorte de fatalisme et une arme contre-révolutionnaire. J'ai connu un marxiste qui rêvait d'une histoire humaine sans hommes, surtout sans noms propres. Les noms, comme Alexandre, César, Napoléon et Bismarck l'exaspéraient. Il ne lui fallait rien que « les progrès des forces productives » (les rapports de production). L'homme, dans l'histoire, lui paraissait un rouage inutile, plutôt encombrant, un fantôme anti-marxiste et anti-scientifique, une sorte de crime de lèse-système.

Marx n'est pas responsable de cette exagération. Il

---

(1) Wilson, Clemenceau, Lloyd George, Orlando. Au Congrès de Vienne (1814-1815), ils furent également quatre : Metternich, Castelreagh, Nesselrade, Talleyrand. Coïncidence plus que curieuse !

l'a même prévue et pris ses mesures contre elle en déclarant, d'accord avec M. de la Palice, que l'histoire se fait par des hommes. Il est vrai qu'il s'est empressé d'ajouter, avec l'esprit objectif qui le caractérise : « dans des circonstances *données* ». Marx ne disait pas : l'homme-machine, mais : l'homme *et* la machine.

Et voilà pourquoi un véritable marxiste tient compte de cette double série de facteurs, ou de forces : l'homme et les circonstances, la volonté humaine et la force des choses, l'évolution capitaliste et la révolution sociale. En un mot, il escompte *toutes* les faces du mouvement, *toutes* les forces révolutionnaires.

Quelles sont ces forces ? Quel est leur état actuel ? D'abord constatons que les forces qui révolutionnent la société sont de deux sortes : forces positives et forces négatives. Les forces positives sont : *le mode de production* capitaliste et scientifique aboutissant à une quintuple concentration : 1) concentration économique (fabriques monstres, immenses usines, grands magasins, la grande banque, chemins de fer, électricité, forces hydrauliques, etc.) ; 2) Concentration sociale (prédominance des villes sur les campagnes, associations de toutes sortes, coopératives de consommation, grands restaurants, sociétés mutuelles, etc.) ; 3) Concentration politique (Etat et communes, partis politiques, dictature de classe) ; 4) Concentration intellectuelle et morale (Université et Académies, la grande presse, la littérature universelle, etc.) ; 5) Concentration ouvrière et paysanne en parti de classe.

Mais à côté de ces forces positives qui demandent à être analysées plus amplement, il y a des forces négatives, les forces de destruction, qui nous intéressent, en ce moment, tout particulièrement. Car nous traversons une période de crises aiguës où des forces négatives jouent un rôle prédominant.

Marx n'escomptait, de toutes les forces négatives, que les crises de surproduction, le déséquilibre entre l'offre et la demande des marchandises, l'anarchie capitaliste. La correspondance de Marx-Engels marque, à chaque instant, leur attente fiévreuse de ces sortes de crises avec leur cortège interminable de misère et de révolte. Engels, l'ami et le frère d'armes du génial auteur du *Capital*, engagé personnellement dans le grand négoce, note, à son observatoire de Manchester, tout mouvement du baromètre industriel international et s'empresse d'en communiquer les résultats à Marx qui, lui aussi, ne reste pas inactif à son poste d'observation de Londres.

Mais Marx n'a pas pu voir les effets de la plus grande force destructive qui ait jamais existé : le nationalisme armé à la moderne, toutes les forces gigantesques de la production moderne tournées *contre* la société capitaliste. Le capitalisme producteur est un ange en comparaison du nationalisme destructeur. Le capitalisme « exploite », ou vole. Le nationalisme assassine et vole par-dessus le marché.

Pendant que nous discutions sur la légitimité des minorités agissantes, une minorité réactionnaire, *réagissante*, s'est emparée de notre société et l'a poussée à l'abîme. Elle a assassiné et ruiné le monde. Il

s'agit, aujourd'hui, de remplacer cette *minorité malfaisante* par une *minorité bienfaisante* s'appuyant sur la majorité des producteurs faisant face aux bandes destructives et ruineuses.

30 juin 1919.

LA GUERRE A-T-ELLE AUGMENTÉ LES CHANCES DE LA VICTOIRE SOCIALISTE?

Pour tout socialiste dont la conscience n'a pas sombré dans la folie nationaliste, il est clair que la guerre mondiale a eu partout une arrière-pensée contre-révolutionnaire et anti-socialiste. Les chauvins et les nationalistes, les partis militaires de *tous* les pays guettaient l'occasion de noyer la marée montante du socialisme et de la démocratie dans la mer Rouge de la guerre des nations. La réaction internationale avait voulu, médité et préparé le carnage mondial. Et les chauvins pangermanistes n'avaient commis que la sottise impardonnable d'avoir mis, aux yeux des profanes et des foules mal informées, leur pays dans la mauvaise posture d'agresseur immédiat en tombant dans le piège de la mobilisation russe destinée précisément à imposer à l'Allemagne ce rôle odieux.

La réaction internationale a saisi *avec joie*, l'occasion de la guerre, espérant se débarrasser, par ce moyen héroïque, à tout jamais de l'Internationale rouge et de la lutte des classes aboutissant au socia-

lisme communiste. Aucune grande puissance se trouvant à la disposition des partis contre-révolutionnaires n'avait fait le geste, facile pourtant, d'arrêter au seuil de l'abîme la bestialité déchaînée. Car toutes les puissances militarisées et imbues des partis nationalistes, escomptaient une guerre courte et victorieuse qui ramènerait les masses indociles au bercail de la patrie. L'union sacrée, l'antidote de la lutte des classes, ne fut pas seulement l'effet, mais la cause initiale de la boucherie mondiale. Lisez, par exemple, Thucydide, le grand historien de l'antiquité, et vous verrez que la guerre extérieure a, de tout temps, servi comme moyen de diversion contre les luttes émancipatrices intérieures.

Or, on peut le dire maintenant, avec une certitude quasi mathématique : *la réaction a manqué son coup*. Malgré les tristesses et les difficultés de l'heure actuelle, il est certain que la guerre a créé partout une situation fondamentalement révolutionnaire. Plus d'une moitié de l'Europe se trouve aux mains du socialisme. Le reste suivra. La révolution est partout la réplique inévitable à la guerre stupide et criminelle. Ceci provoque cela. Il faut être étranger à toute réalité historique, comme un ministre au pouvoir, pour fermer les yeux à cette clarté du jour.

Mais, si la révolution suit la guerre, comme sa conséquence fatale, il reste encore à examiner, si les chances de *réalisations* socialistes ont augmenté ou diminué à la suite de la guerre atroce et destructrice. Nous croyons que le devoir le plus sacré d'un publiciste socialiste est de dire toute la vérité telle qu'il la conçoit. Nous savons qu'à côté des conditions favora-

bles au socialisme, la guerre mondiale a fait naître des conditions défavorables. Mais, tout compte fait, il nous semble que, dans l'ensemble, les conditions favorables au socialisme dépassent les autres. La guerre mondiale nous a rapprochés de l'*Ere* socialiste.

En voici nos raisons bien pesées, bien mûries. Que le lecteur les examine à son tour et les vérifie à la lumière des faits qui lui sont connus.

Voici d'abord les faits d'ordre matériel qui, pour tout socialiste moderne, sont décisifs en entraînant, par voie de conséquence, les faits de tout autre ordre. La guerre, tout en détruisant criminellement d'immenses richesses, a perfectionné, développé, dans des proportions sans précédent, le mode capitaliste de production, base et condition de production socialiste. En effet, ce n'est pas l'*exploitation* capitaliste qui engendre le socialisme, comme une résultante, mais le mode de production mécanique et le fait de la concentration.

Or, le machinisme et la concentration ont considérablement gagné du terrain pendant la guerre. Nous aurions pu donner une très longue liste de la croissance de la population industrielle dans un nombre considérable de villes : Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Bourges, et tant d'autres. La guerre a vidé les campagnes et surpeuplé les villes, chacun peut se convaincre du fait.

Les forces motrices — vapeur et électricité — ont suivi la même progression. Voici des chiffres. Nous les empruntons au chef du « socialisme » de guerre, qui, avec M. Loucheur, fut le véritable organisateur

de la victoire (à la Pyrrhus, bien entendu). Nous avons nommé le citoyen Albert Thomas. Examinez ce tableau significatif au plus haut degré :

« Quant à la force motrice, elle représentait dans les établissements les augmentations suivantes :

Tulle	740 Kw.	2.700 Kw.
St-Etienne ...	2.260 HP	6.150 HP
Tarbes	2.500 HP	10.500 HP
Toulouse	350 HP	6.150 HP
Puteaux	450 Kw.	1.400 Kw.
Bourges	600 HP	2.000 HP
Lyon	1.100 Kw.	8.500 Kw.

« A Roanne, les chaudières ne permettent la production que de 8.000 kilowatts, mais les génératrices électriques installées ont une puissance totale de 16.300 kilowatts.

« Point n'est besoin de rappeler les productions énormes, tout à fait imprévues au journal de mobilisation, et qui ont été réalisées dans les établissements. »

(*L'Economiste Parlementaire* du 3-VII-19.)

Ces exemples se laissent multiplier à l'infini. Les conditions techniques de la réalisation socialiste nous sont donc on ne peut plus favorables. Il ne reste qu'à arracher des mains des parasites et des destructeurs, les outils de la formidable production et, en les mettant aux mains des producteurs, à les atteler à l'œuvre de la vie féconde pour tous, de l'universel bien-être.

La guerre a créé d'autres conditions favorables à la réalisation *graduelle* mais immédiate de la Société communiste.

7 juillet 1919.

CONDITIONS FAVORABLES AU SOCIALISME

Le grand développement de l'industrie mécanique pendant la guerre a eu comme résultat une double concentration : celle de l'outillage dans les usines et les fabriques et celle de la population ouvrière dans les villes et les centres industriels.

La répercussion de ce fait considérable sur le mouvement ouvrier et socialiste ne s'est pas fait attendre. La C. G. T. et le Parti socialiste ont triplé le nombre de leurs cotisants, malgré les hécatombes sur les champs de carnage. Avant la guerre, les adhérents aux syndicats de la Confédération du Travail se comptaient par centaines de mille ; ils se comptent, aujourd'hui, par millions. Le Parti socialiste comptait ses cotisants par dizaines de mille ; il les comptera bientôt par des centaines de mille.

Nos considérations théoriques et doctrinales trouvent ainsi leur vérification et leur confirmation immédiates dans les faits accessibles à l'observation de tous. La doctrine marxiste peut défier toute critique. Les faits répondent toujours à son appel : présent ! Et cela avec plus d'empressement que tous les jaunes du « socialisme » réformiste ne répondront à l'appel de M. Hervé, fondateur d'un parti fantôme, voué au Sacré Cœur et à Madelon...

Mais le capitalisme ne produit pas *automatiquement* du socialisme, ainsi que le semble croire Compère-Morel et ses amis de la *France Libre* (oh combien !). Le socialisme ne se fabrique pas à l'usine comme une charrue mécanique ou une plaque d'acier : il faut qu'il fasse appel à notre raison, à notre bon sens et à notre cœur. Il doit, avant de passer dans les choses, devenir une réalité humaine, une partie de nous-même.

Avant la guerre, pendant la période réformiste et électorale du socialisme, nous sommes arrivés à prononcer le mot socialisme du bout des lèvres, sans y mettre la chose elle-même. Et ce sont surtout les dirigeants du socialisme qui, sauf exception, se croyaient au-dessus des « chimères » qu'on plaçait dans les « nuages » ou, ce qui revient au même, dans les résolutions des congrès. Nos « réalistes » ne croyaient qu'aux « réformes » toujours promises et jamais réalisées, ni même réalisables dans les cadres d'un régime périmé. La guerre l'a confirmé, sans réplique possible.

Nous sommes arrivés à cette situation qui rappelle celle du christianisme d'avant la Réforme : tout le monde était — ou se disait — chrétien, sauf les papes et les cardinaux qui, dans leur for intérieur, « savaient à quoi s'en tenir ». Nos papes — les ministres socialistes — et les cardinaux — les députés — sont, pour la plupart, des sceptiques qui considèrent le militant convaincu et fidèle aux principes comme une sorte d'attardé, comme un naïf.

La catastrophe socialiste du 4 août 1914 en fut la conclusion logique et fatale. Le réformisme et l'élec-

toralisme systématiques ont mûri leur fruit naturel. Ce fut la dégringolade.

Cette faillite du « socialisme » opportuniste a fait la force du bolchevisme qui ne badine pas avec le socialisme et qui demande aux socialistes de ne pas avoir peur du socialisme et d'y croire pour tout de bon. M. Clemenceau dit : « Je fais la guerre ». En effet, il subordonne tout, y compris les intérêts permanents de la race — aux nécessités militaires. Lénine dit : « Je fais du socialisme ! » Et il subordonne tout aux nécessités de la Révolution sociale. C'est le premier gouvernement, dans l'histoire politique, dont les chefs cherchent à réaliser au pouvoir leur programme de l'opposition. Voilà pourquoi on le traite comme l'ennemi du genre humain : il gâche le métier politique, fait de palinodies, de trahisons et de lâchetés.

La guerre obligera les socialistes du monde entier à prendre le socialisme au sérieux, car le socialisme est devenu une nécessité vitale. Nous démontrerons qu'aucun problème économique, financier et politique de la vie nationale et internationale ne saurait être résolu en dehors du socialisme intégral : le passage du pouvoir aux producteurs, la socialisation des instruments de travail et l'internationalisation du globe.

14 juillet 1919.

LES CATAPLASMES REFORMISTES ET LA GUERRE MONDIALE

Nos médicastres réformistes sont inguérissables. Avec une suffisance remarquable qui dénote une insuffisance intellectuelle qui ne l'est pas moins, ils répètent les phrases d'avant-guerre : « action continue, effort quotidien, veillons aux germes d'avenir que contient la bonne volonté bourgeoise, participons, collaborons, etc., etc. ! » Ils ne s'aperçoivent pas, dans leur myopie étonnante, qu'ils ont à faire à un cadavre dont les « germes » sont plutôt morbides pour tout socialiste. Les plagiaires du grand Jaurès, qui gardent pieusement ses cendres réformistes sans pouvoir participer à sa flamme idéaliste et, malgré tout, révolutionnaire, sont aveugles à tel point qu'ils ne voient pas que la guerre — ce qui était à prévoir ! — enlève toute base réaliste à leurs illusions. Les révolutions sont devenues des réalités. Les réformes, dans les cadres des régimes périmés, restent des chimères et de dangereuses illusions, qui se maintiennent seulement parce qu'on n'est pas décidé à quitter la maison dorée bourgeoise disposant de vaisselles de luxe, mais absolument vides.

Ce ne sont pas de simples affirmations sans preuves. Empoignez de près les problèmes les plus importants de notre vie nationale et internationale, et vous verrez que nos candides réformistes, qui, d'ailleurs, pondent leurs œufs du jour dans les poulaillers bourgeois où ils devraient s'installer définitivement, sont

absolument impuissants à les résoudre à l'aide de leur camelote d'avant-guerre. Après avoir passé en revue les problèmes, on est obligé de conclure : Régime d'abord ! Le régime capitaliste, en entier, demande à être « réformé », dans le sens militaire du mot. Aucun cataplasme ne sauvera ce cadavre encombrant qui continue à empester notre atmosphère sociale.

Tout d'abord le problème des problèmes : celui de la paix durable, le *primum vivere* international. Selon leur mauvaise habitude, les réformistes se sont accrochés aux « germes » de la guerre d'abord, à ceux de M. Wilson ensuite. La guerre fut chargée de tuer la guerre. Et on a décidé d'y « participer », coûte que coûte, jusqu'au bout. Quand nous avions déclaré, au Congrès de Bordeaux (1917), qu'on ne guérissait pas la peste par la peste, il s'est trouvé un professeur majoritaire, le citoyen Turpain, qui déclarait doctement qu'on guérissait les maladies par les microbes de cette même maladie. En toute logique, il fallait donc nous inoculer un tsar ou un Guillaume, microbes de taille, pour nous guérir de la guerre... Turpain n'a pas été jusqu'au bout de sa logique.

Aujourd'hui nous sommes « au bout ». Et des réformistes, des consciencieux, comme Léon Blum, avouent dans l'*Humanité*, que la guerre les a déçus, et qu'elle n'a pas donné ce qu'elle avait solennellement promis au monde — la paix juste et durable. Mon cher Blum, vous qui avez écrit des études d'une fine psychologie sur les jeunes filles, vous ne vous êtes pas aperçu jusqu'ici que la plus jolie fille du monde ne saurait donner plus qu'elle n'a !...

Cependant, la guerre n'est même pas une jolie

fille. C'est une vieille, très vieille mégère qui n'a jamais enfanté autre chose que des monstres. On en a compté plus de dix mille. Et c'est inévitable. Car chaque monstre portait dans ses flancs ensanglantés un héritier fait à son image. Chaque guerre clame : la suite au prochain numéro ! Chaque paix, sous un régime de lutte de tous contre tous, n'est qu'une trêve, un délai nécessaire pour préparer la prochaine boucherie plus atroce que la précédente. Même les mots : droit, civilisation, liberté deviennent des armes de guerre, empoisonnées, comme le serment de l'amour éternel dans la bouche d'un Don Juan : moyen de séduction !

Mais quand on est atteint de la maladie de la participation, on s'accroche aux « germes ». On épluche un traité de brigandage à la loupe pour y découvrir des « germes » de paix et de justice, pour pouvoir y placer sa petite utopie. Et l'on tremble à la seule idée de se trouver enfin seul, en tête à tête avec le socialisme tout court, en dehors de toute collaboration, de toute participation. Il y a des hommes qui sont nés pour le rôle de mouche de coche, et qui se sentent abandonnés et impuissants lorsqu'ils se trouvent dans la nécessité de faire face au régime qui les flatte et leur promet des satisfactions illusoires.

La guerre mondiale n'a pas pu assurer au monde une paix juste et durable. Elle fut, comme toutes les guerres précédentes, une chose complexe et malfaisante ; une diversion contre les luttes fécondes intérieures, un paratonnerre contre le progrès social, un instrument de réaction et de recul. Elle fut également une lutte des gros marchands pour la

clientèle mondiale, une bataille des usiniers pour les débouchés, des banquiers et fournisseurs pour le profit, des militaires pour la gloriole. Elle fut enfin une lutte gigantesque pour la propriété du globe. On tue pour voler, et l'on fait la guerre pour annexer des territoires. *Au point de vue capitaliste,* l'agression de l'impérialisme allemand fut légitime et dans l'ordre. Je conseille à M. Charles Maurras de couper le membre de la phrase : *au point de vue capitaliste,* pour faire dire que « l'agression allemande fut légitime ».

L'impérialisme allemand est le plagiaire de l'impérialisme interallié, *son aîné.*

Celui qui n'a pas encore compris cela, n'a jamais pensé et senti en socialiste ou même en déterministe avisé qui sait lier les effets aux causes et qui ne juge pas les partis d'après leur phraséologie électorale.

La guerre mondiale doit marquer un retour aux idées fondamentales du socialisme international. En dehors du socialisme, tout est verbiage et illusion.

Nous arriverons aux mêmes conclusions pour les problèmes de la vie chère et des crises financières et économiques.

21 juillet 1919.

COMMENT SE FERA LA REVOLUTION SOCIALE

« Par la conquête de la majorité », répondit Bebel à Amsterdam, en 1904. Ce fut l'idée dominante de la seconde Internationale. Les succès électoraux la gri-

sèrent. Même ceux qui, comme Vaillant et Jules Guesde, croyaient à l'éventualité d'une révolution, n'en parlaient presque jamais, tout en y pensant.

C'est la valeur des réformes dans les cadres du régime actuel qui séparait la gauche de la droite, les intransigeants des réformistes ou des opportunistes. La gauche insistait sur le « but final » du socialisme — la socialisation — la droite s'attachait plus étroitement au « mouvement », c'est-à-dire aux réformes qui, dans son esprit, formaient le pont reliant le régime actuel avec celui de demain. « Notre mot d'ordre reste l'*expropriation* », s'écria le vieux Bebel, en condensant dans une seule formule l'idée fondamentale de sa lutte passionnée au Congrès de Dresde précédant celui d'Amsterdam, contre Bernstein-Vollmar. La démocratie fut la base de toute action socialiste. C'est la majorité qui devait prononcer le dernier mot.

Or, la démocratie, telle qu'elle fonctionne, contient une terrible équivoque. En théorie, c'est le droit de chacun d'intervenir dans le grand débat politique et social, qui divise le monde en deux camps. En pratique, c'est l'oligarchie financière et capitaliste, maîtresse de la presse et du Parlement, du gouvernement et des grandes administrations qui détermine la marche des démocraties les plus avancées. La démocratie règne, et le capital gouverne.

La guerre en fut la preuve la plus éclatante. C'est cette oligarchie, cette majorité malfaisante, entraînée par l'oligarchie militariste, qui a plongé le monde dans un abîme de barbarie et de misère. Et la question se pose devant tout socialiste fidèle à son pro-

gramme : « Faut-il sacrifier à cette démocratie formelle et menteuse les intérêts vitaux des nations et de l'humanité ? Ou faut-il arracher par tous les moyens le pouvoir à cette oligarchie en remplaçant sa dictature contre-révolutionnaire par la dictature révolutionnaire, la dictature contre le peuple par la dictature pour le peuple ! »

Ainsi surgit de nouveau le problème du rôle des minorités agissantes dans l'histoire. Si nous continuons à confier le sort des peuples civilisés au suffrage universel, tripatouillé et faussé par des forces financières et gouvernementales, nous risquons de ne jamais sortir de l'enfer social où nous sommes. Non seulement nous ne réparerons pas les ruines accumulées, mais nous allons vers de nouveaux désastres, vers de nouvelles ruines, vers l'anéantissement de la civilisation. Les classes dominantes continuent leur politique de guerre et de misère. Elles n'ont rien oublié et rien appris de la douloureuse épreuve par laquelle le monde vient de passer. Leur égoïsme et leur ignorance sont sans limites.

Et devant notre conscience se pose ce dilemme : périr dans la démocratie ou nous sauver malgré elle. Mieux encore. La démocratie restera un mot vide tant que la dictature prolétarienne n'en fera pas une réalité vivante. La démocratie verbale et de pure forme doit céder la place à la démocratie effective, au gouvernement du peuple par lui-même, en dehors de tout esclavage économique et social. Le maître pour rire qui aliène tout son pouvoir, par un seul geste, tous les quatre ans, au profit de ses exploiteurs et de ses berneurs, deviendra un maître véritable qui choisit ses

employés aux affaires publiques avec la faculté de les révoquer à chaque instant. En un mot : la vraie démocratie ouvrière remplacera la fausse démocratie bourgeoise ; au mot se substituera la chose, à la phrase la réalité !

Toute révolution est une dictature. Et les révolutions se font par des minorités agissantes. Mais il ne faut pas se leurrer d'illusions. Si la minorité conquiert le pouvoir, c'est la majorité qui le consolide. Une minorité qui s'emparera du pouvoir par surprise et ne saura pas gagner la majorité s'écroulera fatalement. Pour gagner la majorité, il faut créer des faits nouveaux qui lui assurent des avantages réels du nouvel ordre de choses. La révolution doit être mise en état de faire valoir sa supériorité sur le régime déchu.

Ici se trouve la difficulté principale. Le régime capitaliste a ruiné le monde, vidé les greniers, fait disparaître les forces les plus viguoreuses du travail, démoralisé les volontés, anémié les peuples. Et le nouveau régime est condamné à commencer son œuvre de reconstruction dans des conditions désastreuses. Et on peut se demander si c'est notre intérêt de prendre des mains des capitalistes ce passif formidable et leur donner contre nous des armes faciles en nous chargeant des responsabilités de leurs folies et de leurs crimes. Il vaudrait mieux peut-être attendre, pour s'emparer du pouvoir, le moment où leur incapacité à nous faire sortir de l'impasse sera devenue évidente, éclatante même.

Mais, hélas ! l'histoire ne se règle pas comme une montre. Ce n'est pas nous qui menons les événements. Ce sont les événements qui nous mènent. Notre devoir

est de voir clair et de dire vrai. Notre devoir est d'utiliser les misères sans nom subies par le peuple, les torrents de sang qu'il a versés pour renverser le régime qui en porte les responsabilités. Il faut que le régime paye. Et il ne paiera qu'en disparaissant. Dans le cas contraire, il continuera les mêmes crimes, provoquera des misères encore plus atroces. Notre devoir est de ne pas nous laisser endormir par la phraséologie démocratique et de préparer les esprits aux événements inévitables.

Il nous reste à choisir entre l'oligarchie capitaliste et la dictature ouvrière qui aboutira à la démocratie socialiste, à la pleine indépendance du peuple. Nous sommes pour le peuple contre le capitalisme, même affublé d'un masque démocratique.

6 août 1919.

LA GUERRE COMME ARGUMENT POUR LE SOCIALISME

La guerre a ruiné et anémié les peuples. Elle a rendu l'existence des hommes difficile, souvent impossible. Elle a fait pire. Elle a hypothéqué lourdement l'avenir en faisant peser sur les générations futures le poids écrasant de dettes et d'impôts insensés. Le capitalisme a non seulement travaillé contre lui-même, mais, ce qui est plus grave, contre son héritier légitime : le socialisme.

En détruisant d'immenses richesses, en vidant les

peuples de leur meilleur sang, il a vicié d'avance tout le travail de l'avenir. Il nous lègue un formidable passif économique et physiologique. Pendant un siècle, les hommes seront condamnés à supporter les terribles conséquences de la gloire dévastatrice, de la folie de destruction, de l'ouragan de barbarie qu'est la guerre.

Cependant, la guerre, contrairement à sa nature, a travaillé puissamment pour l'avenir. Elle est en train de réveiller les peuples, de révolter tous les esprits, toutes les consciences saines. Elle nous fournit les arguments les plus décisifs contre le régime aboutissant au massacre. En voici quelques-uns.

Pendant la guerre, la société s'est emparée de l'individu, du citoyen. Elle a mis la main sur tout ce qu'il possède et sur lui-même. Elle a exigé toutes ses ressources, sa vie et celle de ses enfants. Elle a confisqué toutes ses libertés, toutes ses conquêtes politiques et sociales. Elle l'a dépouillé de tout. Elle lui a dit : « Tu ne penseras pas, tu n'écriras pas, tu ne discuteras pas, tu ne parleras pas, tu ne vivras pas : c'est la guerre ! Tu quitteras ta terre natale, ta famille, tes affaires, tes plaisirs, tes habitudes, ton métier, ton travail : c'est la guerre ! »

La guerre finie, le citoyen qui, par miracle, a survécu au massacre gigantesque, revient chez lui. Il trouve ses affaires compromises, sa place occupée. En revanche, il retrouve la société capitaliste avec son principe vital : chacun pour soi ! Il s'adresse à la société qui lui a tout enlevé, et il réclame ses moyens d'existence. Et la société de répondre :

« Je ne te connais pas ! Débrouille-toi comme tu

l'entends. Si tu veux te tenir tranquille, je t'accorderai — théoriquement ! — une aumône, mais je ne peux rien faire pour toi de sérieux. »

A ses dépens, le citoyen démobilisé fait cette découverte douloureuse : s'il appartient à l'Etat, l'Etat ne lui appartient pas. S'il est la chose de la société, la société n'est pas sa chose. Il n'y a pas de réciprocité entre le citoyen et la cité. C'est un contrat léonin, une escroquerie. De deux contractants, l'un apporte tout, l'autre s'engage à tout y compris à donner sa vie, sa dignité et sa liberté, l'autre — la société ! — ne s'engage à rien tout en promettant tout — en paroles et en phrases creuses. La société a tous les droits sur l'individu. L'individu n'en a aucun sur la société.

Après la guerre, des millions d'individus erreront à travers le pays, en cherchant vainement leur situation perdue. Cette contradiction flagrante entre une société marâtre qui, fusil à la main, vous demande la bourse *et* la vie et qui, en échange, vous emprisonne et vous tue si vous lui demandez la réciprocité, est un scandale qui crie trop fort pour passer inaperçu. Et le peuple finira par se lasser de cette absurdité abominable. Et il dira : « Je ne veux plus être la chose de l'Etat, de la société. Je veux que l'Etat et la société soient ma chose à moi. » L'Etat détrousseur, l'Etat assassin sera obligé de céder sa place à la société productrice qui accomplit une œuvre de vie et de solidarité qui, au lieu d'écraser et de fusiller l'individu, lui fournit, par l'effort combiné, des moyens de vie et de bonheur. Voilà la première leçon de la guerre.

La campagne électorale de 1919 n'aura aucune valeur sociale et politique, si nos propagandistes ne font

pas ressortir, sous mille formes différentes, cette vérité fondamentale, que les peuples ont payée de leur sang et de leur ruine. Cette vérité est notre part de combattant. Ou la société continuera à être un coupe-gorge et un piège pour l'individu qui lui doit tout et auquel elle ne doit rien, autrement dit elle restera capitaliste, ou elle remplira honnêtement ses engagements et deviendra un contrat bilatéral, une bonne affaire pour chacun : alors ce sera la société socialiste garantissant à tout individu vie et bien-être.

Autre leçon de choses enseignée par la guerre ! Le régime capitaliste est incapable d'assurer la paix entre les peuples. La guerre mondiale, qui nous a promis une paix éternelle, a produit l'effet contraire. Elle a créé partout une atmosphère de guerre et de conflits. Elle a fait naître toute une série de jeunes Etats assoiffés de conquêtes et d'agrandissement. Elle a divisé le monde en deux camps irréconciliables: les vainqueurs et les vaincus. Elle tend à éterniser les haines et les rivalités. Le régime capitaliste, après avoir provoqué un massacre sans précédent menace, à chaque instant, d'en engendrer de nouveaux, et de plus atroces. Il nous fait entrevoir des guerres chimiques qui empoisonneront des régions entières, des guerres aériennes exterminant des populations non combattantes : hommes, femmes, enfants.

L'humanité devra choisir entre le massacre éternel et la transformation fondamentale de la société absurde et criminelle qui ne saurait se prolonger sans barbarie et sans menace de ruine universelle.

Le jour où ces deux vérités essentielles; sorties de la guerre mondiale, s'empareront des masses popu-

laires, l'heure de la révolution mondiale, sonnera. Et elle balayera notre régime de sang et de misère. Et les peuples respireront.

Le monde sera reconstruit. L'individu sera réconcilié avec la société. La paix sera assurée. Et l'homme ne sera pas un tigre pour l'homme, mais un frère et un associé dans la vie et le bonheur.

11 août 1919.

CONDITIONS TECHNIQUES ET CONDITIONS HUMAINES

Toute grande Révolution est le produit longuement mûri de deux séries de facteurs : la force des choses et l'énergie des hommes d'action. En appliquant cette idée générale à la Révolution sociale qui dominera notre siècle, on peut également dire qu'elle est devenue inévitable grâce à un certain nombre de conditions techniques et de conditions humaines réalisées ou réalisables. Nous désignons l'ensemble des conditions techniques nécessaires au triomphe de la Révolution sociale dans le nom de *Capitalisme*. Les conditions humaines, les voici : une minorité agissante et une majorité mécontente accomplissant la *Révolution sociale.*

La question brûlante de l'heure présente est celle-ci: les conditions humaines et techniques ou, comme disent les philosophes, subjectives et objectives, sont-

elles mûries à ce point que la Révolution sociale, que les masses exploitées et souffrantes appellent de tous leurs vœux, ait des chances sérieuses de s'accomplir et, ce qui est encore plus difficile, de se maintenir contre tous les assauts furieux des forces hostiles et de leurs complices ?

Nous essayerons d'y répondre sans rien dissimuler, ni exagérer. L'Histoire traverse tantôt des périodes plus particulièrement *organiques* ou pacifiques, tantôt des périodes plus spécialement *critiques*, ou révolutionnaires. Pendant les premières on exagère les difficultés du développement historique en sacrifiant à l'opportunisme évolutionniste tandis que, dans les périodes révolutionnaires, on est disposé à exagérer les facilités historiques et à imaginer que tout ce qui est désirable est possible.

Le Capitalisme crée une série de conditions favorables au socialisme. Il multiplie les richesses à l'infini en remplaçant la simple main-d'œuvre par un outillage mécanique compliqué. Déjà Aristote, le plus grand penseur de l'antiquité, déclarait que l'esclavage deviendra superflu au moment où l'homme sera remplacé par un mécanisme. Le Capitalisme moderne n'a pas suivi la suggestion d'Aristote : Il fait de l'homme l'esclave de la machine, en enlevant à cette dernière son rôle d'émancipatrice. En multipliant les richesses, la machine restituée au peuple travailleur, rend le bien-être général possible. Au milieu d'immenses richesses accumulées, la bagarre pour une bouchée de pain devient une barbarie inutile et anachronique.

Le Capitalisme agit dans le sens révolutionnaire en concentrant la propriété dans les mains d'une mi-

norité capitaliste et des Trusts. Les grands expropriateurs, en expropriant leurs petits confrères en exploitation, rendent plus facile leur propre expropriation par la société produisant non pour le profit des uns, mais pour le bien-être de tous. Le Capitalisme devient un agent de la Révolution sociale.

Le Capitalisme révolutionne toute notre vie privée et sociale en chassant les paysans des campagnes et en surpeuplant les villes. Nous devons au Capitalisme nos grandes villes modernes où germe l'esprit de révolte. Il crée d'immenses agglomérations de producteurs qui apprennent à se connaître et à se reconnaître un intérêt commun.

En créant le marché mondial, le Capitalisme travaille contre le crétinisme nationaliste, le plus grand obstacle à la solidarité humaine. Il crée ainsi l'enchevêtrement des intérêts et la fusion des hommes et des races.

En résumé, le Capitalisme travaille pour la Révolution sociale sur quatre plans, sur celui de : 1. la production mécanique ; 2. la concentration des capitaux ; 3. la concentration sociale ; 4. la concentration internationale.

Ici se place la possibilité d'un malentendu. On peut s'imaginer que le Socialisme ne devient possible que lorsque la production capitaliste a absorbé *toute* la production nationale et internationale. Et ce serait vrai si l'histoire se faisait d'une façon automatique sans le concours de l'homme. Mais l'effort humain est là pour accélérer la marche de l'Histoire et pour tirer des conditions capitalistes le plus grand rendement possible.

D'ailleurs, la guerre mondiale a démontré les terribles dangers que la société court en cas de prolongation infinie de la domination capitaliste. Le capitalisme exclusivement préoccupé des intérêts et des profits individuels se fait l'ami et l'allié de l'Etat nationaliste et met ses formidables moyens de production au service de la destruction. La société retombe dans la barbarie guerrière et nationaliste.

Pour arracher les nations à l'étreinte meurtrière du capitalisme aventurier et sans scrupules, l'action de plus en plus intense des masses conscientes est nécessaire.

Nous passons aux conditions humaines de la Révolution sociale. Nous constatons avec amertume que notre action de propagande et d'organisation socialiste et révolutionnaire n'est pas à la hauteur de notre mission historique : transformer en énergie et conscience révolutionnaires les forces aveugles et inconscientes qui travaillent dans le sous-sol de l'Histoire. Nous avons trop confiance dans la force intime de la vérité socialiste. Nous oublions que le Capitalisme empoisonne, au jour le jour, les peuples par une presse aussi innombrable qu'innommable, par l'Eglise, par son enseignement, par le théâtre, par ses Ligues et Associations, par ses Administrations et agents gouvernementaux. On parle peu dans nos Conseils et nos organisations de la propagande et des moyens de l'intensifier...

La grande force de la Révolution russe fut toujours sa propagande infatigable. On sacrifiait sa situation sociale privilégiée, on se faisait emprisonner, exiler en Sibérie, on allait intrépidement à la mort pour la

propagande. Le succès de la Révolution bolchevik est dû, avant tout, à une propagande active sans précédent. Le Régime communiste de Russie est littéralement une école de propagande socialiste qui ne chôme jamais. (Il y a, en ce moment, en Russie, des Ecoles qui travaillent 12 heures sans interruption, avec roulement du corps enseignant.) On peut dire qu'aucun pays au monde ne contient autant de socialistes conscients et éduqués que la Russie que nous déclarons, dans l'aveuglement de notre amour-propre, « ignorante et demi-barbare ».

Mais toute la culture intense de l'ignorance capitaliste n'empêche que la majorité du peuple est honteusement exploitée et opprimée. C'est à la minorité agissante de la réveiller et de la rallier à son action énergique, prudente et consciente.

25 août 1919.

REVOLUTION ET REFORMES

Les réformistes de la C. G. T. et du Parti Socialiste viennent, pour la mille et unième fois, de découvrir l'Amérique, et d'enfoncer, avec un fracas assourdissant, des portes ouvertes : « Il nous faut des réformes ! » clament-ils sur tous les tons. Les bourgeois de toute couleur ne s'en tiennent plus de joie. L'union sacrée de tous les conservateurs ou même réactionnaires sociaux paraît en bonne voie de se refaire. « Pas de Révolution ; des Réformes ! », chantent en chœur

tous les assagis depuis le secrétaire de la C. G. T. jusqu'à M. Briand en passant par Albert Thomas, son futur ministre de la guerre, à moins que ce ne soit son ministre des affaires étrangères...

Paris et Lyon retentiront bientôt des hymnes à la Réforme chantées par tous les ténors de l'aile droite des organisations ouvrières et socialistes.

De quoi s'agit-il en réalité ? Il n'est jamais venu à l'esprit de personne de nier l'utilité des améliorations dans le sort lamentable du peuple qui travaille, souffre et paye. Toute la discussion roulait autour de la *possibilité* des réformes efficaces sous notre beau régime capitaliste. On discutait également sur la valeur et le prix des Réformes octroyées par les bourgeois magnanimes.

Pour rendre notre pensée tangible, prenons un exemple qui est une hypothèse. Admettons qu'il vienne à l'idée, à un gouvernement bourgeois quelconque, de faire arrêter nos amis Jouhaux, Bidegaray et Albert Thomas. Nous nous empressons d'ajouter que c'est une hypothèse bien gratuite, car les gouvernements bourgeois considèrent nos amis, à tort, naturellement — comme les piliers de la conservation sociale et comme des éléments indispensables de « l'ordre » public actuel. Mais nous avons besoin de cette supposition pour illustrer notre thèse sur la valeur des réformes. Donc, nous avons admis, pour un instant, l'arrestation de nos éloquents chefs réformistes.

Les arrestations accomplies, le gouvernement place nos réformistes dans une cellule étroite et sale destinée aux criminels de droit commun, qui voisine celle

où, de temps immémorables, est enfermé l'Impôt sur le Revenu dans la personne de M. Caillaux. Et il leur tient le langage que voici : « Vous vous plaignez amèrement du régime indigne, crapuleux même, de votre prison. Je veux bien l'améliorer. Mais promettez-moi, en échange, de ne jamais réclamer votre liberté totale ou, ce qui vaut encore mieux, de persuader vos amis de la classe ouvrière que toute tentative d'émancipation sociale intégrale, ou de Révolution, est une chimère et une utopie, un rêve d'enfants, en un mot. Dans le cas contraire, vous coucherez sur la paille humide de vos ignobles cachots ».

A quoi nos prisonniers indignés, répondent tout naturellement : « C'est au nom de la dignité humaine, du droit républicain, de votre propre intérêt bien compris que nous réclamons le changement de notre régime de prison, l'amélioration de notre ordinaire. Mais jamais nous ne renoncerons à réclamer notre libération totale ; jamais non plus nous ne vendrons l'émancipation de la classe ouvrière pour un plat de riz. »

La réponse de nos prisonniers supposés serait juste et digne. C'est la même que la classe ouvrière organisée sur le double terrain syndical et politique donne aux sirènes réformistes de tous les camps : « Nous exigeons et nous accéptons toutes les améliorations de notre sort peu enviable. Mais jamais, au grand jamais, nous ne payerons ces réformes que vous nous promettez depuis si longtemps au prix que vous nous réclamez : à celui de notre indépendance et de notre renoncement à notre libération totale. Un esclave bien nourri et bien logé reste néanmoins esclave. Nous ne

voulons plus d'esclavage. Même au prix que coûte aujourd'hui le beurre, c'est incroyablement cher que de payer les Réformes en renonçant à la lutte pour notre libération totale du joug capitaliste. Nous n'acceptons pas ce marché de dupes. »

Les classes possédantes et dominantes ne donnent jamais rien pour rien. Quand elles accordent des réformes, c'est-à-dire des *promesses* de réformes, elles le font au nom de *l'apaisement social* (Marque de fabrique : A. B.), c'est-à-dire de la capitulation de la classe ouvrière et de sa promesse à supporter indéfiniment le régime capitaliste. Et pour se garantir la tranquillité, elles demandent des gages de sagesse ouvrière et sur la *participation au pouvoir*, autrement dit, à la gestion des affaires bourgeoises et à la répression violente des mouvements ouvriers.

Les classes dominantes sont inquiètes. La plus grande partie de l'Europe est en proie aux révolutions ouvrières. Et elles font des efforts surhumains pour diviser la classe ouvrière en dressant les éléments modérés contre les éléments impatients, ardents et révolutionnaires. Elles font mine de faire des concessions — « pour sauver la caisse ». La guerre a déchiré momentanément le prolétariat et brisé l'Internationale ouvrière. Le capitalisme tremble devant l'idée de sa reconstruction possible. Et il emploie tous les moyens pour maintenir les divisions ouvrières.

Il faut ameuter une partie de la classe ouvrière contre les fractions du prolétariat engagées dans une lutte à mort contre la société capitaliste.

Il est naturel que les bourgeois défendent les intérêts bourgeois, mais que des leaders sortis de la

classe ouvrière et connaissant à fond ses misères se prêtent à ce rôle contre-révolutionnaire, cela dépasse quelque peu la mesure. Les résistances qu'opposent à tout mouvement d'avant-garde l'inertie sociale, l'ignorance et les répressions de nos adversaires sont suffisamment grandes sans que nous ayons besoin d'être entravés, dans nos mouvements, par ceux qui prétendent nous diriger. La classe ouvrière, au milieu de difficultés nombreuses, est en train d'accomplir son ascension. Et ce n'est pas au moment de la montée qu'on se sert du frein : il faut plutôt pousser de toutes nos forces à la roue. Quand on sera sur le haut de la montagne, on verra... Mais, dira-t-on, en courant après l'ombre de la Révolution vous risquez de perdre la proie de réformes immédiates.

Nous allons voir où est « l'ombre » et où se trouve « la proie ».

1er septembre 1919.

LE VERBALISME REFORMISTE

Albert Thomas, le chef incontestable du Réformisme national, semble vouloir donner au grand débat entre réformistes et révolutionnaires une tournure de querelle personnelle. Son argumentation, pour ne pas dire ses moyens de défense sont très simples et d'un effet sûr sur un certain public. Il dit : « Je n'ai jamais varié. Je suis réformiste de naissance. Pourquoi m'en voulez-vous? »

En effet, il faut avoir l'âme bien noire pour en vouloir à la *personne* d'Albert Thomas. On sait que c'est un homme excellent, aimable, mais non sans certaine malice qui rend l'amabilité moins fade, bon, rond, gros, gras, aussi bourré de documents que sa serviette devenue presque aussi célèbre que lui ; infiniment content de lui-même, et qui sait contenter tout le monde, que dis-je, tous *les* mondes : le monde prolétarien aussi bien que le monde capitaliste, le monde parlementaire que celui de la presse. Il a su, dans l'espace d'une semaine, se faire applaudir par un parlement nationaliste et par le Congrès de la Fédération de la Seine, la plus révolutionnaire de nos fédérations. Son avenir ministériel est aussi sûr que le tir de ses gros canons et la force de ses innombrables grenades qui ont peu contribué à la solidarité internationale, mais beaucoup à la Victoire *à la Pyrrhus*...

Il manque peut-être de profondeur et d'originalité, mais il est richement pourvu de largeur et d'obstination. Puis, il a une grande idée : celle de la *participation* des socialistes à toutes les manifestations de la vie bourgeoise. Cette idée, qu'il avait cherchée à faire valoir dès 1913, au grand mécontentement de Jaurès lui-même, dominait toujours toutes ses conceptions particulières, tous ses actes politiques. Donc, je le répète, rien à dire contre la personne d'Albert Thomas. Et si j'avais une fille à marier, je serais heureux d'avoir pour gendre cet homme politique d'un brillant avenir.

Toute question personnelle mise de côté, je m'adresse à Albert Thomas-historien. Comme tel, il doit savoir qu'*historiquement* toutes les révolutions sont nées de

l'insuffisance démontrée des tentatives réformistes *in extremis*. Tout régime agonisant s'empresse d'appeler à son lit de mort des médecins réformistes pour empêcher l'issue fatale. Rome n'a pas agi autrement à la veille de la Révolution luthérienne ni Versailles à la veille de 1789. Tout dernièrement encore, Guillaume a été chercher le prince Max de Bade et le *majoritaire* Scheidemann, qui, sur bien des questions, y compris le bolchevisme, pense exactement comme le *majoritaire* Thomas, pour sauver sa couronne. On sait comment ont fini ses tentatives de sauvetage du régime. Pourquoi en serait-il autrement lorsqu'il s'agit du régime capitaliste, ô Albert Thomas ? Je ne demande rien à Renaudel qui, lui, ne connaît que l'histoire des couloirs, mais vous, Thomas, qui avez fait une excellente histoire du Second Empire, que dites-vous des tentatives libérales de Napoléon III, de la fin de l'Empire ? L'ont-elles sauvé ? Pourquoi un Emile Ollivier socialiste, si Briand soit-il, serait-il plus heureux que l'Emile Ollivier de Napoléon-le-Petit ?

Non, mille fois non, les réformes n'ont jamais pu sauver un régime condamné, même s'il n'avait pas sur sa conscience quinze millions de cadavres, vingt millions de mutilés et la ruine de l'Europe...

L'historien Thomas ne viendra pas récuser ces preuves d'origine historique, mais elles peuvent paraître trop abstraites à un lecteur moins versé dans l'histoire. Force nous est donnée d'examiner si les plus grandes réformes de la période capitaliste sont de taille à empêcher la Révolution sociale. Pour ne

rien oublier, classons-les en trois catégories : réformes politiques, réformes générales, réformes sociales.

Réformes politiques !... Le suffrage universel en est la plus grande. Or, elle est le produit de plusieurs révolutions. Quant à l'organisation équitable du suffrage universel, qui, sous la forme actuelle, est une duperie, toutes nos tentatives réformistes sont restées vaines, tandis que tous les pays en révolution ont, en un tourne-main, introduit l'égalité politique, morale et juridique des sexes, la représentation des minorités, etc.. etc..

Au point de vue politique, nous sommes encore, malgré toutes les promesses et toutes les déclamations réformistes, électorales ou non, régis par une constitution semi-monarchiste qui, à la majorité d'une voix, il y a bientôt un demi-siècle, a *subrepticement* introduit en France la République... sans républicains.

Réformes générales ! A la tête de ces réformes d'ordre intellectuel et moral se trouve la laïcisation dont la Séparation fut le couronnement. Elle visait, avec l'instruction obligatoire, le désarmement du nationalisme et du militarisme. Or, cette réforme, que la Commune de 1871 a accomplie d'un trait de plume, sans bruit, n'est devenue possible qu'à la suite de la secousse extraordinaire et quasi révolutionnaire de l'Affaire Dreyfus. Depuis, le Nationalisme a pris sa revanche. Cette revanche s'appelle la guerre mondiale. Aujourd'hui, c'est le nationalisme qui est le maître. Le radicalisme et une partie des socialistes en sont empoisonnés. Le nationalisme a assassiné le meilleur des hommes et le plus illustre chef socialiste.

Il se dresse, aujourd'hui en ennemi mortel contre le socialisme. Nos réformistes, qui se disent « Amis de Jaurès » n'osent pas l'affronter de face. Au contraire, ils ont adopté une partie de son idéologie, son argument le plus équivoque et le plus mortel : « la défense nationale », sa théorie du premier agresseur, la responsabilité des peuples victimes de leurs gouvernements et du régime capitaliste, etc., etc. Ils l'ont couvert, pendant la guerre, de leur *participation*. « Les socialistes eux-mêmes sont avec nous ! », ont pu dire, à notre grande honte, les nationalistes des deux côtés de la barricade sanglante. La laïcité n'a pas tué la plus atroce, la plus sanguinaire de toutes les religions : la religion nationaliste. Tout au contraire !

Les réformes sociales ! La journée de huit heures en est la plus glorieuse conquête. N'oublions cependant pas qu'il a fallu, pour cela, quelques révolutions ouvrières hors de nos frontières et la menace d'une grève générale « au moment psychologique ». N'oublions pas également qu'il faudra encore un effort prolétarien soutenu et de nouvelles luttes pour faire de cette loi, dont la *majorité* des Français (paysans, domestiques, ouvriers et ouvrières à domicile) est exclue, une réalité vivante. Et encore avons-nous acheté cette loi au prix de l'*apaisement social* et de l'abandon de nos camarades de Russie, de Hongrie et d'ailleurs. Vraiment, il n'y a pas de quoi être fier.

On a manqué la loi sur les retraites ouvrières faute de quelques misérables centaines de millions. Et l'on a trouvé pour une œuvre de mort 200 milliards !

Mais, en admettant même que les réformes encore

plus grandes que celles que nous venons d'énumérer se trouvent sur le chantier de nos réformistes, que vaudront les réformes en face d'un monde menacé d'une nouvelle guerre mondiale, d'un déficit de deux cents milliards, de la vie toujours plus chère, d'un budget de 20 à 25 milliards ? Ce ne sont pas les réformes, ô Compère-Morel, qui feront passer les 3/5 du sol français possédés par 69,000 familles aux douze millions de paysans qui n'en possèdent que 2/5. (20 millions d'hectares sur 52.)

Dans mon volume : « *Pourquoi nous sommes socialistes ?* » (10e volume de l'*Encyclopédie socialiste*, sous presse), je démontre, à l'aide de statistiques officielles, que : si *la France est riche* (j'ai écrit *avant* la guerre), *les Français sont pauvres.* Je défie les réformistes de modifier cet état de choses à l'aide de leurs drogues...

Non, vos réformes sont des mots. La Révolution seule ne se paye pas de mots. Elle seule est réaliste et réalisatrice.

10 septembre 1919.

LES DEUX METHODES

Le prolétariat des pays interalliés a l'avantage momentané d'être assis au balcon de l'Histoire et de pouvoir observer les révolutions en cours. Selon le mot du poète, il observe du rivage « tranquille » les tempêtes de la mer houleuse. Il peut donc juger les événements avec un certain détachement et avec la

liberté d'esprit nécessaire pour tirer des conclusions utiles de la formidable et gigantesque bataille engagée entre le vieux monde qui s'écroule et le nouveau monde social qui naît des ruines de l'ancien.

Les naturalistes, les étudiants de la nature dite morte, prétendent avoir seuls, le privilège de l'expérience. On croit généralement qu'en histoire l'expérience, cette puissante méthode de l'investigation, est irréalisable. Or, si on comprend bien les choses, rien n'est plus faux. L'histoire est un laboratoire qui ne chôme jamais. L'expérience, ou plutôt les expériences s'y accomplissent sans interruption, et d'une manière quasi automatique. Seulement on ne voit plus l'expérimentateur. On voit, en revanche, les *résultats* de l'expérience. C'est la seule chose qui importe.

Prenez la révolution mondiale. Elle s'accomplit simultanément dans les différents pays ayant des caractères et des traditions historiques différentes. On peut ainsi étudier le même phénomène historique dans des circonstances très variées, opposées même. C'est l'idéal même d'une expérience bien faite. On peut ainsi observer le fonctionnement des différents moteurs, les effets des causes différentes, souvent opposées. Et il faut être vraiment privé de toute curiosité intellectuelle pour ne pas être attiré, même au point de vue d'étude pure, par ce phénomène révolutionnaire qui se produit dans les pays qui paraissent à l'observateur superficiel, comme les seuls pays *vaincus*. Maudire, se mettre en colère contre l'histoire vivante ou passée, c'est se condamner à l'incompréhension irrémédiable.

Voilà la prodigieuse révolution russe. Elle applique

jusqu'au bout, jusqu'à ses dernières conséquences, la méthode révolutionnaire intransigeante. Les bolcheviks, ce sont les socialistes qui n'ont pas peur du socialisme, des révolutionnaires qui ne craignent pas la révolution. Lénine, au lieu de chercher à aplanir, à effacer les antagonismes, les oppositions, les frottements, applique délibérément une méthode contraire : il exaspère les désaccords en les poussant à l'extrême, en les envenimant. Il est opposé à toute conciliation, à tout compromis. Il est antiunitaire. L'Unité, *selon lui*, c'est la confusion, l'effacement, l'opportunisme qui frise la trahison. Il provoque tous les ennemis à la fois. Il joue presque l'obstacle. Il défie les adversaires et repousse les auxiliaires un peu mous.

Au début de la Révolution d'octobre, cette tactique à tout casser a fait peur à ses amis les plus intimes, à ses lieutenants les plus dévoués : Zinovieff, Rykoff, Lounatcharsky et autres. La presse socialiste de cette époque a publié un document historique du plus grand intérêt. C'est la démission motivée de tous ces chefs actuels du bolchevisme qui considéraient alors la tactique de Lénine, son isolement au milieu d'un monde hostile et des partis socialistes adversaires et sceptiques comme la perte certaine de la Révolution, comme un suicide fatal.

Lénine tint bon. Contre l'envahisseur étranger, contre l'ennemi intérieur, contre ses propres camarades et amis, il préconisa l'intransigeance absolue. Et il vainquit. Les ennemis furent écrasés. Les amis sont revenus. Il dure depuis deux ans, douze fois plus que la durée de la Commune de Paris. Il bouleverse le monde. Il agite à distance et par sa seule force

morale tous les peuples en révolution. Il influence directement l'Extrême-Orient. La Chine en est ébranlée. Le glorieux fondateur de la République chinoise, Sen-Yat Sun, représentant la République du Sud se trouve en relations directes avec le Gouvernement des Soviets. La jeunesse japonaise s'exalte pour le Bolchevisme dont l'influence se fait sentir jusqu'à la Corée et aux Indes. Des zones d'influence socialiste s'établissent dans le monde entier. Et si le bolchevisme russe est un jour écrasé momentanément, ce qui n'est pas sûr du tout, il laissera des traces profondes et durables dans l'esprit des masses.

La semaille socialiste donnera de bonnes récoltes rouges.

La Révolution russe s'est effectuée dans des circonstances extrêmement difficiles. Le tsarisme a ruiné la Russie et la tenait dans l'ignorance et l'abrutissement. La guerre mondiale l'a achevée. Les Alliés, égoïstes de courte vue, ne pensaient qu'à eux, considérant la Russie comme un immense réservoir de chair à canon à l'usage de leurs fins impérialistes. Malgré toutes ces difficultés qui m'ont paru à moi comme aux bolcheviks eux-mêmes insurmontables, la Révolution russe dure encore et a triomphé jusqu'ici de tout et de tous. Elle a répondu à la terreur par la terreur. Elle a gouverné par la dictature sans presse libre, sans parlement. Quoi qu'on dise, elle a le peuple avec elle. Autrement, elle n'aurait pas duré. On ne gouverne pas cent millions d'hommes contre leur gré. Elle a brisé les chaînes féodales, la grande propriété nobiliaire, en liant ainsi les paysans à son sort. Cette conquête *restera*, quoi qu'il arrive. Tous les Koltchak

et leurs Bourtzeff, et leurs Savinkoff, se briseront contre ce roc paysan et ouvrier.

Pour briser la Révolution russe, il faut que tous les peuples occidentaux se transforment en affameurs, en assassins des femmes et des enfants. Mais même avec cet infâme blocus, qui finira par révolter les masses les plus patientes, l'écrasement de la Révolution russe n'est pas certain tout en restant théoriquement possible.

Maintenant, étudions une autre révolution qui a appliqué la méthode contraire : la méthode réformiste et conciliatrice envers la bourgeoisie. C'est la Révolution allemande. Nous en comparerons les résultats avec ceux de la Révolution russe.

15 septembre 1919.

LA REVOLUTION ALLEMANDE

Nous n'avons jamais cru à la légende de l'impuissance politique du Parti socialiste et des syndicats allemands. Au Congrès de Paris du 15 juillet 1914, j'ai dit — et je le maintiens — que SI la socialdémocratie allemande était décidée à faire la grève générale, elle aurait pu — ainsi que la classe ouvrière anglaise — empêcher la guerre. Je n'aurais pas pu en dire autant du prolétariat français... Mais notre malheur veut que ceux qui ont la force matérielle manquent d'esprit révolutionnaire, et que ceux qui ont

le courage et la tradition révolutionnaires ont manqué jusqu'ici de la force matérielle. En Russie, la force matérielle et l'esprit révolutionnaire se sont rencontrés — et il est arrivé ce que vous savez.

Revenons à la Révolution allemande. Le jour où le prolétariat allemand s'est dressé contre la domination du kaiser, il a été irrésistible. Le kaiser et sa clique furent balayés en un clin d'œil : la République démocratique allemande fut fondée. C'est le commencement d'une grande révolution. Le socialisme a réuni de 13 à 14 millions de voix, chiffre fabuleux et sans précédent. Il s'est emparé du pouvoir, de tout pouvoir.

Mais qu'a-t-il fait de son pouvoir ? Au lieu de renverser le régime capitaliste, ainsi que l'a fait la Révolution russe en s'attirant la haine féroce de la bourgeoisie mondiale et des eunuques opportunistes, ses complices « socialistes », il fait vivre la société bourgeoise qu'il a pour mission historique de détruire. La socialdémocratie majoritaire s'allia avec la fraction bourgeoise la plus réactionnaire — le Centre clérical — pour sauver le régime capitaliste.

On reproche à la Révolution russe de se défendre par la force contre la force. Or, le gouvernement de Noske a fusillé, selon les affirmations du Parti communiste, quinze mille ouvriers à Berlin, à Hambourg, à Brême, à Brunswick et ailleurs. Lénine fait fusiller — par centaines — des bourgeois et des tsaristes, des contre-révolutionnaires. Noske — par milliers — des prolétaires, des communistes, des révolutionnaires. Le gouvernement des Soviets fait emprisonner des capitalistes qui cherchent à renverser le régime

socialiste. Noske remplit les prisons de socialistes et de communistes qui veulent renverser le régime capitaliste. Les Soviets suppriment la liberté de la presse bourgeoise. La socialdémocratie opportuniste supprime la presse socialiste. Les uns travaillent pour le socialisme international et pour la révolution mondiale, les autres pour le capitalisme et pour la réaction intérieure qui chaque jour devient plus arrogante et plus cynique.

Cette différence profonde entre la révolution opportuniste, celle de la collaboration des classes et la révolution intransigeante, celle de la lutte des classes, détermine deux attitudes différentes. Le monde capitaliste envoie des armes, des munitions, des milliards contre la Révolution russe qu'il affame avec une sauvagerie inouïe et sans exemple. En même temps il donne des soldats et une armée formidable à l'ennemi d'hier pour l'aider à étouffer dans le sang la révolution prolétarienne. Nos opportunistes qui n'ont pas assez de malédictions contre Lénine ne soufflent mot contre le régime de Noske. On fait, par contre, l'éloge de la législation « ouvrière » de ce Gallifet allemand, de ses « Comités d'exploitation » destinés à sauver le capital de la *socialisation* exigée par les *Indépendants* et par les communistes.

La vérité est qu'il n'y a que deux méthodes : la méthode révolutionnaire qui tout en commettant parfois des erreurs et des fautes — c'est humain ! cherche à renverser le régime capitaliste et à fonder, sur ses ruines, une nouvelle société humaine, et la méthode réformiste qui se charge de sauver, coûte que coûte, le régime capitaliste. Chacune de ces méthodes

a ses difficultés, mais les difficultés révolutionnaires sont celles de l'adaptation de la société au nouveau régime tandis que les difficultés opportunistes — celles de Noske — sont le résultat de l'effort que ce Monsieur fait pour pouvoir adapter la classe ouvrière au maintien du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Difficultés contre difficultés, tout socialiste préférera celles de Lénine à celles de Noske.

Ce qui est arrivé avec la révolution allemande est le produit fatal de la tactique d'avant-guerre qui s'est prolongée, COMME SA SUITE LOGIQUE, pendant la guerre. Lorsqu'au congrès de Mannheim (1905), le Parti, mettant de côté « la grève des masses » (*Massenstreik*), s'était soumis à la volonté corporative et opportuniste des syndicats, le sort du socialisme allemand fut scellé. Bebel céda à Legien pour sauver l'Unité du Parti. Je me rappelle les protestations enflammées de Rosa Luxembourg reprochant amèrement à Bebel de se tourner « à droite » et la tristesse profonde de mes amis Louise et Karl Kautsky, qui se solidarisaient alors avec la gauche...

Collaboration des classes avant la guerre en vue des réformes, collaboration des classes pendant la guerre en vue de « défense nationale », collaboration des classes après la guerre pour mater, avec des baïonnettes capitalistes, les révolutions prolétariennes, voilà les trois étapes que doit fatalement parcourir tout socialisme ou tout syndicalisme opportuniste et réformiste.

C'est au prolétariat lui-même de dire quel est le

chemin qu'il veut suivre. Il a la bonne chance de pouvoir observer où conduit l'un et l'autre.

La question se pose précise et nette : Veut-on aller *via* Moscou ou *via* Weimar ? Ou mieux encore : *via* réformisme *ou via* socialisme ?

Mais ,dira-t-on, il y en a un troisième, celui de Bauer, de l'Autriche. Nous allons l'étudier.

22 septembre 1919.

LA MÉTHODE DIPLOMATIQUE

Elle est née en Autriche, et s'applique un peu partout. L'ancienne Autriche fut pour beaucoup un produit de la diplomatie autrichienne et internationale. Les grands et ingénieux négociateurs des mariages et des alliances politiques ont fait sa force. Le socialisme autrichien a hérité ce trait de l'Etat autrichien. Victor Adler, l'homme le plus spirituel de la deuxième Internationale, incarnait ce génie diplomatique.

Son fils, notre ami Fritz Adler, l'héroïque vengeur du prolétariat massacré, ne déserte pas la tradition paternelle tout en accentuant la note révolutionnaire. Otto Bauer en a donné la formule dans une brillante étude dont notre camarade F. Caussy vient de publier une excellente traduction française.

La méthode du socialisme autrichien n'est ni réformiste, ni exclusivement révolutionnaire. Elle cherche à concilier ces deux méthodes, à en faire une syn-

thèse. Elle distingue entre une révolution politique et la révolution sociale. La révolution politique emploie la violence. La révolution sociale est l'œuvre de l'organisation créatrice et méthodique.

Donnons la parole à Otto Bauer lui-même pour l'explication de sa méthode : « La révolution politique, écrit-il, a été l'œuvre de la violence ; la révolution sociale ne peut être que l'ouvrage d'un travail constructif et organisateur. La révolution politique a été l'affaire de quelques heures ; la révolution sociale devra être le résultat du travail *hardi, mais aussi réfléchi* de beaucoup d'années. Cette conception n'a rien à faire avec les illusions des révisionnistes à esprit étroit ou des réformistes d'hier et d'avant-hier. »

Otto Bauer répudie courageusement et franchement leur « erreur ». « Car, dit-il, la révolution sociale suppose la conquête du pouvoir politique par le prolétariat ; et le prolétariat n'a pu et ne peut absolument conquérir le pouvoir coercitif de l'Etat que par des moyens révolutionnaires. » Mais une fois la révolution politique accomplie, le prolétariat ne peut faire *sa* révolution qu'avec des moyens pacifiques en ménageant le plus possible les classes déchues (indemnités, etc.).

La conception « synthétique » de Bauer que Compère-Morel, dans une interruption, a fait sienne au dernier Congrès du Parti, nous paraît unilatérale et peu appropriée à notre situation révolutionnaire. D'abord on ne saurait mettre d'un côté la révolution sociale. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat est le commencement de la révolution sociale, si le prolétariat n'est pas conduit par des réformistes

à la Scheidemann et par des social-hobereaux à la Noske.

D'ailleurs la révolution politique du prolétariat peut se produire sans violence si la force armée se trouve du côté du prolétariat. Exemple : la révolution bolcheviste d'octobre-novembre où la violence n'est entrée en scène qu'avec la contre-révolution.

La violence ne fait pas la substance de la révolution. Violence ne signifie pas toujours révolution. Si M. Daudet, à l'aide de Mandel et de quelques généraux amis qui ne demandent pas mieux, renversait notre république à soldats, ce retour à la barbarie du nationalisme intégral ne serait certainement pas une révolution. La réaction est le parti de la violence : guerre civile et guerre entre nations. La révolution ne considère la violence que comme un accident, un accessoire, un fait divers. Elle cherche avant tout un changement de principe, de direction, de la base même du régime. La révolution sociale, la plus révolutionnaire de toutes les révolutions, s'attaque à la base du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme : la propriété capitaliste !

La révolution sociale se trahira elle-même si elle s'arrête à mi-chemin. Elle se suicidera. *Pendant une période révolutionnaire, le plus est plus facile que le moins.* C'est la période du programme maximum. Il faut que la révolution *commence* par effectuer une rupture complète, fondamentale avec le passé. Il ne faut pas qu'elle ruse avec sa classe, avec son programme. Autrement, elle excite et mécontente les adversaires sans contenter les amis. Elle provoque la haine des ennemis sans faire naître l'enthousiasme

et le dévouement absolu des amis, si nécessaire pendant une révolution.

La comparaison de la révolution russe et de la révolution allemande illustre d'une façon idéale notre thèse. La révolution bolcheviste est le premier exemple dans l'histoire où un parti politique arrivé au pouvoir ne déserte pas son programme du temps d'opposition. Elle rompt résolument, héroïquement, avec le régime capitaliste. Elle donne la terre aux paysans, les usines aux ouvriers, les banques, les chemins de fer, les mines à la nation. Elle n'ergote ni ne tergiverse. Elle est franchement prolétarienne et paysanne. Elle est combattue à mort par les amis du régime capitaliste et ses dupes ou complices, mais elle est défendue avec fanatisme par les prolétaires et les paysans conscients.

Il n'en est pas de même avec la révolution allemande. Le social-junker Noske fusille les partisans du régime socialiste tout en se disant socialiste et, ainsi que l'a observé Boris Souvarine, « adhère à la deuxième Internationale ». Mais son ministre des finances forcé d'exiger, pour maintenir le régime capitaliste d'immenses sacrifices au capital, inquiète les capitalistes au plus haut degré. La révolution opportuniste d'Allemagne est entourée d'ennemis et privée d'amis à toute épreuve. Car elle trahit son principe révolutionnaire : au lieu de renverser le régime capitaliste, elle se constitue comme son chien de garde.

Dans la création révolutionnaire, comme dans les créations d'art, la médiocrité est détestable...

La méthode diplomatique du socialisme autrichien

n'est pas une trahison. C'est tout simplement de l'impuissance. Il l'avoue lui-même en s'excusant de sa faiblesse internationale : Les Alliés peuvent faire mourir l'Autriche de faim. Cette situation est exceptionnelle, anormale : un peuple ne saurait vivre éternellement de la charité. Voilà pourquoi l'Autriche ne peut pas nous servir d'exemple. La méthode diplomatique n'est pas la nôtre.

Quand on se donne à la révolution, il faut se donner tout entier et sans retour.

Mais l'intransigeance des principes n'exclut pas la souplesse dans l'application. Nous essaierons de tirer quelques leçons des révolutions en cours.

29 septembre 1919.

VERS LA TROISIÈME !

La deuxième Internationale est venue après l'écrasement de la Commune de Paris. Elle avait l'âme d'une vaincue, car elle craignait la Révolution prématurée. Elle faisait appel à la propagande, à l'organisation, au recrutement surtout par des moyens légaux. Comme l'élément anarchiste avec Bakounine avait été *une* des causes de la chute de la première Internationale de Karl Marx, la deuxième déclara une guerre au couteau aux anarchistes. Et comme il arrive toujours dans ces cas, elle fut entraînée par la logique de cette lutte jusqu'à la politique du « péril à gauche » qui,

à son tour, la poussa tout naturellement de plus en plus vers la droite. Elle devint opportuniste, réformiste et, pour finir, nationaliste.

Un effort formidable de recrutement fut couronné d'un brillant succès. Les adhérents affluèrent par millions. Le terrain préféré du recrutement en masse fut celui des élections et de l'action corporative. C'est un terrain idéal lorsqu'il s'agit du nombre. C'est le terrain du moindre effort. En face des partis politiques bourgeois qui n'avaient d'autre programme que la misère à perpétuité ou le recul vers le passé qu'on a assez vu, le parti socialiste fut le centre d'attraction naturel pour les masses exploitées et brimées.

Les avantages immédiats que procure toute action corporative de classe intelligemment menée provoquèrent l'affluence de millions de prolétaires dans les syndicats. Les coopératives ayant pour base le même principe, des avantages palpables et directs eurent également leur part dans cette ascension des masses vers le mieux-être, surtout dans les pays anglo-saxons et germaniques.

Ces progrès incontestables de la classe ouvrière eurent des conséquences multiples et bienfaisantes. Le prolétariat prit conscience de sa force et de sa dignité. Il inspira une crainte salutaire aux classes privilégiées qui ne respectent que la force. Et la classe ouvrière s'imposa de plus en plus, par sa croissance progressive et rapide, à ses adversaires de classe. Le socialisme, jadis bafoué, ridiculisé et persécuté, fut reconnu officiellement comme une des plus grandes forces sociales. On traita avec lui de puissance à puissance.

Et l'on a fini par chercher à l'attirer vers les régions enchanteresses du pouvoir et de ses petits et grands profits.

Comme parti, le socialisme fidèle à ses origines révolutionnaires résista à la tentation. Mais les « nouveaux venus » de l'époque bondirent. Ils étaient impatients de succès immédiats et tangibles. Et le pouvoir, même partiel, leur paraissait un moyen puissant, un levier pour soulever le monde. Peu à peu les vieux grognards à la Guesde-Vaillant auraient cédé leur place aux jeunes impatiences, aux gens pressés de *réaliser* — et le socialisme aurait tout paisiblement rejoint les grands mouvements historiques qui l'ont précédé : le christianisme et la Révolution de 89, c'est-à-dire qu'il aurait échoué dans les bras de l'Etat, providence des classes privilégiées. En embrassant le socialisme, l'Etat l'aurait étouffé comme il a étouffé l'Eglise primitive et la Révolution...

Mais la sottise et la barbarie de la réaction nationaliste et capitaliste veillaient. Elles ont déchaîné un ouragan de meurtre qui a fauché la fleur de la population et ruiné l'Europe. En s'alliant avec l'élément réformiste et opportuniste, quelques individualités égarées dans leur clan ne faisaient que tache rouge dans cette masse plus ou moins jaunâtre — la réaction nationaliste a tué la collaboration des classes et la participation au pouvoir bourgeois. Les masses commencèrent à voir clair. Elles ont compris que la tactique de la collaboration mène vers la culbute finale, vers le massacre et la ruine. Elles commencèrent à se révolter contre le régime qui menace de transformer le monde en un vaste cimetière et un hôpital.

La deuxième Internationale s'est solidarisée, faute d'esprit révolutionnaire et étant préoccupée exclusivement du recrutement numérique, avec la guerre dont elle n'a pas compris les véritables origines et la véritable portée. Elle doit donc disparaître avec le régime. Elle a remorqué un cadavre : elle est condamnée.

Nos amis, les socialistes indépendants de l'Allemagne et de l'Autriche, et les amis de Longuet en France, veulent galvaniser ce cadavre. Ils demandent l'expulsion de Scheidemann et de Noske. Et leurs coreligionnaires dans les autres pays ? Les indépendants sont un peu égoïstes. Ils ne pensent qu'à leurs amis. Ils oublient les nôtres. Non, il ne s'agit pas des individus. Il s'agit des principes. Allons-nous recommencer la tactique opportuniste et réformiste, en la poussant vers ses dernières conséquences logiques, c'est-à-dire en écrasant avec les von der Goltz et les Foch les révolutions prolétariennes ? Où allons-nous nous solidariser avec le mouvement révolutionnaire de notre époque qui, malgré et contre tout aura le dernier mot ?

Serons-nous un Parti exclusivement électoral ou un Parti de la révolution sociale ? Si Haase et Hilferding et notre ami Longuet croient qu'on peut organiser la Révolution sociale avec des ministres présents, passés ou futurs de la bourgeoisie régnante, nous admirons leur *noble candeur* prédestinée au même sort que l'autre.

Ne vaut-il pas mieux, *dans l'intérêt de tous*, laisser les réformistes à leurs... illusions dont ils reviendront peut-être un jour s'ils ont l'âme socialiste — et le socialisme aux socialistes.

Laissez les morts enterrer les morts, et la II^e^ à Scheidemann et Noske, qui couronnent et résument une époque (1914-1919)...

13 octobre 1919.

LE MIRACLE BOLCHEVIK

Oui, un miracle. J'ai commencé par ne pas y croire. Je n'étais pas le seul. Onze lieutenants de Lénine dont Zinovieff qui est à Lénine ce que Bracke était à Jules Guesde — son bras droit — Lounatscharsky et Rykof n'y croyaient pas non plus : ils ont démissionné le lendemain de la Révolution. Car ils préconisaient la coalition de tous les Partis *socialistes*.

La situation était formidable, en novembre 1917. L'Allemagne d'un côté, l'Entente de l'autre, et la contre-révolution au centre même du pays épuisé par la pourriture tsariste, par trois ans de guerre et par le blocus numéro 1. La guerre avec les Empires Centraux n'était pas terminée. L'Entente menaçait. Les capitalistes sabotaient. Les socialistes modérés fulminaient. Cependant Lénine tint bon. Et il a vaincu un monde d'ennemis, à l'extérieur et à l'intérieur. Kerensky fut mis en déroute, Kalédine, le chef des terribles Cosaques acculé au suicide, Korniloff abattu, Savinkof en exil, tous les généraux et chefs politiques tsaristes réduits à l'état d'émigrés mendiant le secours de l'étranger.

Malgré la famine, la misère et la guerre civile en permanence, le Régime Communiste bolchevik dure depuis deux ans, douze fois plus que la Commune de Paris. Il vient de battre, pour la seconde fois, une formidable armée ennemie près de Gatchina, devenue le Valmy de la Révolution sociale. La coalition capitaliste et contre-révolutionnaire est en déroute. L'armée réactionnaire se replie jusqu'à Strasbourg, où un peu loin de Pétrograd, le président Pyrrhus brandit contre l'armée rouge une méchante brochure tirée aux frais des contribuables français. Brunswick-Clemenceau lance inutilement — à distance ! — ses foudres en carton.

Le *Bloc révolutionnaire*, ô Clemenceau de la *Justice*, n'est ni à sa première, ni à sa dernière victoire. Le vieillard de Narbonne-Draveil ne sauvera pas la vieille bâtisse capitaliste d'un écroulement fatal. Son « coup de force » ne restera qu'un coup de langue !

Nous avons un intérêt vital à expliquer le miracle bolchevik qui doit nous servir d'enseignement. Il faut avoir le courage moral, le plus difficile, de reviser ses idées — à gauche ! — à la lumière des faits et de l'expérience.

Quatre séries de causes ont décidé de la victoire bolcheviste. D'abord la *paix*. Tous les partis russes — sauf les bolcheviks — hésitaient entre la guerre et la paix. On voulait profiter de la Révolution pour intensifier la guerre. Sanglante utopie ! On n'invite pas un homme ayant 40 degrés de fièvre à une ascension sur le mont Blanc. La Russie ne voulait ni ne pouvait se battre. Il fallait subir les conditions imposées par l'ennemi, quitte à attendre son heure de revanche.

Lénine a osé, en risquant le tout pour le tout. Il eut bientôt sa revanche. En bolchevisant l'armée allemande, il contribua puissamment à la Révolution allemande et, chemin faisant, à la victoire des Alliés.

Clemenceau, vous devez une croix de guerre à Lénine. Vous vous contentez de l'insulter, comme vous insultez l'Allemagne de Gœthe, de Schiller et de Kant, en l'invitant à « se convertir à la civilisation ». Vous négligez le sage conseil de M. Lloyd George de ne pas s'obstiner dans l'insulte des vaincus. C'est peu chevaleresque...

Une autre raison des succès persistants des bolcheviks : *la fidélité* aux engagements pris, au programme. Nos politiciens, MM. Clemenceau et Millerand en tête, sont des gens riches : ils ont *deux* programmes : un pour l'opposition, un autre pour le pouvoir. Ils sont tantôt d'un côté de la barricade — côté gauche pour capter la confiance populaire — tantôt de l'autre, côté droit, pour servir les classes privilégiées et pour se maintenir au pouvoir. Lénine est un pauvre prolétaire : il n'a qu'un seul programme. Arrivé au pouvoir, il l'applique. Il fait la paix, il donne la terre aux paysans, les usines à la classe ouvrière. Il désarme les capitalistes et leurs politiciens à gages, en mettant la main sur la Haute Banque. Clemenceau est le gendarme du Capital. Lénine est le gardien du Travail. L'un mord quand on touche au privilège, l'autre lorsqu'on attaque les classes opprimées. L'un établit la dictature du peuple pour le peuple. L'autre réclame un coup de force contre les nations. La différence est sensible. Clemenceau, c'est le passé. Lénine, c'est l'avenir.

Troisième raison. Le gouvernement bolchevik n'est pas un pouvoir politique *centralisé* : c'est un pouvoir économique *décentralisé*. Une administration des choses. Chaque village, chaque ville a son Conseil — son *Soviet* — autonome. Le Commissariat du Peuple s'efface de plus en plus devant le Conseil Economique. Et il ne faut pas oublier que, par notre faute qui est notre crime inexpiable, le gouvernement soviétiste se trouve en état de guerre contre le monde capitaliste tout entier. On ne doit donc pas lui demander l'impossible, c'est-à-dire une conduite de paix.

Malgré cet état de guerre, le bolchevisme, au milieu des difficultés sans précédent, a accompli une œuvre d'organisation immense. Il a assuré la vie à un pays épuisé tout en combattant pas à pas pour son existence. L'histoire mettra la Russie révolutionnaire à côté, sinon au-dessus, de la France de 1793. Il y a cependant une différence. En 1789-93, il ne s'agissait que de la Bastille politique. En 1917-1919, c'est l'assaut contre la Bastille économique qui est autrement dure à prendre.

Quatrième raison. Pendant que M. Wilson, un autre vaincu de la guerre mondiale, formulait ses quatorze points pour les lâcher l'un après l'autre, Lénine octroyait, sans phrases, l'autonomie absolue aux innombrables peuples que le tsarisme tenait sous son joug de fer et de sang. Lénine réalisait pour les innombrables peuples de la vaste Russie le droit des nations de disposer d'elles-mêmes, trahi par les Alliés dans leur innommable Traité de Versailles, qui sacrifie les intérêts nationaux des Egyptiens, des Ar-

méniens, des Turcs, des Arabes, des Hongrois, des Bulgares, des Allemands, etc., etc.

Lénine prépare et consolide la paix mondiale par la solidarité internationale. Le *Traité* des capitalistes alliés et associés prépare une nouvelle guerre mondiale en dressant sur chaque frontière une nouvelle Alsace-Lorraine, en opprimant les peuples et les races.

Tous ces résultats sont devenus possibles grâce à l'alliance de la *Science* et du *Travail*, des Intellectuels et des Prolétaires. Le peuple russe a confiance dans *ses* Intellectuels qui subordonnaient toujours leurs intérêts particuliers à ceux de la Révolution.

Cette confiance populaire, ni l'homme-tigre, ni l'homme aux mâchoires et aux Congrégations, ni Klotz-le-Trublion ne l'auront jamais. Tous ces gens-là échappés d'une ménagerie sont les hommes de confiance de la Banque et de l'Eglise. Lénine et Trotzky sont les hommes de confiance du prolétariat mondial.

Voilà le miracle bolchevik expliqué d'une manière on ne peut plus naturelle.

9 novembre 1919.

LA VICTOIRE DE LA RÉACTION CAPITALISTE

Le 16 novembre ne fut pas une défaite socialiste. 1.700.000 voix et un nombre *suffisant* de députés pour mener une lutte d'opposition au Régime de massacres et de misère. Si le nombre de députés socialis-

tes était plus grand, la tentation de *participer* au pouvoir qui a fait tant de mal à notre cause serait irrésistible...

Disons la vérité. Nous n'avons pas mérité plus. Nous avons, à la Chambre, collaboré à la folie nationaliste. Nous avons *participé* au Crime. Nous n'avons pas combattu avec toute l'énergie nécessaire la réaction et les folies chauvines. Nous avions comme leaders parlementaires des hommes qui, à quelques exceptions près, se placèrent sur le même terrain dit national que les radicaux et même les nationalistes. Nous avons baptisé défense nationale la destruction et la ruine de la France. Et nous avons donné la signature du Parti aux actes les plus importants de la plus atroce des guerres qui a plongé le monde pour longtemps dans la barbarie et dans la misère.

En dehors du parlement, notre action fut, pendant les deux ou trois dernières années moins mauvaise. Les militants dits « minoritaires » ont arraché le Parti aux étreintes des socialo-nationalistes les plus aveugles. Ils ont combattu le nationalisme et défendu la révolution russe. Mais cette action fut tardive et insuffisante. Le « Centre » domine toujours le Parti et son organe, l'*Humanité*. Renaudel parle plus haut que jamais dans les Conseils du Parti. Il insulte, dénonce et combat violemment des hommes archi-modérés, des extrémistes de la conciliation, comme notre ami Longuet. On pardonne tout à cet homme aux formidables poumons et au peu de cerveau et — de délicatesse. En pleine bataille électorale, il a osé patronner une scission scandaleuse des jau-

nes, quitte à s'en retirer au dernier moment à la *façon normande*...

Je répète, notre succès relatif est dû non aux mérites des chefs, mais à la conscience socialiste profonde des masses et à la situation générale qui est plus révolutionnaire que jamais.

Je ne parle même pas du coup de poignard de M. Varenne, qui, selon un mot de Jaurès, ne pense qu'à Varenne. Cet ami de tous les ministères qui ignore tout du socialisme et qui s'en moque sait calculer. Il a forgé une loi pour le « socialisme » auvergnat et dissident. Mais les autres l'ont votée *malgré l'opposition sournoise de M. Clemenceau*. Qu'ils ne se plaignent pas ! Ils n'ont pas volé leurs vestes...

Mais si les élections du 16 novembre ne signifient pas une défaite socialiste, elles signifient incontestablement une victoire nationaliste et réactionnaire. La démocratie bourgeoise est écrasée. Le radicalisme est par terre. Et aucun philtre réformiste ne le sauvera. Ce n'est pas notre faute, ô Téry ! Le Bloc s'est lui-même noyé dans les mares sanglantes du nationalisme. Et cela du vivant de Jaurès lui-même et *avant* Amsterdam. Il suffit de rappeler l'échec du tribun pendant sa deuxième élection à la vice-présidence de la Chambre. Il suffit également de se souvenir que Jaurès, le créateur du Bloc, s'est trouvé immédiatement isolé chaque fois que, dans son patriotisme ardent et clairvoyant, il prenait la parole pour dénoncer la politique imbécile et criminelle de nos mégalomanes coloniaux et nationalistes. Qui vit du nationalisme en meurt. Le radicalisme a été happé et

étranglé entre deux expéditions coloniales dont il votait les crédits et soutenait les promoteurs.

D'ailleurs le radicalisme est mort de sa mort naturelle. Il disparaît avec la petite bourgeoisie ruinée dont il était le faux messie annonçant la terre promise, de la propriété pour tous. Il n'a pas pu tenir parole. Et il a donné, en échange, la guerre, c'est-à-dire la misère pour tous, sauf pour les profiteurs.

Le nationalisme, c'est-à-dire le capitalisme sans phrases, triomphe. C'est la réaction dans toute sa laideur et dans toute son imbécillité effrayante.

Le nationalisme a trouvé son grand homme. Le « Parti sans nom » qui figure la période zoologique de l'histoire a, comme chef un Tigre, qui incarne l'égoïsme et la brutalité. M. Clemenceau ne comprend pas la société. Il ne connait que l'individu et la patrie capitaliste qui est la monomanie collective. C'est un échappé du dix-huitième siècle, l'enthousiasme révolutionnaire en moins. Sa doctrine reste : laissez faire, laissez passer, qui dans le texte original disait : laissez-*nous* faire ! Clemenceau ajoute : laissez-*moi* faire ! Il ne connait que son Moi. Quand on lui parle de la *classe* ouvrière, il répond : « Connais pas ! Je ne connais que les *ouvriers.* » Il voit des arbres, mais il ne voit pas la forêt. Connaît-il au moins des ouvriers ? J'en doute. Il connaît peut-être son portier qui doit être un policier subalterne. Il ne sait qu'une seule chose : « il faut que l'homme change pour que la société change. » Et il se dit : « Si *tous* les hommes me ressemblaient, la société serait idéale. » Pauvre cerveau ! Pauvre cœur surtout !

Mais il joue admirablement le rôle du chien de

garde de la Haute Banque. Il aboie, et il mord tous ceux qui font mine d'y toucher. Il a enfermé et enchaîné l'impôt sur le Revenu. Et la Haute Banque l'a payé royalement avec de bonnes élections et une bonne Chambre où régnera la Sainte Trinité Rothschild-Ramollot-Casella bénis par Mgr Amette...

Pauvre France, tout peuple qui se nourrit du nationalisme, risque d'en mourir. Heureusement, il y a quelqu'un pour troubler la fête des carnassiers. Le peuple n'a pas dit son dernier mot.

2 décembre 1919.

LA SOTTISE NATIONALISTE

Le Bloc des Sots, des Malins et des Profiteurs triomphe stupidement et bruyamment. Ils ont chassé les socialistes des avenues du pouvoir. Et ils se sont chargés de garder tout seuls la caisse vide. C'est eux seuls qui prendront la responsabilité du budget géant de vingt-cinq milliards, l'Himalaya des budgets. C'est eux seuls, sans le concours — et la complicité ! — des socialistes qui seront appelés à danser la danse des milliards autour du gouffre béant (200 milliards de profondeur). C'est Rothschild (Maurice de) avec son homonyme à tout faire qui aura pour mission de jeter dans la rue des centaines de mille de petits locataires à qui M. Vautour vient d'annoncer une « petite augmentation » comme récompense pour le harakiri du 16 novembre.

Pour une bonne affaire, c'est une bonne affaire ! M. Vautour, aussitôt les résultats du suicide électoral du 16 novembre proclamés, fit appeler Mme Pipelet et, d'une figure rayonnante, lui tint à peu près les propos que voici : « Les Boches intérieurs sont battus, écrasés ! La Chambre est nettoyée. Personne pour proposer de nouvelles lois scélérates pour protéger les mauvais locataires — il y en a à tous les étages. Serrons la vis. Convoquez-les par fournées ! Notifiez-leur que le propriétaire est à bout de patience. Il a assez *tenu* pendant la guerre, plus solidement et plus héroïquement que les poilus aux tranchées. C'est le tour aux locataires qui se payaient ma tête pendant cinq ans au lieu de payer leur terme, c'est le tour à ces gens-là de tenir leurs engagements. Et pour me récompenser de mes peines, dites-leur que j'ai l'honneur d'augmenter les loyers de cent pour cent. C'est mon tour d'être bolchevik. Aux récalcitrants, la notification des congés en due forme, pour la date du 1^er^ avril. »

Mme Pipelet, humble et obéissante, a été de ce pas notifier aux locataires convoqués et ahuris la volonté du Maître. C'est à prendre ou à laisser. L'augmentation ou la rue ! Pas de choix.

C'est ainsi que des centaines de mille, même des millions de locataires de Paris et de la province, ont appris les résultats des élections du 16 novembre : les socialistes sont battus, bien battus ! A bas les Bolcheviks ! Ces sauvages expulsent M. Vautour au lieu d'expulser des locataires. Ce sont des sauvages vous dis-je...

Ce n'est pas tout. Le maréchal Foch, le père de la patrie (M. Clemenceau en est le grand-père) celui-là même qui avait écrit dans son œuvre classique : la *Direction de la Guerre :* « Ce ne sont pas les soldats, ce sont les généraux qui gagnent les batailles », après avoir appris les résultats du clairvoyant vote du 16, a envoyé aux armées d'occupation (coût : 7 milliards par an) un ordre du jour dont l'Histoire se souviendra longtemps. Par un sans-fil personnel j'ai appris sa teneur approximativement :

« J'en ai assez, écrit le maréchal, de Noske et de von der Goltz qui, décidément, se payent ma tête en me promettant d'écraser les bolcheviks russes et germains. Noske et von der Goltz sont des Boches. Et tous les Boches sont des menteurs.

« Avant les élections, ils ont compté sur leurs amis, sur les Longuet et les Mayéras. Aujourd'hui, c'est fini. Je leur retire les troupes que je leur ai laissées *pour le bon motif*. Après avoir perdu les troupes socialistes de France, ils seront privés aussi des autres.

« Il me faut le Rhin, frontière de sécurité naturelle. M. Clemenceau, cette fois, ne me traitera plus de... Il marchera. Ou je le ferai marcher à l'aide de *ma* nouvelle majorité. La guerre a fini deux ans trop tôt. M. Gustave Hervé lui-même, mon meilleur élève en stratégie, l'a écrit. (Il est vrai que comme garde-drapeau, il ne vaut rien. Mais c'est du passé !...) Il nous faut une nouvelle guerre avec l'Allemagne, une guerre fraîche et joyeuse.

« *Occuper* des territoires — et non seulement des territoires ! — c'est rien : il faut les prendre d'assaut, les *violer* si l'on résiste. Nous avons remporté une bril-

lante victoire sur les Bolcheviks. C'est le tour des Allemands. En avant ! J'ordonne à la lourde artillerie de passer le Rhin (près de Kehl). Le reste de l'armée suivra. »

Et ce n'est pas tout. La parole est à M. le Ministre des Finances, le successeur de M. Klotz. Celui-ci est décidément, trop bête ! Et le grand argentier sans argent adresse à la nation l'allocution très patriotique que voici : « Nous sommes vainqueurs, Messieurs, tout se paye, surtout la victoire à la Pyrrhus. Le franc dégringole. Il sera bientôt au niveau du mark ou de la couronne. Vous connaissez les raisons ou *la* raison : cinq ans de guerre. Pas de paix. 200 milliards de dette. Expédition en Russie. Pas de crédit.

« Les Américains sont mécontents. Les Italiens, les Serbes, les Roumains, les Polonais, les Tchéco-Slovaques et les autres alliés ne sont pas contents non plus. 40 milliards de billets de banque (contre cinq milliards et demi d'or en France et à l'étranger) sans compter les 35 milliards de Bons de la Défense nationale à échéance. Pas d'impôt sur le Revenu (voir Caillaux). Il nous faut au moins trente milliards de nouveaux impôts. La Cigale a assez chanté la gloire. Il s'agit maintenant de danser... »

Et ce n'est pas fini. Les socialistes sont réduits à la portion congrue. Les bourgeois seuls se chargent de notifier au monde la faillite totale de leur régime. Je commence à croire que la bourgeoisie « boche » est plus intelligente que la nôtre. Elle a nommé comme syndics de sa faillite des « socialistes » : Noske, Bauer et Sudekum...

Vive le 16 novembre ! 8 décembre 1919.

LA BÊTISE AU POUVOIR

On appelle imbécile soit un homme qui *fait* le contraire de ce qu'il *veut* ou *doit* vouloir, soit un individu qui emploie les moyens contraires au but proposé. A ce titre-là, nos nationalistes les plus sérieux et les plus sincères sont de parfaits... niais. Car sous prétexte d'aimer leur pays, ils le détruisent et le ruinent. Dans tous les pays, le nationalisme, c'est la bêtise (ou l'ignorance) déguisée en une politique qui se croit très forte, machiavélique même.

Je me rappelle avoir vu, aux premiers jours sinistres d'août 1914, voltiger et bourdonner autour de moi tous les moucherons de l'Elysée et de l'Intérieur (*Malvy régnant*) s'écriant dans leur extase nationaliste : « jamais l'occasion (de faire la guerre) n'a été aussi bonne ». Ni eux, ni leur état-major ne comprenaient ce qu'est la guerre moderne et quelles en seraient fatalement les conséquences. Ils se préparaient pour une guerre « fraîche et joyeuse » de trois, quatre mois (ainsi que de l'autre côté de la barricade). Et voici un souvenir personnel curieux :

Un académicien-ministre, d'ailleurs un homme très distingué et très fin, m'aborda, un des premiers jours de la guerre avec la question que voici : « Combien les Cosaques mettront-ils de temps pour venir à Berlin ? » Ahuri, j'ai répondu : « Divisez les quelques centaines de kilomètres qui séparent la frontière russe de Berlin par 20 ou 25, l'étape d'un jour, et vous aurez le nombre de jours. » Il est vrai que j'ai ajouté : « Si on ne les arrête pas en route... » Mon

académicien semblait avoir pris ma réponse au sérieux.

Pendant quatre ans, les nationalistes de tous les pays se trouvaient dans une sorte de délire, n'entendant et ne voyant rien de ce qui se passait autour d'eux. Avec un acharnement de fous, armés des armes les plus formidables, ils travaillaient à la destruction et à la ruine de l'Europe.

Revenons un peu en arrière, à la politique d'avant-guerre. Car la guerre n'est que la continuation brutale de la politique, *d'une politique déterminée.* Pour se venger des radicaux et des socialistes qui, dans la fameuse séance de l' « illégalité » avaient brisé sa carrière ministérielle, M. Briand, avec la suprême habileté qu'on lui connaît, fit un Président de la République à l'image nationaliste, en s'assurant à lui-même du même coup, une présidence du Conseil. Ce jour-là, tous ceux qui voyaient plus loin qu'un portefeuille ministériel, savaient que la guerre était décidée.

Cela ne disculpe ni le régime capitaliste, ni la bande à Guillaume qui logèrent à la même enseigne. Pour qu'un « accident » produise son effet, disait Montesquieu, il faut que les causes générales s'y prêtent. Les causes générales ont besoin pour se manifester de conducteurs individuels appropriés. L'impérialisme mondial avait besoin d'un Guillaume, d'un Nicolas et d'un Poincaré pour produire tous ses effets naturels. L'électricité exige, pour se décharger, un milieu favorable.

Le Crime des Crimes fut accompli. C'était fou. Mais ce qui se passe depuis le 11 novembre 1918 est

tout simplement bête à faire pleurer. Contrairement à l'attente, même des patriotes les plus optimistes, l'impérialisme allemand s'est effondré soudainement et lamentablement. Et cela grâce au concours de M. Wilson, de Lénine et des marins allemands révoltés de Kiel. Après quatre ans de massacres et de ruines, on n'avait qu'à déclarer la paix au monde en se remettant le plus vite possible au travail et en s'appliquant à panser ses blessures atroces. Or, les nationalistes mirent à exécution, pour leur propre compte, le programme de l'impérialisme allemand qu'ils prétendaient combattre au nom de la noble devise : « Plus jamais de guerre ! » Ils ont livré les destinées du monde aux militaires qui n'ont rien appris de la guerre mondiale et surtout rien oublié de la vieille conception de la grandeur nationale mesurée au nombre des kilomètres carrés conquis à l'ennemi.

C'est Brennus et Guignol qui ont tenu la plume à Versailles en marchandant à la noble candeur de M. Wilson une simple déclaration de principes pacifistes qui, en réalité, n'engage personne, M. Wilson était condamné d'avance parce qu'il agissait sans tenir compte de la volonté des véritables maîtres : la ploutocratie américaine et européenne. Toute opposition était donc superflue. Mais cette résistance à Wilson a coûté un temps précieux. Et le monde continuait, la France en tête, à se ruiner.

On connaît les résultats. La dégringolade du franc et le pain cher ne sont que les premiers symptômes d'une crise effroyable imminente. Une vague de misère nous menace.

On cherche, en ce moment, la matière imposable qui serait susceptible de donner le maximum de rendement. Cette matière est tout indiquée. C'est la bêtise nationaliste. Je crains seulement pour mon ami Gustave Hervé. Il risque d'être le contribuable le plus imposé de France et de Navarre.

11 décembre 1919.

LE PÈRE DE LA VICTOIRE A LA PYRRHUS ET SES ENFANTS

Lors de l'avènement du Tigre à la présidence du Conseil, j'ai dit ici même que M. Clemenceau est *un* mal, mais qu'il n'est pas *le* mal. N'appartenant pas au Parti des Remplaçants ministériels, un véritable socialiste se garde bien de faire la chasse à un homme fût-il un Tigre, au lieu de combattre un régime qui prend ses instruments où il peut.

Il est vrai que le régime de l'exploitation et du massacre de l'homme par l'homme choisit des instruments individuels de préférence parmi les « dissidents » — soyons polis ! — de tous les partis. En France surtout l'industrie des « dissidents » — des démagogues repentis est celle qui rapporte le plus. Napoléon Bonaparte avait été un « dissident » du jacobinisme terroriste, ex-défenseur de la Convention à coups de canons. Sa trahison lui avait rapporté une couronne, une empire et — Sainte-Hélène.

Son neveu qui avait marché sur ses traces, fut un Président de la République « dissident » : il a régné sur la France pendant dix-huit ans pour finir à Sedan.

M. Millerand, pour parler de « dissidents » de moindre importance, a payé de son programme de Saint-Mandé le premier portefeuille « socialiste ». M. Viviani qui était venu de plus loin a même été président du Conseil. Et M. Aristide Briand qui était venu de *très loin* fut, si je ne m'abuse, quatre fois président du Conseil et six ou sept fois ministre. Le métier de garde-chasse exercé par d'anciens braconniers se paye bien...

M. Clemenceau qui fut le leader le plus redouté de l'extrême-gauche radicale, le tombeur de tous les ministères opportunistes, sera *royalement* récompensé pour sa « dissidence » et pour avoir tué, le 16 novembre, son propre Parti !

Il sera élu Président de la République, sans républicains par MM. Daudet, Barrès, Maurice Rothschild, par tous les ducs, comtes, vicomtes et autres descendants des émigrés de Coblentz. Ce sera l'apothéose de la « dissidence » républicaine...

M. Clemenceau a mérité ce salaire « royal ». Il incarne le régime nationaliste mi-humain, mi-zoologique. Comme Bismarck, il met une ruse de renard au service de la force brutale impitoyable. Il a donné sa vie à une idée : la reconquête par la force brutale de la situation internationale de la France d'avant 1870. Il a raillé férocement le plus grand homme d'Etat humanitaire, Jean Jaurès qui rêvait pour la France une gloire, qui ne soit pas faite d'un

océan de sang et de larmes, de destructions et de misère. Individualiste endurci et aveugle, il considère les socialistes comme des habitants de la lune et des nuages. Il préfère, lui, prendre domicile dans l'abîme de boue et de sang.

Nouveau Robinson dans le désert du Sénat et n'ayant que quelque vague Vendredi avec lui, il a reconquis par un geste brutal (l'arrestation d'un adversaire politique), les grâces du Dispensateur du pouvoir à l'Elysée. Et il a su tirer merveilleusement parti du retour inattendu de la fortune militaire des Alliés qui ont mis l'univers en mouvement *pour ne pas battre* l'Allemagne, vaincue par la famine, par Lénine-Trotzky et les matelots révolutionnaires de la marine allemande. Et tous les badauds nationalistes de lui tresser des couronnes au nom du vulgaire sophisme : *Cum Clemenceau, ergo propter Clemenceau ; Cum Foch, ergo propter Foch : Avec* Clemenceau, *avec* Foch ; donc A CAUSE de Clemenceau, A CAUSE de Foch. (Si vous vous méfiez — et avec raison ! — de ma science militaire, lisez et étudiez le livre remarquable de M. Victor Margueritte : *Au bord du gouffre.*)

M. Clemenceau a à son actif une autre gloire qui mérite une récompense nationale et même internationale. Il est *avec* M. Tardieu — l'auteur du monument d'ineptie et d'iniquité qui s'appelle le Traité de Versailles.

Il faut cependant lui rendre justice : il voulait faire pire. Mais MM. Wilson et Tardieu qui ont la faiblesse de connaître un *peu* mieux que M. Cle-

menceau le régime économique du monde, l'en ont empêché !

Le Traité de Versailles a fait de la France « la protégée » de l'Angleterre, un Etat-tampon entre l'Allemagne et l'Angleterre. Elle ne pourra vivre qu'*avec la permission de celle-ci*, ainsi que Lloyd George vient brutalement de le signifier. C'est le triomphe de l'orientation anglaise qui est toute la vie politique de M. Clemenceau.

Aug. Comte disait que la vie d'un grand homme est la réalisation d'une idée personnelle. Cette idée, c'est qu'il n'y a pas de force au-dessus de la force. Tout dernièrement, M. Clemenceau l'a de nouveau invoquée, à Strasbourg.

M. Clemenceau aime la France, comme sa maîtresse, et d'un amour brutal. Le grand calomniateur et dénigreur que fut Drumont a appelé notre futur candidat à la présidence de la République, « le finisseur des maîtresses ». Il dépend du peuple socialiste que cette sombre prophétie ne se réalise pas pour ce beau pays qui n'a plus de sang à perdre...

29 décembre 1919.

UN ETAT D'ESPRIT INQUIETANT

Nombreux sont les « camarades » qui sont avant tout Belges, Français, Anglais et ensuite seulement socialistes — s'il en reste... Nombreux aussi — ce sont les mêmes, ou peut s'en faut — qui sont, avant tout,

« candidats ». Ceux-ci déclarent à qui veut les entendre que le socialisme a été archi battu le 16 novembre parce que leur « veste » leur brûle le corps.

C'est vrai pour les « candidats » : ils ont mordu la poussière et en ont encore le goût amer. Mais ce n'est pas vrai pour le socialisme. Il ne faut pas oublier que c'est le Parti qui avait fondé, le 4 août 1914, le « Bloc National » (« Union sacrée ») et que, *pendant des années*, il avait, sous prétexte de défense nationale, bourré les crânes très consciencieusement. Il a donc récolté ce qu'il avait semé en partie. L'influence bienfaisante des « minoritaires » ne dépassait pas les cadres du Parti. Mais les millions d'électeurs ne pouvaient être touchés par la propagande des élus au Parlement pour cette simple raison qu'elle fut égale à zéro.

Ajouter à cela l'absence d'une grande presse socialiste, la brièveté extraordinaire de la période électorale, le manque de ressources pécuniaires, la véritable escroquerie du gouvernement qui, tout en encaissant l'argent des comités électoraux, négligeait d'appliquer sa propre loi sur la distribution obligatoire des bulletins de vote et des circulaires socialistes et répandait par millions, aux frais du public, le discours de M. Clemenceau, et vous constaterez qu'il n'y avait pas de défaite socialiste.

Tout cela, c'est du chinois pour les « candidats » blackboulés. Ne voyant que leur « misère » personnelle, ils vont clamer partout que le Parti a été écrasé. Et cela par sa propre faute ; il avait fait trop de bolchevisme.

Et ils demandent « la revanche » par le retour —

en arrière — vers l'opportunisme, le réformisme, le revisionnisme, voire vers le socialisme de guerre à jamais maudit.

C'est par cette idée de revanche opportuniste que j'explique ce fait incroyable et trop peu remarqué de la décision du groupe parlementaire au sujet des crédits provisoires pour le mois de janvier. Après la décision formelle du Congrès de septembre et l'exclusion des dissidents pour le vote des crédits, je n'ai pas voulu en croire mes yeux. J'ai été jusqu'à douter du *Temps* lui-même qui annonçait cette nouvelle dans sa « Dernière Heure », commentée par les *Débats*. J'ai attendu l'*Officiel* pour être fixé. Et voici ce que je lis dans le *Journal officiel* du 27 décembre 1919, sous le titre : *Crédits accordés :*

MM. Albert Thomas, Vincent Auriol et Ernest Lafont, proposent un amendement ainsi conçu :

« Il est ouvert aux ministres, au titre de l'exercice 1920, des crédits provisoires s'élevant à la somme totale de 1.206.115.517 francs. »

Et voilà comment Ernest Lafont, un des signataires de la motion qui est un défi au Parti et à ses décisions, explique, entre autres, sa scandaleuse motion ; toujours d'après l'*Officiel* : « Mon collègue M. Albert Thomas, M. Auriol et moi-même avons déposé le texte que vient de lire M. le Président. Il serait utile de développer *longuement* devant cette assemblée les raisons qui nous ont inspirés. Le discours de M. André Lefèvre, prononcé au nom de la commission des crédits, est suffisamment démonstratif pour que *vous soyez tous dans le même état d'esprit que nous et pour penser que nous lier pour un mois*, alors que nous

ne savons pas exactement ce qui se passera demain et quel sera le budget que l'on nous prépare et que *l'on nous a promis pour le début de janvier, est pleinement suffisant. Dans ces conditions, nous demandons à la Chambre de ne pas voter pour trois mois. Le chiffre trois paraît difficile à expliquer* » (*Journal Officiel* du 27 décembre, p. 5.383, col. 1).

E. Lafont se révolte *exclusivement* contre « *le chiffre trois* » (est-ce par anticléricalisme ?). Il est permis d'assassiner un homme, mais *trois*, jamais, jamais ! Un socialiste n'a pas le droit de voter le budget tout entier « la liste civile de la bourgeoisie », (n'est-ce pas, Jules Guesde ?), mais « un douzième » de ce même budget qui est d'ailleurs de taille (1.206.115.517 francs) c'est tout à fait autre chose.

Ce n'est pas fini. Lafont dit plus loin : « Un douzième paraît *la formule la plus juste* au point de vue du droit parlementaire (et au point de vue socialiste?). C'est ce que nous proposons... Si nous étions battus sur un douzième, nous nous rallierions à deux douzièmes comme pis-aller. »

Rien d'étonnant que MM. les Dissidents de la *France Libre* aient tiré, comme c'est leur droit, de la proposition du *groupe socialiste*, la conclusion que voici :

« Dans la discussion des douzièmes, le groupe parlementaire a proposé le vote de l'un d'entre eux — ce qui implique, soit dit en passant, l'abandon du rejet systématique du budget.

« Signé : Arthur Rozier, *France Libre* du 30 décembre 1919. »

On dit, un peu partout, qu'il y a des membres du

groupe socialiste au Parlement qui hésitent à invalider les jaunes du socialisme qui poignardaient le Parti dans le dos pendant la période électorale. Après la proposition de voter les crédits, nous comprenons très bien ces hésitations. Entre les « dissidents » de demain et les « dissidents » d'hier il y a solidarité de dissidence. *Manus manum lavat* (en français : les dissidents ne se mangent pas entre eux).

Et c'est avec ces gens-là que Paul Faure veut aller à la Troisième Internationale ?

Mon cher Paul Faure, toi qui as de l'esprit pour deux (pour toi-même et pour ton copain Brotteaux), tu réserves toutes les rigueurs pour notre ami commun Boris Souvarine qui n'a rien trahi et tu couvres de ton silence une véritable trahison ! Est-ce un nouveau sacrifice à l'Unité. Nous en avons assez !

5 janvier 1920.

LA VRAIE QUESTION

De quoi s'agit-il, au fond, dans la discussion engagée dans les colonnes du *Journal du Peuple* et du *Populaire* sur la Troisième Internationale entre nos amis Paul Faure et Boris Souvarine Laissons de côté les *adjectifs* plus ou moins malsonnants pour revenir aux questions substantielles. Un échange d'idées ne gagne rien à ce qu'on lui substitue un échange de *politesses douteuses* (pour ne pas dire de *petitesses*...) Je ne veux même pas savoir quel fut

« le premier agresseur ». La théorie du « premier agresseur » n'est pas la nôtre, ni en temps de guerre, ni en temps de paix, ni pour la guerre mondiale, ni pour la guerre civile entre internationalistes.

Cependant pour déblayer tout de suite le terrain de scories personnelles, je déclare tout net que je n'accepterai jamais qu'on mette dans le même sac avec Renaudel et Thomas — dans le sac à jeter dans les eaux troubles de la Seine *majoritaire* — des hommes comme Paul Faure, Verfeuil, Renoult et quelques-uns de leurs amis du *Populaire*. Pas même Longuet malgré son maximalisme de conciliation avec tous les Normands de l'ancienne majorité, qui se flatte — à tort — de devenir celle de demain. Je n'oublierai jamais leurs services rendus à la cause socialiste et internationaliste.

Ceci dit, je reviens à la question. Tous les socialistes sérieux du Parti sont d'accord pour déclarer morte sinon enterrée la deuxième Internationale à la suite de son suicide tragique du 4 août 1914. Je n'ai pas attendu pour faire cette constatation macabre la décomposition totale de la défunte. Il y aura bientôt trois ans, j'ai publié ici-même un article avec ce mot de la fin : « La deuxième Internationale est morte. Vive la troisième Internationale ! » Il est vrai que Dame Anastasie, par je ne sais quelle sympathie cachée, a mis une pelletée de blanc pudique sur mon épitaphe...

Les raisons en sont archi-connues. Révolutionnaire, antiréformiste, antirevisionniste en théorie, selon les rites d'Amsterdam, la deuxième Internationale fut, dans la pratique, archi-réformiste, archi-opportuniste

et non moins révisionniste. Qu'est-ce que le réformisme ? C'est l'adaptation méthodique à la passagère réalité capitaliste ayant pour objet non la *transformation*, mais *l'amélioration* du régime capitaliste pour le rendre habitable.

Il y a deux sortes de réformistes. Les uns ne connaissent ou ne veulent rien connaître du socialisme. S'ils acceptent l'étiquette socialiste, c'est par mode, par toquade ou par un calcul de brave commerçant de village qui met au-dessus de la porte de son auberge où il débite son pot-au-feu quotidien : *Grand Hôtel de l'Europe et des Deux Mondes* ou le *Lapin Agile.*

D'autres réformistes arrivent à se persuader que le chemin des réformes mène tout droit à la terre promise socialiste du communiste. Mais tous les réformistes ont ceci de commun : ils mettent l'intérêt commun de toutes les classes au-dessus de ce qui les sépare. Il y a toujours des intérêts communs d'ordre national ou même international. La lutte des classes la plus sévère n'empêche pas que toutes les classes soient intéressées à respirer l'air pur de miasmes épidémiques. La peste, le choléra, ainsi que la guerre, mère des deux, frappent toutes les classes.

Le réformiste s'attache à cette palissade pour fermer les yeux à la vérité de la vie quotidienne qui est surchargée d'une lutte à mort entre les clases sociales opposées pour l'existence, la propriété des instruments de travail et le pouvoir politique.

Le nationalisme, lui aussi, est frappé de cécité pour ce qui sépare les classes. Il ne voit que la nation, l'unité nationale. Le réformisme a donc la même base

théorique et pratique que le nationalisme ; ce qui unit toutes les classes. Tous les partis demandent des réformes. Tous les partis veulent que leur pays vive. Le réformisme mène tout droit au nationalisme. Un homme comme Jules Guesde qui a mis une vie de misère et de sacrifices au service de l'idée de la lutte des classes, se réconcilie avec les réformistes au nom du patriotisme que Jaurès appela avec raison « le confusionisme des confusionismes ». Le nationalisme, c'est la mort de l'idée de la lutte des classes, le triomphe du réformisme.

La troisième Internationale qui, avec l'Italie, la Norvège, la Bulgarie socialiste, les Indépendants d'Allemagne, etc., etc., n'est plus celle de Moscou, mais la Troisième tout court, l'a admirablement compris. Déjà dans la Deuxième, les chefs actuels de la Troisième combattaient sans ménagement, le réformisme. Depuis la guerre, ils n'ont pas cessé de lutter contre le nationalisme, son fils naturel.

Et la question se pose : Pouvons-nous et devons-nous continuer ce faux ménage entre réformistes et socialistes (*alias* communistes) pour aboutir à une nouvelle catastrophe socialiste dans le genre de celle du 4 août 1914 ? Où devons-nous aller directement à la Troisième qui exclut les réformistes et les nationalistes ?

La question de savoir s'il faut aller à la Troisième *via* Imola ou *via* Berne ou *via* Zurich est secondaire. Qu'on délibère avant de se décider, cela est naturel. Qu'on cherche à rallier le plus grand nombre d'adhérents, rien de mieux. Mais, avant tout, il faut savoir — et dire — où *l'on va. Une partie des* Indépendants

l'a fait. Ledebour en Allemagne, Grimm en Suisse, croient, comme Paul Faure, qu'il y a des mesures préalables à prendre, peut-être des réserves à faire avant de se prononcer pour l'Internationale Troisième.

Ce qu'il faut éviter, c'est que, sous prétexte de délibérations et de réserves, on ne nous change pas la Troisième Internationale, avec sa conception précise, avec sa pratique glorieuse et héroïque, pour la première fois en plein accord avec la théorie marxiste, contre une Internationale X, sans sexe ni caractère. Tous les Renaudel du monde s'emploieront pour noyer dans un néo-confusionisme nos principes nets et clairs. Et je crains que le bon-garçonisme de notre ami Longuet ne soit qu'une faible digue contre cette vague confusioniste menaçante.

Le passé de la nouvelle majorité est également une faible garantie pour l'avenir. Elle n'a pas profité de son passage au pouvoir du Parti pour s'emparer de ses organes directeurs. Elle a capitulé devant les élus qui n'ont même pas daigné régulariser leurs rapports avec elle. Les Faure, les Renoult, les Verfeuil ne forment qu'une minorité dans la nouvelle majorité ! Et ce n'est pas en dissimulant la décision d'aller à la Troisième qu'ils conquerront la majorité...

La peur de ne pas être suivi est le commencement de tout opportunisme. Les anciens majoritaires qui font les trottoirs réformiste et nationaliste, eux aussi, tremblent de ne plus être suivis par la majorité radicalo-socialiste. Ils ont abouti à ce que vous savez.

La situation est tragiquement révolutionnaire. Amis du *Populaire*, n'attendez pas d'être poussés par le coup de pied des événements. Essayez de les devancer, de

les diriger, même au risque de dire ce qui est : *que vous êtes, par votre propre faute, la minorité du Parti, du moins parmi les dirigeants.*

Notre tâche à nous est claire. Nous tiendrons le drapeau de la Troisième haut et ferme. Que ceux qui en ont assez de la trahison nationaliste et réformiste nous suivent. Et que les autres s'arrangent comme ils voudront. L'avenir est à nous. Le tout est d'avoir raison, et non d'avoir la majorité.

11 janvier 1920.

NOUVELLE ÈRE? NON
NOUVELLE MÉTHODE ? OUI

Habemus Pontificem.

Nous avons un nouveau père de la République qui n'est pas le père de la Victoire à la Pyrrhus. Le nouveau-né assez âgé d'ailleurs, nous excusera si nous livrons au public le secret de Polichinelle à savoir que l'intérêt palpitant de l'élection du 17 janvier ne réside pas dans la personne du nouveau président, mais dans le changement de l'orientation gouvernementale qui s'ensuivra inévitablement.

Le socialisme n'a aucune raison d'exulter. M. Clemenceau a été renversé par la Chambre la plus réactionnaire que ce pays ait vue. Ce n'est pas une élection : c'est un parricide. Car M. Clemenceau fut son père. C'était sa seconde victoire à la Pyrrhus. Et les

raisons ? Lisez M. Buré, le plus impérialiste — des « dissidents ». Ce représentant le plus talentueux et le mieux informé de la réaction intégrale, vous expliquera, avec « preuves » à l'appui, que M. Clemenceau est l'auteur d'une mauvaise paix. Le Tigre n'a pas dévoré l'Allemagne tout entière. L'Allemagne respire encore. Donc, M. Clemenceau avait trahi la France et M. Charles Maurras. En effet, il n'avait pas pulvérisé l'Unité allemande et par contre il avait maltraité le Maréchal. Il n'a appliqué à M. Wilson que l'euphémisme de « noble candeur » au lieu de le traiter, à la Daudet, de « maboul » et de traître. M. Wilson avait fait son œuvre, et il peut s'en aller — à Charenton.

Ce n'est pas le Clemenceau de Villeneuve, de Métivier, de Narbonne, de la guerre folle et exterminatrice, de « Vive la France et mort aux Français » que la Chambre et le Sénat ont fait battre. C'est le complice de Tardieu, de « la paix douce pour les Boches », de la paix qui ne paye pas qui a mordu la poussière. Donc, pas de raison d' « illuminer » suivant le conseil de la folie devenue journaliste. J'ai nommé M. Gustave Hervé, porte-drapeau du Bloc National.

Mais les conséquences de la chute du Tigre n'en seront pas moins importantes. La méthode de la violence brutale et franche a fait, *pour le moment*, son temps. Elle cède la place à la ruse. Le Tigre passe « la main », si je puis m'exprimer ainsi, au Renard. Cartouche est remplacé par Ulysse. Ce n'est pas Alexandre Millerand qui gouvernera. Ce sera Aristide Briand.

Disons tout de suite que c'est le moindre mal,

M. Millerand est autrement dangereux que M. Clemenceau. C'est l'homme à l'ambition froide, l'auteur de la loi canaille sur l'envoi des « défaitistes », avant la lettre, aux Bat. d'Af., l'homme à tout faire des Congrégations, le tombeur de M. Combes, celui-là même qui a traité de « régime abject » le seul ministère vraiment républicain de la Troisième république, le défenseur du chef de l'artillerie (« nous avons trop de canons ») et de tous les généraux de sacristie et de... Limoges, l'homme de la Séparation « retouchée » (toujours selon la démence faite journal que les imbéciles lisent en toute confiance).

Le « Parti » républicain, aux heures les plus sombres, n'a pas osé lâcher ce parfait arriviste sur le peuple de France, malgré sa réputation évidemment surfaite de bon administrateur et de travailleur acharné. Il est surtout le laquais de la réaction intégrale, l'auteur des Retraites Militaires qui étaient l'arme la plus redoutable dans les mains du parti pangermaniste et qui ont contribué puissamment à l' « Union sacrée » des militaristes pur sang et des social-démocrates majoritaires, traîtres au socialisme (comme ceux de chez nous).

Le 17 janvier a porté un coup mortel aux ambitions morbides — et mortelles pour la République — du collègue « socialiste » du général Gallifet .

Ce sera M. Aristide Briand qui gouvernera. On connaît la manière de ce Capus (d'avant le massacre) de la politique. Il obligera tout le monde à s'embrasser. Il pansera les blessures qu'il a portées lui-même. Il sera l'infirmier souriant et charmant de ses victimes. Il offrira son portefeuille, en guise de conso-

lation, à M. Millerand lui-même qui n'acceptera pas. (Il lui faut coûte que coûte une présidence.)

Comme il en est déjà à son deuxième président de la République, Briand couronnera son œuvre par un nouveau coup de maître. Il composera un ministère avec le concours des « socialistes » réformistes. Il rendra ainsi un réel service au Parti socialiste (ou communiste) en le débarrassant de son poids mort réformiste.

Briand, peut-être, sera assez habile pour comprendre les conséquences tragiques de la politique insensée et criminelle pratiquée par les Alliés envers la Russie révolutionnaire, une politique qui déshonore et ruine la France et le monde.

Mais les petites et les grandes habiletés des gouvernants de demain ne changeront rien à la situation révolutionnaire actuelle. L'Ancien Régime social a vécu. Il est plus facile de tuer un Tigre que de galvaniser le cadavre d'un régime qui a sombré dans le sang et dans la boue. Camarades, les heures sont graves. Travaillons pour la Révolution mondiale inévitable, pour la Troisième !

19 janvier 1920.

UNE SOCIETE EN DÉLIQUESCENCE

« Il y a de la méthode dans la folie », disait Polonius dans Hamlet. La folie nationaliste du régime capitaliste n'a rien de commun avec la folie d'Hamlet. C'est l'incohérence et la divagation, un défi permanent au bon sens. Charenton et Bedlam ont été

transférés dans les chancelleries et dans les Conseils suprêmes au nom de l'Europe.

La politique envers la Russie en est la preuve la plus éclatante. La haine du socialisme rend les Alliés, non seulement sourds et aveugles, mais les fait tituber comme des hommes pris de boisson. Un jour c'est le blocus qu'on déclare mort et enterré ; le lendemain on publie la nouvelle de l'envoi de troupes franco-anglo-polonaises pour écraser, pour la millième fois, le Dragon bolcheviste.

Les officieux de la croisade contre-révolutionnaire, de l'Association des Affameurs qui ont Lloyd George à leur tête (la France n'est qu'*à la suite*) publient le même jour des nouvelles sensationnelles contradictoires : « Lloyd George est d'accord avec Churchill — pour étrangler la Russie, naturellement », dit l'un. « Le désaccord entre Lloyd George et Churchill est complet », dit l'autre.

Après cinq années d'ignoble massacre, après avoir réduit l'Europe à la famine et à la misère, les fous et les malfaiteurs qui prétendent gouverner le monde, continuent à massacrer, à ruiner, à affamer, à bloquer, à danser sur des charniers.

Le *Times* du 12 janvier avoue qu'il n'y a pas de paix possible. Le massacre continuera de plus belle. M. Wilson qui « a sauvé le monde » s'est sauvé lui-même de la Conférence de la Paix. Avec son départ, tout l'édifice de sang et de folie s'écroule. Plus de *Société des Nations!* Plus de Mutuelle financière! Plus de crédit ! Plus de reconstruction de l'Europe ! La hideuse faillite en perspective. La vie chère ou impossible. Des budgets géants. Des impôts écrasants. Des

restrictions. Des privations. La menace, que dis-je ? — la certitude de la famine. Les vainqueurs ravitaillent les vaincus au lieu de vivre, comme l'exige la loi de la guerre, de leurs dépouilles. Une capitale de deux millions d'habitants implorant de ses ennemis d'hier un morceau de pain pour des milliers de femmes et d'enfants qui meurent littéralement de faim.

A Berlin, des hommes, qui se disent socialistes et qui appartiennent encore à la deuxième Internationale d'Albert Thomas et de Renaudel, fusilllent implacablement une foule de manifestants paisibles venus sans armes, avec leurs familles. Un Gouvernement — dit socialiste — suspend des journaux socialistes qui comptent des centaines de milliers d'abonnés. Le « socialisme » de gouvernement est assis, contrairement au mot fameux de Cavour, sur des baïonnettes. Il gouverne par l'état de siège et la prison.

L'autorité des Alliés est tombée si bas que la minuscule Hollande brave le Conseil Suprême en refusant la tête de l'un des trois ou quatre bandits qui ont, au dernier moment, déchaîné le massacre mondial.

L'Italie est en révolution, l'Espagne passe par des troubles très graves qui ne sont que des symptômes précurseurs. Les ploutocrates des Etats-Unis retirent leur épingle du jeu, n'ayant aucun désir de sombrer dans l'ouragan de démence qui souffle sur le vieux monde. Ils ont trop à faire chez eux. Malgré leurs Gompers, les capitalistes américains ne sont nullement rassurés. Ils tremblent devant le spectre bolcheviste. Les démocrates se mettent d'accord avec les républicains, pour supprimer la démocratie. La réalité

de la lutte des classes fait disparaître, comme un mirage, la phraséologie séculaire des libertés traditionnelles.

Pendant ce temps nos Primitifs du Parlement se chamaillent ferme pour savoir quel sera le Tartempion qui logera place Beauveau. Deux blocs d'appétits sont en lutte pour un coin de l'assiette au beurre. Aucune grande idée politique et sociale. Aucune personnalité marquante. Des batraciens dans une mare stagnante et hélas ! sanglante.

La guerre a produit ses effets. Le vieux monde s'en va. Rien ne le sauvera. Pas même le Conseil Economique de Thomas-Jouhaux.

26 janvier 1920.

OU EST LE PARTI SOCIALISTE ?

Vous le chercherez vainement à la Chambre introuvable du Bloc Nationaliste (Porte-drapeau : M. Hervé, ex-citoyen Browning). Nos honorables, bien qu'encore unifiés, se bornent soit à y commettre des gaffes monumentales (demande du vote des crédits et vote effectif dans l'élection de M. Deschanel après que le péril clemenciste fut écarté), soit à se taire au moment où parler était le premier des devoirs. Je parle de la séance de vendredi dernier où la représentation parlementaire du Parti n'a pas élevé sa voix pour opposer la conception socialiste au réformisme *jaune* de l'homme du « régime abject ».

M. Millerand est resté fidèle à lui-même. Fondateur du réformisme conservateur ayant pour objet principal de sauver le coffre-fort menacé par le socialisme en distribuant des pourboires de classe, il prêcha dans le désert de la « pensée » nationaliste « la solidarité des classes ». Si comme intelligence, comme souplesse et savoir-faire, M. Millerand est notoirement — et de beaucoup — inférieur à M. Briand, son rival du jour, il lui est infiniment supérieur comme méthode d'action sociale. M. Briand, lorsqu'il est au pouvoir, distribue sous formes diverses, aux anciens et futurs camarades des pourboires individuels : il avait inauguré le système avoué des « petits profits ». M. Millerand, orgueilleux et distant, têtu et dur comme pierre, préfère les petits cadeaux collectifs : journée de dix heures pour les ateliers mixtes, arbitrage obligatoire, participation aux bénéfices, etc., etc. Le but est le même : la conservation sociale. C'est toujours l'os jeté au lion populaire pour l'empêcher de mordre, selon Jules Guesde. C'est le chloroforme obligatoire pour tout régime agonisant. Louis XVI, ainsi que Napoléon III, auteur de l'Empire libéral, l'avaient administré à leurs sujets rebelles.

M. Millerand n'a rien inventé, pas même la théorie de la solidarité des classes formulée pour la première fois, d'une façon remarquable, dans la *Revue Socialiste* de Gustave Rouanet, en 1900, par Joseph Sarraute.

Le discours de M. Millerand, cette idée mise à part, est d'un vide effrayant et macabre. Il ne propose rien, il ne promet rien. Et il s'en vante. Il se proclame le gérant d'une usine à massacres et à misère, d'une mai-

son de commerce capitaliste en faillite. Et il fait semblant d'en ignorer « le bilan ». Mais il est archiconnu, ce fameux bilan ! C'est le Néant, que dis-je ? C'est le gouffre, l'horrible gouffre (200 milliards de profondeur, je le répète). Et M. Millerand le sait bien. Car il y a collaboré d'une main vigoureuse. Il fut un des plus rudes travailleurs pour la mort et pour la ruine. Pourquoi jouer la comédie de l'ignorance ?

M. Millerand connaît ses mamelucks. De laborieuses tractations de couloir avaient préparé le terrain. On prodigua des « apaisements » à droite et à gauche, surtout M. Daudet, obtint satisfaction. Vous n'avez qu'à lire ses derniers articles pleins de verve d'un homme heureux, très heureux, où il abandonne momentanément, ses façons de maniaque amoureux du poteau d'exécution, réclamant sans cesse des têtes : il est joyeux, spirituel et même, ce qui lui arrive très rarement, véridique. Il ne ment pas. Il constate. Il ne mord pas ; il badine.

D'ailleurs, le discours de M. Millerand porte des traces évidentes de ces tractations. Il a dit notamment :

« J'écarte une inquiétude dont le premier des interpellateurs s'est fait, à plusieurs reprises, l'interprète avec une sincérité dont je ne doute pas. Il a demandé si l'œuvre nécessaire de répression entreprise par le cabinet précédent allait être ou arrêtée ou affaiblie.

« Je répondrai d'un mot.

« Sur ce point, plus que sur aucun autre, le cabinet actuel est étroitement solidaire du précédent. » (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite.*)

(L'*Officiel* du 31 janvier 1920, p. 89.)

Et les députés socialistes n'ont pas bondi ! On offre à la France exsangue et ruinée la promesse de continuer l'ignoble manège aboutissant à la mise en cage du seul homme d'Etat bourgeois quelque peu clairvoyant en France, et pas un « unifié » n'a crié son indignation à l'homme de Saint-Mandé, de M. de Gallifet et des autres affaires que nous négligeons. Pas même notre ami Moutet !...

C'est triste, très triste !

Comment expliquer ce silence inconcevable ?

La vérité est que l'immense majorité de nos élus pense comme M. Millerand sur la solidarité des classes. Quatre ans d' « Union sacrée » l'ont prouvé suffisamment. Presque tous nos élus — sauf quelques heureuses exceptions, n'est-ce pas Vaillant-Couturier ? n'est-ce pas Blanc ? — croient dur comme fer que la réalisation du but final communiste est une chose très lointaine, n'est « rien » comme disait leur maître à tous, Ed. Bernstein dans sa Bible de l'Opportunisme (*Die Voraussetzungen*) et que l'œuvre réformiste, le replâtrage du Régime est « tout ». Je me rappelle que j'ai failli me battre, pendant la période électorale, avec un « colistier » pour avoir réclamé, à côté du programme des réformes, une mention honorable — et, hélas ! platonique — pour notre but final communiste.

Les réformistes de la Chambre n'ont rien appris des événements formidables et tragiques que nous avons vécus et que nous vivons encore jusqu'à un certain degré. Ils continuent à traiter les communistes de rêveurs et les vraies destinées de la grande révolution communiste russe les laissent, au fond, indifférents.

Le soleil se reflète dans la moindre gouttelette d'eau.

Et le réformisme aveugle et systématique de la Deuxième Internationale se fait sentir jusqu'au moindre acte — ou absence d'actes — de nos opportunistes parlementaires.

Camarades, souvenez-vous! Toute équivoque est mortelle. Entre le réformisme millerandiste — ouvert ou dissimulé — il faut choisir. Seule la Troisième a dénoncé clairement le mal, et applique *triomphalement* le remède. Toute hésitation marquera la continuation de la période de stagnation socialiste. La Deuxième a tué toute énergie socialiste, étouffé tout élan révolutionnaire.

Le chemin est tracé. Ne ressemblons pas aux trains de M. Claveille toujours en retard, s'ils ne sont pas écrasés par des trains de marchandises — majoritaires...

2 février 1920.

RECONSTRUCTEURS-DESTRUCTEURS

Un dicton latin dit qu'on ne discute pas avec des gens qui ne sont pas d'accord sur les principes. Appliqué à nos discussions tactiques, on peut affirmer qu'il est totalement inutile, en ce moment, de discuter avec les majoritaires (ancien régime de guerre), ils sont morts, sinon enterrés. Thomas (Albert), leur chef, s'est réfugié dans un fromage doré où les classes collaborent à la conservation capitaliste. Renaudel divague sur l'Unité — avec Renaudel. Les dissidents mangent dans la main du Bloc National et alimentaire.

Les malins s'apprêtent à quitter le vaisseau majoritaire en détresse. Leur planche de salut c'est la « reconstruction » de l'Internationale par les amis du *Populaire*.

On ne salue plus *en public* la « Deuxième » comme une personne par trop compromettante tout en la chérissant, soit par habitude, soit par faiblesse, soit même par intérêt, dans l'intimité du cœur et de l'esprit...

Nos amis du *Populaire*, ces éternels maris complaisants, ferment obstinément les yeux. Ils déclarent sans rire qu'un chemin tortueux et diaboliquement compliqué est le chemin le plus court menant à « la Troisième ». En stratèges consommés et clairvoyants, nos « Reconstructeurs » préconisent que le meilleur moyen de diriger les masses c'est de cacher soigneusement le but exact vers lequel on se dirige. Après avoir quitté — en esprit — « la Deuxième », ils préfèrent rester en panne, en route vers la Troisième. La place entre deux chaises — entre deux internationales — leur paraît incarner la sagesse idéale.

Quand on veut tuer son chien, on le dit enragé. Quand on veut éliminer un adversaire, de sa tendance », on le dit « anarchiste » ou « hervéiste ». Cela fait frémir le philistin qui est le nombre. Et il faut être « nombreux », dit Paul Faure, que, franchement, je croyais plus fort.

Si ce moyen classique ne suffit pas, on fait appel à l'état civil et on déclare carrément à son contradicteur qu'il n'a pas l'âge de raisonner en socialiste. L'Etat bourgeois mobilise pour la mort depuis la classe dix-neuf. Depuis quelle classe, mes chers Majors du *Populaire*, allez-vous mobiliser pour l'Interna-

tionale Troisième ? Allez-vous, par hasard, pour être équitable, demander des papiers d'identité à ceux qui se prononcent pour la « Reconstruction » ? L'ami Laîné, l'actif secrétaire des Jeunesses Socialistes, est-il plus âgé que Boris Souvarine ? Allons-nous décider de notre tactique de combat à la mairie (guichet : naissances) ?

Tout cela n'est pas sérieux. Des problèmes redoutables sont posés par les événements qu'on sait dans le monde entier. Ils méritent une étude approfondie.

La première Internationale fut, par ses promoteurs, « un petit corps possédant une grande âme » communiste. Elle ne s'est pas faite toute seule, et en un seul jour. Elle discutait passionnément sur la tactique. Proudhoniens et anarchistes essayèrent de tirer toute la couverture à eux. Marx pratiquait ce qu'on peut appeler l'opportunisme *pour la Révolution.* Partisan de la dictature du prolétariat, il était, en fait, plus que Bakounine, l'ennemi juré de toute dictature personnelle, jouet favori de tout esprit petit bourgeois. Il n'imposait pas ses idées : il les exposait et il les proposait, sûr d'avance, que l'histoire *fera mûrir la poire*, pour parler comme Saint-Simon, le précurseur de Karl Marx.

Mais jamais Marx n'abritait sous son drapeau rouge des éléments douteux et équivoques. Il exécutait impitoyablement toute confusion doctrinale. Il marquait, toujours clairement le *chemin droit, la direction nette et claire* où le prolétariat doit s'engager en méprisant criailleries, insultes, calomnies. La première Internationale est tombée, mais elle ne fut pas déshonorée. Son esprit révolutionnaire et communiste lui a sur-

vécu. Nous sommes fiers de la première Internationale qu'on n'étudie pas et qu'on ne connaît pas — hélas ! — suffisamment.

Tel ne fut pas le cas de la Deuxième. Elle a débuté glorieusement, car, dès le début, elle s'est débarrassée, sous l'influence marxiste, de fatras idéologique et utopique cher à Proudhon et aux possibilistes à la Paul Brousse. Mais son rôle de sergent recruteur prolétarien l'a mené trop loin dans la voie opportuniste. Elle a sacrifié la qualité socialiste à la quantité électorale. Comme Paul Faure, elle voulait être, avant tout, « nombreuse ». Elle a creusé un abîme entre sa théorie révolutionnaire et lutte de classes et sa *pratique* réformiste et collaboration des classes.

Le 4 août 1914 fut le couronnement de cette attristante équivoque et double. Ce fut l'écrasement, la faillite. La collaboration des classes est devenue « Union sacrée ». La Deuxième est morte déshonorée. Ses chefs, survivants pour la plupart, sont et demeureront dans le camp ennemi et grassement rétribués. Leur Noske-Gallifet fait de « la collaboration » en mitraillant les prolétaires révolutionnaires et en mettant le bâillon sur la presse socialiste indépendante. Les Noske en herbe des autres pays attendent leur heure — qui, tôt ou tard, sonnera — pour suivre l'exemple d'Ebert-Scheideman-Noske.

Amis du *Populaire*, comment ne voyez-vous pas de quels éléments vous faites le jeu, sans le vouloir ? Tous les gens compromis dans la Deuxième se pendent à vos basques et vous entraîneront dans leur propre chute.

L'heure n'est pas aux équivoques. Dans les luttes à

mort contre le régime de massacre et de misère, l'ennemi n'est pas l' « anarchiste », qui a la même haine du régime capitaliste, la même passion communiste que nous et qui saura mourir, au besoin, à côté de nous. L'ennemi est à droite. L'ennemi le plus dangereux n'est même pas le capitaliste compromis, vidé, démasqué, condamné, mais son « collaborateur » à étiquette socialiste qui jouit encore, *grâce à l'Unité*, d'une part notable de confiance populaire. Ce « collaborateur », ce dissident, ancien ou futur, hait tout ce qui est profondément, sincèrement socialiste. Il sabote le socialisme. Pour le capitalisme qui paie bien, il n'a que des sourires. Il se servira de toute hésitation, de tout accident de route, du train-tortue de la « Reconstruction » pour écraser la Troisième, la seule honnête, la seule sérieuse, en œuf.

Reconstructeurs, méfiez-vous de vos alliés de droite. Ils détruiront toutes vos « reconstructions », laborieuses et éphémères...

9 février 1920.

LA FOLIE INTÉGRALE

> L'atmosphère de notre politique intérieure est nettement assainie.
>
> (*La Semaine Financière* du 7-11-1920.)
>
> Nous allons à une révolution financière dont on ne saurait calculer les répercussions, car elle sera grave pour tous les peuples.
>
> (M. Pierre VEBER, du *New-York Herald.*)

MM. feu Iswolsky, Delcassé, Poincaré, Clemenceau, Millerand et *Compagnie* ont bien mérité de la Révolution sociale mondiale. Ils ont d'abord, par leur politique nationaliste et impérialiste, contribué puissamment au déchaînement de la guerre capitaliste mondiale, prélude fatal de la Révolution mondiale. Depuis le 11 novembre 1918, tous les gouvernements alliés, mais surtout celui de France, emploient un zèle extraordinaire pour aggraver la situation, déjà assez insupportable.

L'armistice est devenu une préface aux nouvelles guerres dont la stupidité, au point de vue des intérêts des peuples, saute aux yeux. On aurait dit qu'ils se sont donné comme tâche de détruire la thèse chère aux social-patriotes (ou social-traîtres) du monde entier : la légitimité de la défense nationale contre l'agression allemande. Depuis le 11 novembre, il ne pouvait plus être question d'une agression des Etats vaincus. Ce sont les vainqueurs qui sont devenus des agresseurs. Les phraseurs qui, pendant quatre ans, nous ont rabattu les oreilles des mots : Droit, Justice,

Paix, libre disposition des peuples, se sont jetés sans aucune nécessité dans une guerre contre-révolutionnaire sans fin.

Cette guerre supplémentaire, véritable guerre de classes, a achevé la ruine de la Pologne, de la Roumanie et... de la France. La mégalomanie nationaliste n'avait vraiment pas besoin d'être encouragée surtout en Pologne, où, exaspéré par un siècle et demi d'oppression tsariste et austro-prussienne, le sentiment nationaliste touche au délire. Les Alliés armèrent le clergé, l'aristocratie et les capitalistes polonais en les précipitant dans une guerre sans issue. On leur a dit : « Nous vous avons donné la liberté et l'indépendance pour que vous deveniez des esclaves de la contre-révolution mondiale. » Les contre-révolutionnaires polonais, aidés par les social-patriotes, ne demandèrent pas mieux. Ils se jetèrent, tête baissée, et les yeux fermés, dans l'aventure contre-révolutionnaire la plus extravagante.

Aucun pays, pas même le Nord de la France, ne fut aussi ravagé par la guerre que la Pologne. Au lieu de hâter fiévreusement l'œuvre de la reconstruction, les Alliés, avec une inconscience sans précédent, ont commandé à la mort et à la ruine de continuer leur besogne sinistre. Les effets ne tardèrent pas à apparaître. Comme les empires centraux vaincus et ruinés, les Polonais « vainqueurs » sont en train de mourir de faim et de froid au chant d'hymnes patriotiques et au son des musiques militaires affolantes.

La Roumanie subit le même sort. Elle se meurt de l'indigestion des vastes territoires absorbés, mais non

digérés. Son *lei* valant, avant la guerre, un franc environ, est tombé à un taux dérisoire. La « victoire » a achevé sa ruine.

Et la France ? Le « banquier du monde » (malgré la perte, en 1870, de l'Alsace-Lorraine) est devenu le mendiant du monde (malgré l'Alsace-Lorraine reconquise). L'échéance du mois de janvier 1921 — une bagatelle d'une cinquantaine de milliards selon le cours actuel — affole le marché américain. Notre échéance en Espagne — qui l'aurait cru, qui l'aurait dit il y a dix ans ? — n'est pas moins inquiétante.

Et nous ne savons qu'une minime parcelle de la macabre réalité. Notre ministre des Finances, le *Marsal Fauché*, le *Custos* (gardien en latin) des coffres-forts capitalistes, profiteurs de la guerre, et de l'*Echo de Paris* (G. Q. G. de la Réaction intégrale) est appelé par M. Millerand pour reviser les projets des impôts sur les bénéfices de guerre. Les profiteurs français, surpatriotes en paroles, n'ont payé qu'un milliard et demi au Trésor tandis que les profiteurs anglais ont prélevé de leur moisson rouge, de leur or gagné dans le sang et dans la boue, une vingtaine de milliards. Les capitalistes français ne pratiquent pas le patriotisme financier, le seul qui coûte. Leurs capitaux s'embusquent : ils suivent l'exemple de leurs propriétaires.

Rien d'étonnant que, au milieu du désarroi et du gaspillage insensé, le coût de la vie monte avec la même rapidité que le franc baisse. Partout ruine, faillite, misère, grincement de dents. Le vieux monde roule vers l'abîme à la vitesse de 500 à l'heure.

***

Et nos braves Reconstructeurs, avec une perspicacité sans égale, ont choisi ce moment pour refuser un geste clair et net d'adhésion et de confiance à la Troisième qui ne demande au prolétariat mondial, en souffrant mille misères et se faisant massacrer *pour nous* qu'une seule chose : « Profiter d'une situation révolutionnaire inouïe pour hâter, selon la résolution de Stuttgart, la fin du régime capitaliste. »

Il ne s'agit pas — les « Reconstructeurs » le savent — de faire la Révolution sur mesure et sur commande, à une date fixée d'avance. Il s'agit seulement d'en finir avec le crétinisme opportuniste qui, sous prétexte de prudence, nécessaire et légitime, ne prépare rien, ne prévoit rien, sabote toute l'idée révolutionnaire. Les braves « Reconstructeurs » traînent derrière eux le boulet de la trahison opportuniste et nationaliste. Ils préfèrent se suicider que lâcher leurs frères de chaîne qui, pendant les premières trois années de la guerre, les tenaient à leur merci et qui, au fond, les dominent encore aujourd'hui.

Que les camarades réfléchissent. Les événements qui se préparent rendront ridicules les hésitations des camarades bien intentionnés, mais qui n'ont pas pu se débarrasser de leur mentalité d'avant-guerre. Bientôt, il ne s'agira plus d'un simple geste d'adhésion morale à la Troisième, mais d'une lutte à mort contre un Régime qui nous tue, nous ruine et nous déshonore.

« Reconstructeurs » de peu de foi, comment nous fier à vous pour *le plus* si vous n'êtes pas capables du *moins ?*

Le premier pas vous coûte si cher qu'on peut légitimement douter si vous serez jamais disposés à faire le deuxième, le pas décisif : la bienheureuse R. S. Car il faudra bien un jour tuer le Régime si nous ne voulons pas être tués par lui...

15 février 1920.

LE CONGRÈS DE STRASBOURG

C'est un Congrès de transition et d'adieu à la Deuxième Internationale nationaliste, réformiste et bourgeoisement révisionniste. La Section française quitte prudemment une maison en décombres qui, à chaque instant, menace d'ensevelir ses locataires d'un jour. Les Anglais suivront l'exemple français s'ils ne veulent pas rester *enfin seuls* avec Noske-Ebert-Scheidemann.

La première Internationale, « un petit corps avec une grande âme », fut le berceau de la Doctrine. Marx, Engels, Bakounine, Bebel, Liebknecht ont constitué ses « minoritaires » — jusqu'au Congrès de Bâle (1869), tandis que les mutualistes proudhoniens, adversaires acharnés du Communisme, étaient les « majoritaires » de l'époque. Elle est morte d'une mort naturelle : l'anémie des sections nationales. Le Capitalisme international n'était pas encore assez puissant. Sa réplique prolétarienne — l'Internationale ouvrière — ne pouvait être qu'une manifestation théorique, une menace

dont la peur bourgeoise seule a fait un épouvantail. L'Internationale rouge ne saurait que succéder, et non devancer l'Internationale jaune des coffres-forts coalisés.

Le Deuxième Internationale a hérité de ses fondateurs un trésor intellectuel unique, tout un arsenal d'armes aiguisées à la moderne. Sa jeunesse fut brillante. Jules Guesde avait été arrêté dans la rue, avec Gabriel Deville, pour avoir tenté de reconstituer la Première Internationale. Il s'est vengé en dressant, avec des arguments marxistes, le plus brillant réquisitoire qui ait jamais été prononcé contre le régime capitaliste. Le marxisme, précis comme un théorème de géométrie et tranchant comme une épée, a tué le confusionnisme proudhonien et l'équivoque idéaliste. La Commune de Paris — la « folie héroïque » de l'époque — fut proclamée par Marx lui-même comme la première étape de la révolution mondiale. Bebel s'est solidarisé, en plein Reichstag, avec « les bolcheviki » français. Bismarck comprit le danger et répondit par une loi « scélérate d'exception » qui n'eût d'autre résultat que de briser le chancelier de fer et faire de la Social-démocratie allemande la colonne vertébrale de l'Internationale.

Les masses affluèrent par millions. Alors se produisit le phénomène naturel à tout grand mouvement historique : il perdit en profondeur ce qu'il avait gagné en largeur. L'Internationale devint opportuniste. La Deuxième Internationale ne cherche plus à détruire le vieux monde capitaliste : elle s'y adapte ; elle « participe » au pouvoir bourgeois fusilleur des grévistes. Elle « révise » le socialisme en l'adaptant aux exi-

gences capitalistes. Elle sourit aux puissances du jour en leur promettant une évolution toute pacifique en échange des réparations effectuées, de bon gré, dans la vielle bâtisse capitaliste. Elle exclue les anarchistes et garde les opportunistes. En un mot, elle « collabore » à la conservation sociale moyennant quelques « petits profits » d'ordre collectif ou même individuel.

Le 4 août fut le triomphe — la suite logique — de cette collaboration de classe. La guerre mondiale fit ressortir le scandale de la contradiction entre la théorie révolutionnaire léguée par les fondateurs de la Première Internationale et la pratique opportuniste et réformiste.

Des consciences socialistes se révoltèrent. Une minorité de protestation se forma contre les excès de la collaboration de classe. Cette minorité fut divisée, dès le début, en deux parties : les modérés qui voulaient sauver la *théorie* révolutionnaire tout en maintenant la *pratique* et les intransigeants qui, profitant des cruelles leçons de la guerre, étaient décidés, coûte que coûte, d'en finir, une fois pour toutes, avec l'âme équivoque de la Deuxième.

Voilà le véritable sens de la lutte « des tendances » à Strasbourg. Partisans du bolchevisme — en Russie, les « reconstructeurs » se donnent comme tâche de détourner ce calice de nous. Ils souffrent du même dualisme — le divorce entre la pratique et la théorie — que la Deuxième. La peau du lion — ou de l'ours russe — cache mal le mouton purement national. Ils prêchent la prudence et la peur de la révolution — en pleine période révolutionnaire — quand chaque jour nous apporte de l'imprévu. Nous montons une côte

très dure. Et nos « constructeurs » au lieu de pousser à la roue, appuient de toutes leurs forces sur le frein — en pleine montée...

En cela, ils continuent la tactique de la Deuxième qui s'est fait une spécialité de la peur des coups révolutionnaires. La ressemblance est donc intime. Et pour la rendre plus complète encore, les « reconstructeurs » emploient des méthodes de lutte contre ceux dont ils déclarent pourtant adopter les principes. Avant de voler vers la Troisième, ils nous « volent » des mandats (près de 300, ce qui fait un joli chiffre !) J'avoue franchement n'avoir pas cru cela possible de la part d'hommes comme Paul Faure, Daniel Renoult et leurs amis...

La Troisième a gagné la première manche. Elle a tué la Deuxième. Les « reconstructeurs » sont placés devant un dilemme : Ou ils « reconstruiront » une Troisième avec les matériaux de la Deuxième, et il n'y aura rien de changé. Ou ils feront un pas décisif en avant en allant carrément vers la Troisième. Et cela non en paroles, mais en adoptant sa tactique, et en faisant disparaître l'abîme entre la théorie révolutionnaire et la pratique opportuniste.

Ce ne sont pas les discussions de Congrès qui feront changer aux reconstructeurs leur orientation vers l'opportunisme.

Ce sera la situation de plus en plus exaspérée des masses populaires.

6 mars 1920.

EN ÉCOUTANT M. KERENSKY...

J'ai suivi avec le plus vif intérêt les conférences de l'ex-dictateur de la démocratie russe, aux *Sociétés Savantes*. C'est un orateur d'un genre spécial, genre russe. Aucune rhétorique. Pas d'images. Il est monotone et uni comme la steppe. Il y a des larmes et de la douleur infinie dans ses paroles qu'il martèle avec une mâle énergie et qu'il souligne en frappant l'estrade du talon.

Contrairement à sa réputation, c'est un volontaire, un énergique, un homme fait pour commander. Ce n'est pas le caractère qui lui manque : c'est plutôt de la compréhension et de la souplesse, du raffinement et de la subtilité. Et il lui manque surtout une « conscience pourrie » sans laquelle un homme d'Etat, sous le régime capitaliste, est condamné à un rôle tragi-comique. Kerensky est une conscience et un cœur, un grand patriote grièvement blessé dans son amour pour son pays natal.

Ce n'est pas un homme d'Etat. C'est tout le contraire. C'est un poète d'Etat, un métaphysicien d'Etat. Il passe son temps à s'étonner de sa chute qui pourtant fut on ne peut plus naturelle. Il rêvait un Etat au-dessus et en dehors des classes sociales qui luttent pour le pouvoir, c'est-à-dire un Etat par-dessus et en dehors de la réalité, un Etat imaginaire. Et il trouve extraordinaire que tout en ne s'appuyant que sur son ombre propre, il soit tombé dans le vide. Il appartient au passé, et il trouve étrange que l'avenir l'ignore.

Comme il est honnête, il dit tout ce qu'il pense et

tout ce qu'il a vu de ses yeux. Nous devons à sa franchise la délicieuse anecdote historique que voici : Le 26 février 1917 les représentants de tous les partis de gauche s'étaient réunis chez le futur dictateur. A l'unanimité, ils décidèrent que la Révolution était *impossible* en Russie. Deux jours après, la grande révolution russe culbutait à tout jamais le tsarisme et ouvrait l'ère de la Révolution sociale mondiale. Si Pressemane et Paul Faure avaient su cela à Strasbourg, ils se seraient sentis peut-être plus gênés pour déclarer avec l'assurance des hommes qui ne doutent de rien que la Révolution en France, est aujourd'hui une utopie. Le métier de prophète sceptique est, à notre époque, supérieurement ingrat...

Naïvement, M. Kerensky étala sa confiance absolue de jadis — qui est bien passée aujourd'hui — dans l'idéologie de la guerre. Il prenait pour des réalités les belles promesses des Don Juan de l'impérialisme allié qui faisaient miroiter devant les peuples le plus brillant avenir en échange de sacrifices humains sans nombre. Kerensky est le Wilson russe. Comme le président des Etats-Unis, il croyait, lui aussi, à la guerre du Droit, à l'extinction des guerres par la guerre, à une guerre capitaliste libératrice, c'est-à-dire à une sorte de peste hygiénique. Et il souffre atrocement, tout comme M. Wilson, d'avoir découvert trop tard l'impérialisme allié auquel la Russie sacrifia des monceaux de cadavres, un océan de sang et de larmes. Et il se plaint amèrement de l'ingratitude des Alliés en oubliant que ceux-ci ont sacrifié à leur folie des grandeurs — toutes les forces vitales, toutes les richesses de leurs propres pays. Pourquoi, voulez-vous, ô Ke-

rensky, qu'ils aiment la Russie plus que leurs propres nations par eux assassinées et ruinées.

Comme tous les faux réalistes de notre époque, Kerensky ne doute pas de son idole. Il déclare sacré son égoïsme national. Et il ne voit pas que la guerre mondiale a impitoyablement brisé la table des valeurs périmées : honneur national, patrie, défense nationale, unité de l'Etat. Le monde mis par la guerre sur la paille est en face de problèmes d'un autre genre. Ceux du pain quotidien, du lait, du charbon, du logement. Un régime qui a fait massacrer quinze millions d'hommes, qui en a fait blesser le double et dépenser tout l'argent liquide du monde dont il disposait avant la guerre en y ajoutant, en outre, deux cents milliards de dettes n'a plus le droit à un seul instant d'existence. Et des hommes politiques qui sont incapables de reviser l'idéologie de ce régime doivent être considérés comme des êtres malfaisants et des fous en dépit des sympathies que leur personne peut inspirer. Nous n'avons jamais douté de la loyauté et de la bonne foi de MM. Wilson et Kerensky. Mais les situations dominent les intentions. Et ces consciences droites furent funestes pour l'humanité. Car elles ont idéalisé, sanctifié le massacre. Elles ont pour ainsi dire délivré un certificat de bonnes mœurs au plus ignoble des carnages en faisant croire à une foule de braves gens que la guerre peut engendrer la paix, le paroxysme de la haine et de la rage, une vie de fraternité et d'harmonie. Elles ont négligé l'expérience de tous les siècles et de tous les instants. En chargeant le militarisme prussien seul, de tous les péchés imaginables, elles ont amnistié et déchargé

d'avance leur propre militarisme. Elles ont soulagé par leur complicité, ce qui tient lieu de conscience chez tous les bandits impérialistes qui gouvernent l'Europe.

Les socialistes et les démocrates de guerre, unis dans l'illusion néfaste d'une guerre de droit, sont responsables de l'abominable Traité de Versailles qui fait déjà verser de nouveaux torrents de sang. En effet, si l'Allemagne seule est coupable, l'Allemagne seule doit expier, le militarisme allemand doit être réduit à néant.

Et voilà pourquoi un an et demi après la guerre, « nous plions sous les armes », comme l'avoue cyniquement, dans le *Petit Parisien* d'hier, le fameux Tardieu, un des artisans les plus dangereux de la guerre impérialiste.

Les socialistes et les démocrates de Gouvernement en couvrant la guerre de leur idéologie populaire ont fait un mal incalculable à l'humanité. Cet humoriste qui, en pleine guerre, lança ce mot : « Pourvu que le civil tienne ! » aurait dû dire : « Pourvu que les socialistes tiennent ! » Car sans les Scheideman-Noske et les Thomas-Renaudel, la guerre n'aurait jamais pu se prolonger jusqu'à la ruine totale du monde et n'aurait pas pu aboutir au Traité de Versailles, Traité de guerre sans fin... si quelqu'un ne trouble pas la fête !

Kerensky, « socialiste révolutionnaire », n'a pas prononcé le mot socialisme. Nous l'en remercions. Et nous y voyons une nouvelle preuve de sa sincérité. Le socialisme n'a rien à voir dans le massacre mondial. C'était sa mort. La guerre fut le triomphe de la Révo-

lution : Son dernier mot est Millerand en France et lord Curzon, le fidèle disciple de l'impérialiste Beaconsfield, en Angleterre.

C'est dans quelques semaines que le Pape réconcilié avec la République de l'*Action Française* chantera un *Te Deum* en l'honneur du massacre éternel et divin. Et le nouveau président du Conseil « socialiste », M. Branting, demandera, avec son ministère « homogène », sa place, à côté du Pape, dans la Société des Nations...

L'Internationale de Rome et l'Internationale de Bruxelles ont bien mérité de l'humanité, autant que M. Poincaré de la France...

14 mars 1920.

LA FRANCE DE NICOLAS Ier

Après avoir étranglé la Révolution hongroise, Nicolas Ier, le plus réactionnaire de tous les tsars, revendiquait, comme titre d'honneur, le nom de « gendarme de l'Europe ». Il se glorifiait d'être le bourreau des révolutions. La France réactionnaire et nationaliste d'aujourd'hui aspire à la même gloire.

Le *Temps*, l'organe officieux de notre diplomatie, la plus aveugle et la plus ignorante de toutes les diplomaties, réclame à cor et à cri le rétablissement de « l'ordre français » en Allemagne. La révolution allemande, la vraie bat son plein. Le régime Ebert-Noske s'écroule. Le sang de Rosa Luxembourg et de Karl

Liebknecht l'étouffe. Les social-patriotes avaient noyé la révolution prolétarienne dans le sang en se servant cyniquement des junkers et de la caste militaire prussienne. Mais les junkers n'ont pas l'habitude de travailler pour le compte des autres. Comme les réactionnaires allemands ne sont pas, selon le mot de Lassalle, « des phraseurs », mais des hommes d'action, ils conçurent l'idée de rétablir franchement, brusquement l'Ancien Régime prussien. Le camouflage Ebert-Noske-Heine ne leur suffisait plus.

Mais l'audace seule ne suffit pas à notre époque où les masses prolétariennes ont aussi leur mot à dire. Le prolétariat allemand a culbuté la réaction militariste.

Ce n'est pas assez. Ecraser les junkers et maintenir leurs agents social-patriotes au pouvoir aurait été une duperie. Après Kapp ,c'est le tour d'Ebert-Noske, plus odieux que les junkers qui eux, au moins, restent fidèles à leurs intérêts de classe et se sacrifient pour leurs idées de toujours, tandis que les ex-socialistes, membres de « la Deuxième », se mettent ignominieusement au service du régime capitaliste qu'ils prétendaient, toute leur vie durant, vouloir combattre...

La révolution bourgeoise de novembre 1918 touche à sa fin. Le régime capitaliste, incapable de se sauver par ses propres forces qu'il a follement gaspillées, met à contribution, en Allemagne comme chez nous, les social-patriotes. Il « reconstruit », lui aussi, sa maison roulante avec les débris pourris du socialisme défaillant. La bourgeoisie allemande qui, tout le monde le sait, « manque de psychologie » a chargé le « socialisme » réformiste de fusiller le prolétariat révolutionnaire. Noske-Ebert-Heine régnaient, mais

c'est la réaction capitaliste qui gouvernait dans les coulisses. Kapp, un peu trop pressé, s'est décidé à enlever le masque. La bourgeoisie, plus prudente, trouva cette opération prématurée. Elle a permis au prolétariat allemand de sauver *sa* république...

Une fois entrée dans la lutte, la classe ouvrière ne peut pas rentrer dans le calme sans essayer au moins d'en tirer quelque profit pour sa propre cause. La bourgeoisie fait semblant d'être surprise. Elle est tellement habituée à exploiter l'ouvrier, son ouvrier, non seulement économiquement, mais aussi *politiquement*, qu'elle fait grise mine, lorsque son esclave s'apprête à travailler pour son propre compte. Les sauveurs de la République bourgeoise, tout chauds encore de la bataille, se trouvent tout à coup en face des mitrailleuses et des grenades « républicaines » qui crachent la mort sur les alliés d'hier... C'est une terrible leçon de choses. Elle démasque mieux la vraie nature de la société capitaliste que tous nos articles de journaux, tous nos livres et toutes nos conférences. La bourgeoisie, une fois sauvée de ses alliés maladroits et impatients, paie sa dette de reconnaissance avec du plomb. De là les journées de juin en France, de juillet (1917) en Russie et de mars en Allemagne...

Nous ne serions pas des socialistes conscients, c'est-à-dire des communistes, si nous nous amusions à nous indigner contre les capitalistes alliés qui mobilisent aujourd'hui leurs troupes — leurs troupeaux ! — pour assassiner la Révolution prolétarienne allemande, comme ils les ont mobilisées hier contre la révolution prolétarienne russe. C'est dans l'ordre des choses capitalistes. « Entre eux et nous, c'est une ques-

tion de force », a dit l'homme-tigre de l'autre côté de la barricade.

Mais la question est de savoir si les capitalistes alliés commandés par leur Foch sont assez forts pour étrangler la nouvelle révolution allemande. Ecoutons de nouveau le *Temps*, notre oracle. Voilà ce qu'il nous racontait hier :

Les temps que nous vivons peuvent passer pour extraordinaires. La quasi-totalité de la fortune publique et privée a été dépensée en poudre et en fumée. Nous avons hypothéqué tous nos biens. Il faut refaire notre patrimoine et, pour cela, économiser le revenu de notre travail, c'est-à-dire ne pas consommer.

(Le *Temps* du 19 mars 1920, col. I.)

Alors, il nous faut nous serrer la ceinture, ne « pas consommer » pour envoyer des soldats, des canons et des munitions sur tous les champs de bataille de la contre-révolution. La France est ruinée. Son franc dégringole. Le pain est cher. Les produits nécessaires à la vie deviennent des articles de luxe. La situation financière est catastrophique. Et nous envoyons des milliards en Allemagne pour écraser la révolution prolétarienne.

La débâcle de l'intervention en Russie ne leur suffit pas. Les lauriers de Koltchak empêchent le maréchal Foch de dormir. Il y a une bêtise et un crime à commettre. Au lieu de les « supplier » de s'abstenir, nous nous frottons les mains. Nous saluons la folie de nos gouvernants. C'est de ces folies capitalistes que sortira la sagesse révolutionnaire. Nos « amis » sont mous. Ils prêchent la prudence et la peur de la révolution.

Ni le Parti socialiste, tel qu'il est sorti de Strasbourg, ni la C. G. T., telle qu'elle se fabrique dans l'*Atelier réactionnaire* de Merrheim-Jouhaux, n'oseront jamais prendre aucune initiative révolutionnaire. Ils plient sous le fardeau de leurs « responsabilités ». Par contre nos ennemis de classe sont nos meilleurs amis. Jusqu'auboutistes de la folie, les apôtres de la bêtise nationaliste se chargeront de pousser les masses ruinées et affamées aux actes désespérés. Il n'est pas nécessaire d'être grand prophète pour prévoir que nos Koltchak n° 2 se casseront les reins — sur le Rhin.

« Le gendarme de l'Europe », Nicolas Ier a fini, après la débâcle de la guerre de Crimée, par s'administrer une fiole de poison libérateur. C'est un précurseur pour nos gouvernants...

21 mars 1920.

IL Y A OR ET OR

Nos imbéciles d'Etat, qui sont en train de faire de ce beau pays, jadis foyer d'esprit et le berceau de la pensée critique, une Béotie à faire pouffer de rire le monde entier, viennent d'arrêter après nos amis Loriot et Monatte, notre ami Boris Souvarine, secrétaire pour l'extérieur du Comité de la IIIe Internationale, qui mène — sous différents noms — depuis 1915 une campagne ouverte et parfaitement légale contre l'assassinat et la ruine de la France

par la Réaction intégrale et ses domestiques au pouvoir. Un policier subalterne a déclaré à un journaliste américain de ma connaissance qu'il s'agit non seulement de la sûreté de tous les bidets d'Etat, mais aussi, *horribile dictu*, de l'or bolchevik...

Ceux qui connaissent Boris Souvarine ne pourront pas, malgré les tristesses de l'époque sans nom, entendre cette ânerie sans un éclat de rire. Souvarine d'une forte intelligence devançant son jeune âge — défaut malheureusement corrigible avec les années — est l'homme le plus sobre et le plus laborieux que j'aie jamais connu. Il ne fréquente même pas le café, obligatoire pour ainsi dire pour tout homme politique ou journaliste. Jaurès lui-même y passait une partie de son temps précieux. Pour gagner péniblement sa vie, et pour servir nos idées, Boris Souvarine travaillait — sans exagérer — jour et nuit, parfois dix-huit heures par jour.

Mais au lieu de faire injure à notre ami en le défendant contre des imputations burlesques, je préfère poser une question générale. Un peuple en révolution a-t-il le droit de soutenir ses frères de misère et de travailler à leur émancipation?

Je déclare tout de suite que *tant qu'un gouvernement français enverra en Russie des milliards volés au peuple français exsangue et ruiné, pour écraser la Révolution* — qui sera demain celle du monde entier — le gouvernement des Soviets serait criminel en s'abstenant de la propagande dans les pays esclaves. Je demande aux mouchards du gouvernement de m'indiquer l'adresse du trésorier de Lénine — c'est-à-dire du peuple russe — et j'irai im-

médiatement lui demander de l'argent pour la propagande socialiste. Et je me considérerai aussi peu déshonoré que l'*Humanité* du temps de Jaurès recevant 40.000 marks de la social-démocratie allemande, ou le *Socialisme* de Jules Guesde qui, *par mon intermédiaire et celui de Bebel*, avait reçu 3.000 francs du Comité Directeur du Parti social-démocrate allemand. Sans ce secours, le journal de Jules Guesde — où aucun collaborateur — ni directeur — ne fut payé, — le journal n'aurait pas pu survivre...

Les partis socialistes du monde entier forment une famille ayant — sauf à l'époque infâme de l'*Union Massacrée* — des *obligations* envers tous ses membres. Une de ces obligations est de soutenir la propagande dans les pays momentanément gênés.

Comment ! il ne sera pas permis à un gouvernement communiste qui combat le crétinisme nationaliste et la propriété-vol de faire ce que font tous les gouvernements. Il n'y a pas un gouvernement au monde qui ne fasse pas de propagande — à coups de millions et de corruption — dans des pays étrangers. Les gouvernements capitalistes s'achètent des esclaves à prix d'or. Et nous, nous n'aurions pas le droit de travailler à rendre les hommes libres et égaux ! Les assassins et les fous au pouvoir ont massacré et ruiné le monde, dépensé plus de mille milliards — deux cent milliards de plus que l'argent du monde entier — pour *balkaniser* l'Europe et pour en faire un véritable enfer où la misère, le typhus, la famine sévissent à l'état chronique. Et des hommes de cœur et de bon sens

n'auront pas le droit de secourir l'humanité en détresse !

Le *Figaro*, le *Gaulois*, le *Temps* ne pourraient exister un seul jour sans le concours des gouvernements et des capitalistes étrangers. Et c'est *la presse entretenue* qui ose faire de la morale ! Le banditisme capitaliste veut nous battre à la fois et par *sa* crapulerie et par *notre* honnêteté. Que serait devenu notre régime, messieurs les servants du Veau d'or, si vous n'aviez pas pu acheter des Millerand et des Hervé ? Et des nuées de mouchards ? Et de hauts fonctionnaires ? Et des Académiciens sans talent ?

S'il existe quelque part de l'or bolchevik, qu'il soit béni. Car cet or aidera à briser les chaînes, tandis que l'or capitaliste sert à les forger. En prenant un engagement d'honneur et *à titre de réciprocité,* un gouvernement communiste peut momentanément, *obligé par les circonstances*, renoncer à faire son devoir de propagande. Mais ce cas ne s'est pas encore présenté ! Et l'or bolchevik reste le seul or honnête. Car venu du peuple, il va au peuple. Né de la liberté il prépare la liberté.

Il y a une autre différence entre l'or émancipateur et l'or corrupteur. Lisez les correspondances de Russie dans *Excelsior*. Malgré sa bêtise bourgeoise et son incompréhension des choses socialistes, l'envoyé du journal est obligé de reconnaître que les maîtres tout-puissants de la Russie actuelle partagent toutes les misères du peuple — misères dont NOUS sommes responsables. La Russie communiste se serre la ceinture, souffre mille

misères pour contribuer à la libération du monde. Les capitalistes du monde entier font le contraire. Pour pouvoir continuer leur fêtes sardanapalesques, une vie d'oisiveté, ils envoient en Russie non leur propre argent, mais l'argent volé à la classe ouvrière en Russie.

Messieurs les capitalistes et leurs domestiques au pouvoir ! Vous pouvez — en attendant *notre* heure — nous emprisonner. Mais jamais vous ne pourrez nous déshonorer en nous mettant à votre niveau.

19 mai 1920.

OUI, IL Y A COMPLOT

Il y en a même plusieurs. Inutile, en ce moment, de parler du Grand Complot contre la paix mondiale d'avant-guerre ourdi par deux sociétés de malfaiteurs publics concurrentes : l'une sous la firme Guillaume-François-Joseph et François-Ferdinand, et l'autre portant comme raison sociale : Edouard VII-Clemenceau-Delcassé-Isvolsky-Poincaré. Et j'omets le tsar Nicolas II. Cela est du passé que nous n'oublions pas.

Il serait plus utile de parler du Complot Clemenceau-Lloyd George qui a abouti au crime de Versailles organisant la guerre perpétuelle par une violation non moins perpétuelle des droits de tous les peuples à la vie et à l'indépendance, par la codification solen-

nelle d'une politique d'extermination d'une moitié de l'Europe.

Le traité de guerre en temps de paix est un voyage circulaire, perdant à chaque station un lambeau. Il n'en restera bientôt que la honte éternelle pour ceux qui l'ont étourdiment fabriqué.

Le Complot dont il s'agit est plus actuel, et aussi plus grave. C'est la préparation systématique d'une nouvelle guerre mondiale plus atroce que la *dernière* guerre de droit et de civilisation. Cette dernière n'a pas donné les résultats escomptés : l'anéantissement de la laïcité, de la classe ouvrière et du socialisme. Mieux encore. Elle a fait éclore toute une série de révolutions sociales qui menacent le capitalisme mondial. La Russie en a pris la tête. Dès ce moment, la réaction mondiale a décidé qu'il n'y aurait plus de paix au monde tant que le coffre-fort serait en danger et que la Russie révolutionnaire n'aurait pas été écrasée.

Le Complot de nos amis à *la Santé* manque de base juridique, de base réelle. On ignore et l'action précise projetée par les conspirateurs et les moyens déterminés à employer et le lieu et la date du crime. Malgré les recherches minutieuses de tous les fins limiers de la III^e^ République royaliste — et il y en a dans *tous* les milieux — on n'a pas encore découvert ni le plan stratégique de Loriot-Monatte-Monmousseau-Souvarine, ni leur dépôt d'armes, ni le lieu et la date de la révolution à venir.

Toutes ces précisions qui manqueront toujours au Complot Millerand-Jousselin, sont acquises au Complot contre-révolutionnaire contre la paix du monde.

Les noms des criminels sont connus : Denikine, Koltchak, Pilsudski. Les dépôts d'armes furent découverts et repérés. On sait même où se trouve leur contenu : aux mains de l'armée rouge de Lénine et Trotsky qui, après avoir défait les agresseurs de la Russie en fuite, s'en sont emparés. On connaît, à n'en pas douter, les noms des instigateurs du crime : Clemenceau, Millerand, Lloyd George. Les lieux du crime sont devenus célèbres par leurs ruines et par les désastres : Arkhangel, Gatchina, Odessa, Kiew.

Les complices sont tous les ex-socialistes qui, dans leur aveuglement sectaire, n'ont pas cessé de combattre la révolution communiste sous prétexte de désaccords tactiques.

Avant la Révolution, les opportunistes déclarent la révolution impossible étant donné l'impréparation des masses. Quand la révolution triomphante leur donne un démenti par le fait, ils ne se résignent pas à lui pardonner sa victoire et s'allient cyniquement avec tous les contre-révolutionnaires, lui jettent constamment des bâtons dans les roues. Et ce sont encore eux qui triomphent s'ils arrivent à rendre plus difficile la marche de la révolution, en s'écriant : « Nous vous avons bien dit que la chose n'est pas si facile ! »

Oui, crétins ou traîtres ! Plus vous créerez de difficultés à la révolution au lieu de l'aider, comme c'était votre devoir socialiste, plus la Révolution aura de peine à réaliser son idéal. Elle a déjà un formidable passé de siècles d'oppression et d'ignorance à liquider. Et vous ajoutez encore de nouvelles entraves au nom de votre socialisme frelaté, payé largement par la classe ennemie.

Rien ne fut négligé par les comploteurs. Le monde avait besoin de repos, comme un malade qui vient de sortir d'une fièvre qui a failli lui coûter la vie. Le monde est ruiné. Une grande partie est littéralement affamée. Les peuples suppliaient de leur rendre leur liberté de mouvement, la possibilité d'échanger leurs produits, le droit de respirer. Le capitalisme lui-même leur devait cela. Sa mission historique, qui a fait sa gloire et sa force, n'est-elle pas l'unification économique du globe, la création du marché mondial ?

Mais cela ne fait pas l'affaire des conspirateurs contre-révolutionnaires. Ils eurent la même idée que le génial poète allemand Schiller, naturalisé Français par la Convention : avec les marchandises pénètrent les idées. Et les Lloyd George et autres Millerand dressèrent des barrières entre les peuples, de véritables murailles de Chine. Les peuples alliés — et victorieux — sont enfermés dans leurs pays comme dans des prisons. Partout le gendarme se dresse en face du citoyen « libre » et « vainqueur » avec l'impitoyable mot d'ordre : « On ne passe pas ! » Que les nations se ruinent et crèvent, peu importe à nos gouvernants. *Pereat mundus !* Que le monde périsse pourvu que le Capital vive !

Les soi-disant hommes d'Etat passent leur temps à trembler devant l'Allemagne vaincue et la Révolution russe affamée. Ils ont lancé les meurt-de-faim polonais contre les meurt-de-faim russes. Et ils sont honteusement battus. L'avant-dernière carte est jouée. Il s'agit maintenant de jeter des peuples entiers — ceux mêmes qui viennent de sortir de l'enfer de la guerre, ensan-

glantés et ruinés — dans la mêlée contre-révolutionnaire.

Messieurs les gouvernants, c'est trop tard ou trop tôt. Quelle que soit la lâcheté des Partis organisés et corrompus par l' « Union Sacrée » (Union à massacrer), votre complot est éventé, découvert et dénoncé. Tout le monde sait désormais de quoi il est question. Pas moyen de jouer, cette fois, la comédie de la défense nationale, le sophisme du premier agresseur. C'est vous qui n'avez pas cessé d'attaquer la Révolution russe pour sauver vos têtes chargées de crimes, vos mains pleines du sang des millions de morts, vos coffres-forts où sont enfermés les dépouilles des victimes. Nos « défense nationale » eux-mêmes crient : « Pas un homme, pas un sou ! » Cette fois-ci, vous ne nous aurez pas.

Il ne vous reste que Gustave Hervé et sa traduction russe : le contre-espion Wladimir Bourtzeff, qui, tous les deux, pratiquent le dadaïsme nationaliste. Ils demandent ouvertement une nouvelle guerre mondiale. Comme dit un proverbe oriental : la vérité parle parfois par la bouche des imbéciles. Cette fois, ce sera décidément la *dernière* guerre. Car, cette fois, c'est la révolution mondiale certaine.

Faites la paix ou déclarez une nouvelle guerre au monde, votre Régime est f...ichu.

A quand l'arrestation des fauteurs du Complot contre la Sûreté des Nations ?

9 août 1920.

D'OU VIENT L'AUDACE DE M. MILLERAND?

Le coup de tête — tête de bois — de M. Millerand exige une explication. On combat bien le mal que l'on comprend bien. Il ne suffit pas de dire : M. Millerand est le domestique de Léon Daudet, l'esclave-né de l'état-major militariste et jésuitiquement réactionnaire. Cela est rigoureusement vrai, mais insuffisant. Pour qu'un président du Conseil puisse se permettre de risquer l'existence de son pays après cinq années de massacre et de ruines et après deux ans de paix problématique, il faut des raisons plus sérieuses et plus profondes...

Il nous semble que trois ordres de faits ont rendu possible le coup de folie millerandiste qui crée pour la France une situation non seulement périlleuse, mais on ne peut plus honteuse : 1) La trahison du Parti républicain devenu une cohue nationaliste ; 2) l'abdication des socialistes et des syndicalistes majoritaires qui, pendant la guerre, sous prétexte de défense nationale, ont abandonné leur idéal internationaliste qui est leur raison d'être historique et, enfin, 3) le bluff de la victoire militaire française.

Le Parti républicain qui, primitivement, défendait les intérêts des masses innombrables de petits paysans et de petits bourgeois fut peu à peu dépossédé de son rôle politique. Ses chefs, ses grands et petits hommes, hissés inopinément au pouvoir, subissaient de plus en plus l'influence de la haute finance et du monde aristocratique. Il fallait entendre le récit humoristique d'un Pelletan, démocrate incorrigible et indécrottable

sur l'état de béatitude dans lequel la poignée de main d'un Rothschild plongeait un ministre républicain, pour comprendre le glissement fatal d'un parti petit bourgeois vers la défense des grands privilèges et des classes régnantes.

Pour masquer le vide de ses conceptions sociales, le Parti républicain se fit nationaliste. Les républicains se sont livrés à la « patrie », comme les catins d'un certain âge se livrent aux prêtres ; ils y gagnaient un peu de prestige et des voix. Leur dernier signe de vie fut leur lutte pour les libertés démocratiques et pour la laïcité pendant l'affaire Dreyfus. Mais ils y furent poussés de force par une partie de la classe ouvrière inspirée par Jaurès qui prévoyait que le nationalisme mettrait la France à feu et à sang.

Mais même à cette époque, les Républicains lâchèrent vite pied en permettant au président du Conseil actuel de poignarder M. Combes, un vrai républicain aussi bien par son incompréhension totale et absolue de l'idéal social que par sa fidélité inébranlable au progrès démocratique.

M. Combes fut un des derniers républicains. Le Parti républicain le laissa ingominieusement tomber, comme il le fit plus tard avec M. Caillaux, le dernier cerveau du Parti.

⁂

La pratique du pouvoir, un opportunisme sans grandeur ni élan perdirent le Parti républicain tombé dans la démagogie nationaliste, qui est la peste des nations. Les masses populaires se détournèrent de lui. La faillite du Parti républicain a fait le bonheur du

Parti socialiste qui seul est apparu comme véritable défenseur des libertés publiques et du progrès social. Il fut considéré aussi comme le bouclier de la paix.

Vint la guerre mondiale. Au début même de cette catastrophe, conclusion logique d'un régime de concurrence, de misère et d'ignorance, le Parti socialiste fut décapité. Les chefs socialistes, sous l'influence du milieu petit bourgeois et de la terreur militariste sont devenus « tous patriotes », ainsi que l'avait prédit deux jours avant la guerre le regretté Ed. Vaillant qui les connaissait bien, mais qui se connaissait mal lui-même. Tous « défendirent » la patrie. Tous déclarèrent : « Nous sommes *avant tout* Français. » (Les Scheidemann disaient : « Nous sommes *avant tout* Allemands. »)

Pendant près de cinq ans, ils votaient tous les crédits militaires et — sauf quelques minoritaires — répétaient toutes les âneries, tous les mensonges sur « la dernière des guerres », sur « la guerre anti-impérialiste », sur « la guerre du Droit », etc.

Ils n'ont pas compris — et Paul Boncour, malgré sa bonne foi et sa curiosité d'artiste raffiné, continue à ne pas comprendre — que, dans les circonstances actuelles, le seul moyen de défendre la nation, c'est d'abattre, coûte que coûte, la réaction capitaliste et nationaliste qui, par sa conception de défense nationale, travaille à la guerre et à la misère éternelles.

Après le lâchage des deux seuls partis d'avant-garde — le parti républicain et le parti socialiste majoritaire, la réaction nationaliste pouvait tout se permettre. La nation fut littéralement abêtie. Résultat : les élections du 16 novembre où les moutons ont voté pour leurs

bouchers. Le Parti républicain s'est définitivement effondré. M. Barrès l'a étouffé en l'embrassant. Mais le Parti socialiste s'est — partiellement ! — ressaisi.

***

La victoire à la Pyrrhus fut un véritable désastre moral pour la France. Elle a rendu impossible tout examen de conscience. Elle a fait oublier toutes les sottises, toute l'incapacité, le caractère réactionnaire et routinier de nos états-majors militaires et politiques. On a oublié que la France fut, au fond, écrasée et qu'il a fallu le concours de cinq continents, de vingt-cinq pays, et de deux révolutions pour aboutir — à quoi ? à une France diminuée de sa population la plus vigoureuse et totalement ruinée, sans crédit, sans grande industrie et surtout sans prestige dans le monde, où elle est considérée comme une force de réaction et de ténèbres. Le *Daily Herald* eut tort d'insulter grossièrement « la France ». Un socialiste ne parle jamais ainsi. Nous distinguons entre la France et les bandits et les imbéciles qui la gouvernent — momentanément. Mais ces insultes publiques caractérisent un état d'esprit qui se généralise de plus en plus.

Appauvrie et exsangue, la France nationaliste qui croit pouvoir tirer des ressources abondantes de vie du cadavre allemand. Comme tout pays ne saurait avoir que la politique de ses finances, de sa propre population et de son industrie, la France diminuée et appauvrie se jette, tel Gribouille, dans les bras des puissances réactionnaires pour maintenir son rôle dans le

monde. Mais ces puissances du passé menacent de la perdre définitivement.

Nous ne comptons pas sur le Parti républicain, mort et enterré, pour sauver ce pays. Seule, la classe ouvrière et paysanne, à laquelle adresse un appel suprême notre cher Anatole France, qui incarne dans notre pays le bon sens philosophique, peut tirer la terre classique des Révolutions, de la boue nationaliste et capitaliste où elle risque d'être engloutie. Mais pour que le prolétariat puisse effectuer le sauvetage suprême, il faut qu'il rompe définitivement et résolument avec le passé.

Nous arrivons ainsi tout naturellement au problème de la IIIe Internationale Communiste.

16 août 1920.

LA REPUBLIQUE BOURGEOISE EST NÉE LE 4 SEPTEMBRE D'UNE DICTATURE

Il y a de bonnes et de mauvaises révolutions. Une révolution est excellente, bienheureuse et glorieuse même quand elle livre l'Etat à une classe privilégiée. Elle est odieuse et maudite quand elle se fait au profit du prolétariat et des paysans comme en Russie. Dans ce cas, c'est une simple émeute contre laquelle le monde capitaliste, aidé de tous les poltrons et de tous les traîtres, se bat, avec le courage du désespoir. Si la révolution réussit, elle marque une date dans

l'histoire ; si elle échoue — même provisoirement — elle est proclamée crime ou « complot contre la sûreté d'Etat ».

Il y a cependant un trait commun à toutes les révolutions : elles naissent d'une dictature. Jamais les révolutionnaires s'emparant, par force, du pouvoir, au nom d'une idée ou d'une classe, ne s'occupent de faire le dénombrement de leurs partisans au moment même de la lutte, pour savoir si la majorité du pays se trouve du même côté de la barricade — ou sur la même barricade — qu'eux. On s'empare du pouvoir d'abord, si possible, et l'on se compte ensuite. En cela la République bourgeoise et capitaliste du 4 septembre 1870, que la bourgeoisie assagie et profiteuse du nationalisme ose à peine fêter, n'a pas agi autrement que l'homme du 2 décembre. En effet, Napoléon le Petit s'était hissé d'abord dictatorialement au pouvoir pour se faire plébisciter *après coup* — après coup d'Etat — par des millions d'électeurs ruraux qui l'ont maintenu au pouvoir pendant 18 ans. Il régnait au nom du suffrage universel comme le Bloc Nationaliste du renégat Millerand. On savait très bien qu'au fond, il n'y avait qu'un seul électeur : le Gouvernement, qui faisait nommer *automatiquement ses* candidats comme la caisse du Bloc National a fait passer les siens aux dernières élections « démocratiques ».

La foule révolutionnaire qui se dirigea le 4 septembre 1870 vers le Palais-Bourbon le savait très bien. Et, comme de juste, elle n'eut aucun scrupule de substituer *sa* dictature à celle du prisonnier de Sedan (d'où le *Sedantag...*). Elle a mis la souveraineté « nationale » et les « principes démocratiques » dans sa

poche et proclamé, dans *une réunion publique*, dans un meeting nullement mandaté *ad hoc*, la République, en faisant trembler de peur tous les chefs républicains, avec Gambetta en tête, que l'enthousiasme républicain de la foule rendait triste et presque malheureux. La foule, travaillée par les « meneurs » des comités secrets et « illégaux », *dictait* ses volontés aux bonzes « républicains », aux chefs illustres qui, comme toujours perdirent la tête à l'approche des événements... La dictature de la rue eut raison des hésitations des pontifes. Les chefs suivirent le mouvement déchaîné on ne sait pas par qui, on ne sait pas comment.

C'est la loi de toutes les révolutions. Ce sera celle de demain. Jamais on ne « prépare » une révolution, ô Jousselin ! Les chefs connus du mouvement ne prennent jamais la responsabilité d'appeler le peuple à date fixe dans la rue. La plupart du temps, ils avertissent, au contraire, les masses contre « les emballements » et « les imprudences ». Ils redoutent des « avortements ». Mais les événements se chargent eux-mêmes de la conduite du mouvement. La révolution vient comme un tremblement de terre, sans crier gare et sans demander un laissez-passer aux chefs des partis organisés.

*
* *

Les bourgeois, oubliant l'origine révolutionnaire, dictatoriale de leur pouvoir, se dressent, aujourd'hui, avec le concours de quelques « socialistes » et « syndicalistes » égarés ou intéressés, contre la dictature prolétarienne, parce que cette dictature n'est pas la

leur. Ils sont démocrates pour le compte des autres. Trop tard, messieurs les bourgeois et messieurs les renégats ! Vous nous avez montré le chemin de la dictature. La dictature est non seulement à l'origine de votre pouvoir. Elle est votre pain quotidien. *Dictatorialement* vous avez pendant quarante ans fait une politique extérieure de proie et de vol qui devait fatalement mener à la guerre mondiale. *Dictatorialement* vous l'avez déclarée en faisant assassiner quinze millions d'hommes et en ruinant le monde. C'est votre ignoble dictature qui tenait — et qui tient encore — le peuple sous le joug du régime de guerre. C'est la dictature imbécile de votre tête de bois — j'ai nommé M. Millerand — qui, en ce moment, assassine, ruine et déshonore la France en en faisant la tête de la réaction la plus hideuse et la plus stupide. C'est *dictatorialement* que vous avez vidé la France de son sang (deux millions de morts, et autant de mutilés), de son argent (300 milliards). C'est encore *dictatorialement* que vous êtes en train de la vider de son passé révolutionnaire et démocratique en en faisant une fille à soldats, en la livrant aux hobereaux polonais et aux bourreaux bourgeois.

Ne vous étonnez donc pas, messieurs les bourgeois et messieurs les renégats si un jour — un jour prochain ! — le prolétariat, profitant de toutes les leçons de l'Histoire, met la main *dictatorialement* sur le volant — l'Etat — et... sur les voleurs !

6 septembre 1920.

DIPLOMATIE ET REVOLUTION

Rien d'extraordinaire dans les « neuf conditions » que l'*Internationale Communiste*, composée d'une vingtaine de sections nationales et représentant *trente-deux* pays, demande de remplir à ceux qui frappent à la porte de sa maison avec l'idée d'y entrer en *habitants* et non en *conquérants*. Elles se résument en deux pensées fondamentales : 1° Un socialiste doit avoir comme préoccupation exclusive la réalisation socialiste ; 2° Un révolutionnaire doit préparer, par la propagande et l'organisation, la révolution sociale.

La « Deuxième » a tellement, surtout depuis la guerre, déshabitué certains « militants » de toute pensée socialiste et de toute action révolutionnaire que l'énoncé de ces vérités élémentaires les scandalise profondément et semble provoquer « un haut-le-cœur ». Oui, il y a scandale. Seulement, il n'est pas dans les conditions, mais dans la nécessité où s'est trouvée l'Internationale Communiste de rappeler à ses futurs adhérents l'*A B C* socialiste et révolutionnaire.

Notez que la III^{e} ne demande même pas que ceux qui ont déshonoré le socialisme en le traînant, malgré Amsterdam, dans les ministères capitalistes et en en faisant une arme fratricide, se rétractent et avouent publiquement leur erreur. Cependant le traité de Versailles et la guerre contre-révolutionnaire qui dévaste actuellement le monde auraient dû ouvrir les yeux aux plus aveugles et leur faire un devoir de conscience élémentaire de dire publiquement leur erreur. Bonne mère, l'Internationale Communiste n'exige même

pas de ses enfants égarés ce petit sacrifice d'amour-propre. Elle dit simplement : « Ne recommencez pas ! »

Mais il y a — dira-t-on — « le coup de trique » de l'appel à la classe ouvrière où quelques dures vérités sont dites aux socialistes de guerre. J'avoue n'y rien comprendre. Le scandale n'est pas la trahison socialiste, mais le simple rappel d'un fait incontestable. La conscience socialiste de certains s'est si profondément endormie qu'ils trouvent tout naturel qu'une classe qui se donne comme mission la transformation du monde se mette à la disposition de ses exploiteurs et massacreurs et que ses chefs fassent cause commune — et fusil commun, comme disait jadis Jules Guesde — avec ses ennemis les plus implacables. Tout cela leur paraît naturel. Et, par contre, le rappel au devoir de classe, devient un scandale. Dans quel monde vivons-nous?

De deux choses l'une. Ou tout ce qui s'est passé dans la « Deuxième » était normal. Alors il fallait y rester, pour continuer. Ou la « Deuxième » a failli de telle sorte qu'on a cru nécessaire de la planter là. Dans ce cas, une critique du passé s'impose, et des garanties pour l'avenir également. Après une catastrophe, on prend des mesures, c'est un devoir de prévoyance contre un retour possible. Les héros de la « Deuxième » attendraient-ils de la « Troisième » un « au revoir et merci » ? Et qui niera que la chute de la Deuxième fut une véritable catastrophe pour le socialisme ?

Rien ne prouve plus la nécessité des mesures de rigueur que les cris soulevés par la critique *modérée*

et *juste* que la Deuxième a faite de la tactique du « socialisme » de guerre. On a massacré, dévasté et ruiné l'Europe. On continue à massacrer, à dévaster et à ruiner des pays entiers en Asie et en Afrique. On affame et on massacre des pays en Révolution. Certains socialistes continuent à s'en faire complices. Tout cela n'est pas du scandale. Tout cela est proclamé naturel. Rien de tout cela ne provoque « un haut-le-cœur » chez nos natures sensibles et délicates. Mais si vous avez le malheur de dénoncer, en termes simples et honnêtes, toutes ces beautés du néo-socialisme de guerre, vous soulevez contre vous une véritable tempête qui se déchaîne du *Temps* au *Populaire*.

La vérité est que la « Deuxième » nous a habitués à un régime de silence et de « mensonges conventionnels », de diplomatie et d'indulgence réciproque. On opportunisait et, pendant la guerre, on trahissait en ronde et l'on se pardonnait mutuellement — les mêmes péchés. La *Troisième* qui innove en tout, rompt également avec ce système d'hypocrisie et de mensonges diplomatiques. Les « honnêtes gens » des Soviets ne mâchent pas leurs paroles. Ils appelent un chat un chat et Albert Thomas ou Noske un « socialiste en congé » chez les capitalistes. Fi donc ! Quels barbares, ces « Troisièmes » ! Ils disent tout haut ce que tout le monde pense. Au lieu de distribuer des cocardes rouges — nos insignes d'honneur — aux lâcheurs de la Deuxième, la Troisième les passe à la couleur jaune. Au lieu de les remercier pour avoir aidé à faire assassiner des millions de prolétaires, elle les blâme assez modérément. C'est inouï !

Les hommes de la III^e parlent « en révolutionnai-

res ». Ils méprisent et haïssent les gouvernements capitalistes, et ils leur adressent des notes à la Tchitcherine, d'une politesse exquise et ironique. Ils aiment passionnément la cause socialiste et révolutionnaire, et ils parlent avec des socialistes, avec des ouvriers franchement, loyalement, rudement. Et nos « embourgeoisés » ne comprennent pas que ce rude et honnête langage prouve plutôt du respect que de la méchanceté !

Les opportunistes sans parler des social-traîtres avérés, ont des trésors d'indulgence pour eux-mêmes. Et ils sont surpris que ceux qui prennent le socialisme et la révolution au sérieux et qui lui sacrifient tout, absolument tout, les rudoient un peu. Trahir et souiller le socialisme, c'est un péché véniel. On sourit à Thomas. On serre la main à Renaudel — en faisant dans le tuyau de l'oreille — de leur oreille — quelques réserves. Et on crie au scandale, à la tyrannie, à la division socialiste, si l'Internationale rappelle que le nombre des dollars ne doit pas faire oublier celui des trahisons ! Etrange, étrange !...

Je comprends que celui qui n'est pas communiste ou révolutionnaire convaincu sente comme une tyrannie lorsqu'on lui impose les idées des autres. Mais la « Troisième » ne demande pas mieux que ceux qui ne partagent pas ses conceptions restent chez eux. A l'encontre d'une maison bourgeoise, sont invités dans la maison communiste ceux seulement qui s'invitent eux-mêmes et qui y vont de tout cœur parce qu'ils y trouvent tout ce qui leur est cher. Pour ceux-là les conditions d'admission sembleront toutes naturelles. A la guerre comme à la guerre ! Et nous som-

mes en pleine guerre révolutionnaire. Que ceux qui ne peuvent pas vivre sans frayer avec la bourgeoisie ne se dérangent pas. On ne reçoit que des amis.

Et l'on déclare qu'il n'est pas permis d'être à la fois l'ami des exploiteurs et des exploités. Il n'y a pas d'unité possible entre ceux qui pensent d'une manière diamétralement opposée. Un parti est une association de volontaires. Y doivent adhérer seulement ceux qui partagent ses idées fondamentales, et sa tactique. Vous aimez la liberté ! Vous êtes libre de rejoindre M. Millerand. Vous êtes un partisan passionné de l'autonomie. La *Troisième* vous indique l'adresse du « Parti » Briand-Augagneur. Chacun tombe du côté où il penche. Et vous serez récompensé par un portefeuille... Mais de grâce, n'exigez pas de la *Troisième* le langage des salons de la *Deuxième*. Toutes *ces dames* y sont réunies. Quelles y restent...

13 septembre 1920.

L'ADHÉSION OBLIGE

Loin de se plaindre de la résistance de plus en plus violente des « Reconstructeurs » de droite à l'adhésion à l'Internationale Communiste, il faut s'en féliciter grandement. Elle met fin à une équivoque qui a trop longtemps duré. Il faut qu'on sache que l'adhésion à l'Internationale de Moscou n'est pas une simple question d'étiquette et de numérotage, comme c'était

le cas pour la « Deuxième » où il était permis d'être socialiste sans l'être tout en l'étant. Et ceux qui ne veulent pas y entrer en *acceptant et en pratiquant toutes* les conditions résultant du caractère même de la nouvelle Internationale, ne doivent pas y être traînés à coups de trique ou de résolutions de Congrès. L'adhésion doit être volontaire, sincère, totale. Elle ne vaut qu'à cette condition.

En effet, de quoi s'agit-il ? De tout l'avenir du socialisme, de tout l'avenir de la classe ouvrière, de tout l'avenir de l'humanité. Envisageons le problème de l'Internationale de la hauteur où le placent les événements eux-mêmes.

Depuis un quart de siècle, l'aspect social du monde a complètement changé et, avec lui, l'attitude des classes dominantes vis-à-vis du socialisme. Cette attitude a passé par trois périodes bien distinctes. Pendant la première période, des Précurseurs, qui dura de la fin du XVIII^e^ siècle jusqu'à la Révolution de 1848, on cherchait à tuer le socialisme *par le ridicule.* Malheureusement, comme c'est fatal avec toute idée nouvelle, les Précurseurs s'y prêtaient trop facilement : les Saint-Simoniens avec leurs mascarades « religieuses », Charles Fourier, avec sa terminologie baroque et quelques idées saugrenues qui cachaient aux yeux des foules ses idées originales et même géniales ; Proudhon avec ses paradoxes retentissants et ses coups de pistolet en l'air qui préludaient à la manière herféiste, avec de la science, de la probité et un réel talent en plus.

Malgré ces petits grands ridicules, le socialisme,

qui porte en lui l'avenir, se développe, se répand et se perfectionne.

La Révolution de 1848 inaugure une nouvelle tactique de combat contre le socialisme : on cherche à s'en débarrasser *par la persécution*, par le massacre, le bagne et l'exil. Les journées de juin, le massacre des Communards de Paris, la loi d'exception de Bismarck contre les socialistes allemands, l'interminable martyrologe des révolutionnaires russes, italiens, et espagnols marquent autant de jalons sur la route douloureuse du socialisme de la période héroïque luttant pour son existence. Il en sort en triomphateur. Le ridicule ne l'a pas abattu. La persécution l'a grandi, et en a fait une force internationale, mondiale.

Alors on essaye le troisième et dernier moyen de combat : *la corruption*. Au lieu de mettre les socialistes en prison, on leur offre la *participation* au pouvoir. Les vieux socialistes comme Vaillant et Jules Guesde, survivants de la période héroïque, sentent et comprennent le péril. Malgré toutes les vociférations des « Reconstructeurs » de l'époque, ils brisent l'unité de façade, l'unité-promiscuité pour sauver l'unité des principes, la vie même du socialisme. La tactique de « grignotage » de tous les Joffre du Capitalisme a échoué. Les capitalistes ont bien « grignoté » quelques individus : MM. Millerand, Briand, Viviani, et tous leurs Buré, et tous leurs Lefèvre, mais le socialisme purifié et consolidé, triompha des corrupteurs. Une nouvelle unité est sortie d'Amsterdam (1904) qui proclame le Parti socialiste « parti de révolution et de lutte de classes ».

Mais le socialisme de cette époque consolidé comme

organisation et comme doctrine, portait en lui quelques germes morbides : le réformisme et le nationalisme. Malgré Amsterdam, les réformistes sont restés dans le Parti pour y faire la loi. Le nationalisme lui fut encore plus funeste. Tout en proclamant en paroles la solidarité internationale du prolétariat mondial, on a laissé intact le dogme de « la défense nationale » qui, sous le régime de la propriété privée, ne saurait être que défense capitaliste. Les réformistes sabotèrent l'éducation révolutionnaire des masses. Les nationalistes brisèrent, à la première épreuve sérieuse, la solidarité internationale. « Le Confusionnisme des Confusionnismes », ainsi que Jaurès appela le nationalisme, a entraîné non seulement *l'élite* de « la Deuxième », mais des millions de prolétaires s'entre-tuant au profit et pour la gloire de leurs exploiteurs. Ce fut la chute honteuse, la mort de l'Internationale.

Si les gouvernements et les classes privilégiées de l'Europe ne regrettent pas la guerre mondiale, malgré toutes ses horribles conséquences et continuent à guerroyer et à parler de boucheries futures avec une légèreté criminelle, c'est avant tout parce qu'ils se disent : la guerre n'est pas tout de même mauvaise ; elle tue et déshonore non seulement des socialistes, mais le socialisme lui-même. Le mensonge et le sophisme de la défense nationale capitaliste ont failli réussir là où ont échoué *toutes* les armes aiguisées contre le socialisme : le ridicule, la persécution et la corruption.

La III^{e} Internationale a compris le danger. Et elle a déclaré la guerre aux renégats de la Deuxième. Et

pour rendre impossible tout retour au maudit passé, elle combat violemment les causes premières de la chute de « la Deuxième » : le Réformisme, le Nationalisme, la Défense nationale capitaliste.

Il ne s'agit pas seulement de la classe ouvrière de tel ou tel pays. Il s'agit de la vie ou de la mort de la classe ouvrière du monde entier menacée par de nouvelles guerres impérialistes où l'on fera jouer la même sinistre farce de la défense nationale.

Il s'agit de l'humanité tout entière. Dans son discours d'une grande portée historique, au deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine a lumineusement exposé la situation mondiale d'où il résulte qu'un milliard et quart d'être humains sont soumis, dans notre société capitaliste, au régime d'esclavage, de misère et de honte. Nous conseillons à tous de lire ce remarquable discours bourré de faits et de chiffres, d'une sobriété grandiose, dans la *Revue Communiste* de septembre.

La IIIe Internationale a comme but de forger l'arme de l'émancipation mondiale. Si elle ne réussit pas, le socialisme fera la même culbute que les deux plus grands mouvements historiques qui l'ont précédé : le Christianisme et la Révolution démocratique qui furent, au début, des forces de libération et qui sont, aujourd'hui, des instruments d'oppression, des boucliers du régime de massacre et de misère.

Longuet, Faure et Pressemane, il ne s'agit pas de vôtre influence dans le Parti socialiste ; il ne s'agit même pas de l'*Unité* ; il s'agit de l'avenir de l'Humanité. La question de l'adhésion à la Troisième Internationale est pour le socialisme, et pour tous les

hommes, une question *d'être ou de ne pas être*. Je crois l'avoir prouvé.

20 septembre 1920.

DICTATURE DE TRAHISON ET DE BETISE

Les grenouilles nationalistes et « républicaines » demandèrent et obtinrent un Roi, notre ex-camarade Millerand, baron de Saint-Mandé, ex-collègue de Gallifet et sous-ordre de M. Daudet. La pauvre Constitution de 1875 n'est pas révisée, elle est abolie. La présidence du Conseil, qui constitutionnellement représente le Parlement, n'est que la vice-présidence de l'Elysée. Le Parlement, qui d'après la fiction de ce vieux gaga Wallon, représentait la « nation souveraine », n'est plus qu'un appareil enregistreur de la volonté élyséenne réglée et commanditée par le monde des mercantis, des larbins du tsar et des jésuites de l'Etat-Major.

La trahison républicaine et socialiste est *royalement* — c'est le cas de le dire — récompensée. Et la bêtise aussi. Car M. Millerand est le représentant typique, idéal de l'imbécillité nationaliste, épaisse et méthodique, organiquement incapable de comprendre l'évolution des sociétés modernes, la solidarité qui lie les nations. La politique nationaliste, c'est la folie, la mégalomanie s'emparant de la direction de l'Etat pour le mener à la ruine et à la honte.

Lorsque M. Millerand fut ministre de la guerre, en

1914, il plaça, par un décret spécial, 12,000 curés dans les services de Santé en leur sauvant la vie. En même temps, il laissa massacrer, aux premières lignes, presque toute l'Ecole Normale, l'élite des étudiants et des instituteurs. Devenu président du Conseil, il fit plus grand. Pour rendre possible une restauration tsariste, il envoie des milliards et des soldats en Russie, compromet et ruine les bons rapports de la France avec les autres nations, fait haïr et maudire la France par tous les peuples luttant héroïquement pour leur émancipation.

Cette imbécile politique nationaliste a fait de la France, ex-banquier du monde, le peuple le plus endetté, la proie facile des usuriers du monde entier, la mendiante universelle qui tremble devant une échéance américaine et même espagnole...

Aujourd'hui, il est président de la République. Il est tout-puissant. Le fou méthodique à l'âme de notaire et esclave de son ambition est au volant. Le char de l'Etat roulera vers le précipice en entraînant avec lui d'innombrables victimes innocentes...

⁂

Et c'est le moment que nos « Reconstructeurs », intelligents et clairvoyants, les Paul Faure, les Mistral et les Pressemane, choisissent pour empêcher le Parti socialiste d'opposer énergiquement une *orientation à gauche à l'orientation à droite des classes dominantes*. Car il faut qu'on le sache : Contre la réaction intégrale qui triomphe, il n'y a que la Révolution intégrale ; contre la dictature des destructeurs et des mercantis il n'y a que la dictature des producteurs.

On ne peut pas objecter que c'est la tactique bolchevisante du Parti ou le Bolchevisme lui-même qui aient provoqué et engendré la Réaction. La Réaction n'a jamais désarmé. Battue momentanément et révolutionnairement en 1793, elle fut sauvée par les Koltchak et les Millerand de l'époque. De 1830 à 1848, ce sont les banquiers qui l'entretiennent et la nourrissent. Pendant les journées de juin, c'est « le républicain » Cavaignac qui lui prête main-forte. En 1871, c'est le « républicain » orléaniste Thiers qui assassine en son honneur trente mille Parisiens.

La Réaction, la plus noire et la plus stupide, la plus ruineuse, sous la forme chauvine, a repris l'offensive avec ce même Millerand qui, après avoir paradé dans des réunions et des congrès socialistes, s'était livré corps et âme au nationalisme militant. C'est M. Millerand qui stigmatisa la lutte pour la République démocratique menée — avec des ressources limitées — par ce radical antédiluvien — parce que honnête — qu'est M. Combes en la traitant, en pleine Chambre, de « Régime abject ». C'est M. Millerand qui systématiquement empoisonnait le peuple français en développant chez lui jusqu'au paroxysme l'hystérie militariste.

La guerre de 1914 — ce que les démocrates à la Paul-Boncour se refuseront toujours à comprendre — fut la suite logique, le dernier mot de la politique nationaliste et réactionnaire. La défense nationale n'est qu'un prétexte, un piège, une arme de combat réactionnaire.

La Révolution russe d'octobre fut la seule réponse directe — et décisive ! — à la réaction mondiale.

C'est le triomphe de l'Internationalisme s'opposant au Nationalisme abêtisseur et massacreur. Un socialiste qui continue à combattre la tactique révolutionnaire qui a triomphé en Russie et qui, demain, triomphera ailleurs, n'a rien compris de l'évolution du monde et des sociétés. La révolution mondiale est le seul moyen de combattre la guerre mondiale qui est toujours menaçante. Et c'est pour nous empêcher de retomber dans les errements nationalistes qui logiquement mènent à la destruction de toute civilisation que l'Internationale de Moscou nous pose — SE POSE A ELLE-MEME — des conditions.

Elles n'ont pas d'autre sens. Une situation extraordinaire demande des moyens extraordinaires. Oui ou non, voulons-nous éviter une nouvelle catastrophe mondiale et un nouvel écrasement de l'Internationale? Oui ou non, les méthodes de propagande et de combat de la II^e^ sont-elles susceptibles de nous rapprocher de ce but? Si nous répondons « oui », à la dernière question : retournons aux vomissements de la II^e^, et mettons nos mains dans les mains d'Albert Thomas, de Vandervelde, de Scheidemann et de Noske. Si c'est « non », alors un changement de tactique s'impose.

La réaction triomphe. La réaction est agressive. La réaction ne s'arrêtera devant rien. Et ce n'est pas les fronts courbés, en trembleurs, qu'on pourra l'abattre et même la combattre.

La III^e^ a deux parrains héroïques qui ne parlent que pour agir : le Parti communiste russe qui a fait victorieusement la Révolution, et le Parti socialiste

italien qui est en train de la préparer. Ce ne sont pas des paroles mortes. Ce sont des actes vivants.

Inspirons-nous en ! Le reste n'est que verbiage et amour-propre de nos petits grands hommes.

27 septembre 1920.

SYNDICALISME ET REVOLUTION

Dans tous les pays les organisations ouvrières syndicales ont eu, au début, un caractère *réformiste.* Elles se donnaient comme but l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière *dans les cadres du régime capitaliste :* un peu plus de beurre sur un peu plus de pain !

Les capitalistes, qui considèrent la force ouvrière « payée » par eux comme leur propriété dont ils cherchent à tirer le plus de profit possible, l'ouvrier salarié comme leur ouvrier qu'ils font vivre, c'est-à-dire travailler pour le capital, déclarèrent dès le début une guerre à mort aux syndicats. Un esclave n'a pas d'autres droits que celui de servir son maître et — de l'enrichir. Pour s'assurer une exploitation illimitée de la force ouvrière, le patronat réclamait, la loi à la main, la suppression du syndicat. Une lutte fut engagée entre la classe patronale et la classe ouvrière pour le droit syndical. Elle dura près d'un siècle et se termina par la victoire du syndicat. Le droit de coalition fut accordé au prolétariat.

La victoire ouvrière fut non seulement le résultat de la résistance héroïque des ouvriers et de sacrifices sans nombre de la part des producteurs, mais aussi l'effet d'une évolution dans les esprits d'une catégorie des représentants des classes dominantes à la suite de la croissance du mouvement socialiste et révolutionnaire.

Les bourgeois les plus intelligents ont compris qu'il faut jeter du lest si l'on veut sauver le régime capitaliste et qu'il vaut mieux accorder quelques réformes ouvrières qu'ouvrir la porte toute grande à la Révolution sociale.

C'est alors que le savant professeur allemand Brentano fit la découverte des *Trade-Unions* anglaises. Il glorifia leur œuvre qui, disait-il, n'a rien de révolutionnaire et d' « utopique ». Il les opposa notamment aux socialistes et aux révolutionnaires qui « demandent la lune ». En France, c'est Waldeck-Rousseau, le père spirituel de notre réformiste Paul-Boncour, qui refit cette même découverte d'ailleurs assez populaire pendant les dernières années du Second Empire. Ces grands bourgeois rêvaient de faire du syndicat une arme antisociale et contre-révolutionnaire.

La bourgeoisie a réalisé son rêve, pendant un certain temps, en Angleterre et aux Etats-Unis et dans quelques autres pays. En Allemagne, les syndicats furent historiquement et organiquement liés au Parti socialiste. Ils n'ont pas combattu le socialisme, mais ils lui ont communiqué le virus réformiste et ont passé, pendant la guerre, avec armes et bagages, à la bourgeoisie.

En France, le mouvement syndical eut son développement propre. Après une période de marasme purement corporatiste, le syndicalisme français, sous l'influence des libertaires, prit un caractère nettement révolutionnaire et lutte de classe. La lutte quotidienne pour l'amélioration des conditions de vie lui servait de moyen pour réaliser le but final — la Révolution sociale. Les grèves partielles devinrent des périodes préparatoires à la grève générale révolutionnaire. Le syndicalisme prêchait l'horreur du « politicien » se servant de la classe ouvrière pour se créer une situation enviable. Le syndicalisme révolutionnaire, malgré quelques erreurs de doctrine et de fait, contribua puissamment à développer la conscience de classe, l'esprit d'indépendance et le sentiment de la dignité dans la classe ouvrière française.

⁂

Vint la guerre mondiale. Elle a mis la lutte de classe en sursis d'appel. Les chefs du syndicalisme révolutionnaire, — sauf quelques honorables exceptions dont Merrheim et Dumoulin *première* manière — ont troqué le drapeau rouge contre le drapeau tricolore. Ils conclurent l'union sacrée avec les massacreurs du prolétariat et promirent une guerre de droit, la suppression du militarisme par la dernière guerre.

Une minorité ayant Merrheim, Monatte, Rosmer et Dumoulin comme chefs, résista à la chute du syndicalisme révolutionnaire et indépendant. Une lutte s'engagea, dans le sein de la C. G. T., entre les deux « tendances ».

Malgré la faillite honteuse et indiscutable de la guerre du droit, de « la dernière guerre », certains chefs de la minorité pendant la guerre passèrent à la majorité confédérale qui, dans la personne de ses chefs, a *en fait* abandonné la lutte des classes. Le changement de front de Merrheim et de Dumoulin continue à être pour moi une énigme. Car je ne peux pas me résoudre à douter ni de leur intelligence, ni de leur probité.

A Orléans, je m'attendais à une argumentation sérieuse de la part de ces néo-majoritaires. Or, rien que des attaques personnelles et des ricanements. Quand un Merrheim est réduit à brandir contre la plus grande révolution de tous les siècles des coupures de journaux et à déterrer de vieilles polémiques entre militants socialistes d'avant-guerre, on a l'impression d'une véritable déchéance intellectuelle et morale. Et Dumoulin pour combattre l'opposition restée fidèle au syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, ne trouva rien de mieux que d'employer contre elle les « trucs » qu'un Briand faisait jouer, dans les congrès socialistes, contre « les guesdistes » et qui consiste à dire à un contradicteur : « Vous m'accusez de tel ou tel forfait. Mais, tel jour, vous en avez fait autant. » Cela, évidemment, désarme l'adversaire, mais ne prouve absolument rien.

Comparez les discours de la minorité avec ceux de la majorité. Vous trouverez chez les Tommasi, les Girault, les Mayoux, les Sirolle, les Verdier, les Bouët, une doctrine, des idées, une appréciation de la situation mondiale actuelle. Rien de pareil chez Jouhaux, Merrheim, Dumoulin et Rey. Malgré leur

talent oratoire incontestable, tous leurs discours ne sont qu'un cri de protestation contre les innombrables crimes de lèse-majesté majoritaire commis par la minorité. C'est un peu pauvre pendant la période de la Révolution mondiale qui intéresse le monde un tantinet plus que la personne des collaborateurs de la presse de *L'Information* et des rédacteurs du *Temps*. (Qu'auriez-vous dit, Merrheim, d'un socialiste attaquant la Commune dans les journaux des Versaillais de 1871 ?)

J'oublie pourtant un discours : la profession de foi réformiste de Jouhaux s'appuyant sur *Jaurès*, et qui se trouve en contradiction complète avec certains passages de la résolution *d'Orléans habillée en rouge*.

J'y reviendrai.

7 octobre 1920.

LA PARTICIPATION ECONOMIQUE

La C. G. T. traverse aujourd'hui la même crise que le Parti socialiste à la fin du siècle passé. Il s'agissait alors de la participation du Parti au pouvoir politique de la bourgeoisie ; il s'agit maintenant de la participation de la classe ouvrière au pouvoir économique de cette même bourgeoisie.

Lorsque le 14 juin 1899 Jaurès me posa, dans les bureaux de *La Petite République*, pour la première fois, la question : « Un socialiste peut-il participer

au pouvoir ? », je répondis sans hésitation : « Non ! » (Avis à ceux — soit dit en passant — qui parlent sans savoir de mes « variations ».) Et j'avançai deux raisons : 1° On ne saurait pas à la fois combattre et défendre le régime capitaliste ; 2° Il y aura des grèves où coulera le sang ouvrier. Et c'est *notre* Parti qui en sera éclaboussé.

Jaurès passa outre et s'engagea résolument dans la voie de la participation — pour les autres. Il fut la noble victime de son optimisme universel et de sa confiance d'alors dans la bonne volonté réformatrice de M. Millerand, le premier « participant », qui, depuis, est devenu ce que vous savez.

On connaît la suite. La « participation » a paralysé pendant des années l'action socialiste et provoqué une scission dans le Parti. Elle fit naître toute une pépinière de « ministrables » socialistes et devint une école de trahison. Des grèves sanglantes (Châlon et autres) éclatèrent. La première grande grève des cheminots fut impitoyablement étranglée par un ministre « socialiste ». Les socialistes participant au pouvoir avaient non seulement abandonné leur foi socialiste, mais ils avaient aussi porté des coups terribles au Parti républicain lui-même.

Je ne citerai qu'un exemple. Il y a quelques jours, M. Buré qui, lui, *participait à la participation*, comme sous-ordre, énumérait, dans un plaidoyer émouvant, les états de service de M. Briand devant la réaction en suppliant M. Léon Daudet de reconnaître *enfin* dans la personne de l'orateur de Périgueux et de l'auteur de la politique de l'apaisement à droite et de la lutte à gauche un ami de la

maison et de bien vouloir lui accorder l'investiture royaliste.

Ajoutez à cela le fait universellement reconnu que le premier « participant » est devenu le chef actif et aveugle de la réaction mondiale, l'ennemi le plus implacable de la classe ouvrière en lutte pour son émancipation, et vous aurez le bilan général de la *participation* politique du socialisme au pouvoir bourgeois. Et nous oublions que le président du Conseil qui a signé l'ordre de mobilisation et suspendu sur la France entière l'état de siège fut également « un participant », l'orateur qui a défendu, *contre Jules Guesde* au Congrès socialiste de la salle Japy (1899) l'idée de la *participation*...

Quels furent les principaux arguments des partisans de la participation politique? Les voici : « Un grand Parti ne saurait vivre de négations. Nous sommes pour la politique des résultats. Assez de mots : il nous faut des réalisations. (« Je suis un homme de réalisations », disait M. Briand.) Nous vivons en 1900, et il nous faut une application *immédiate* de nos doctrines. Nous ne sommes pas des chimériques, des rêveurs. Nous sommes des hommes positifs. De l'action, de l'action, de l'action ! »

Les résultats positifs, réels, immédiats, tangibles de cette fameuse « action », nous les voyons : *c'est le triomphe de la réaction !* De la plus hideuse réaction, celle qui ruine, assassine et déshonore.

Et Jouhaux, le vainqueur d'Orléans, Jeanne d'Arc du réformisme, n'a rien, absolument rien retenu de cette leçon de choses. Posément, placidement, avec une sérénité virginale, il exposa, à la tribune du Con-

grès, le *Credo* réformiste et le dogme de la participation économique sans changer un mot au vocabulaire : « réalisations », « résultats immédiats », « action pratique ! ». Et, honnêtement, il cita ses auteurs : Jaurès ! Heureusement pour lui, les mots : « Je suis un homme de réalisations » et « je m'adapte à ma fonction » ne sont pas venus à son esprit. Ainsi, M. Briand fut écarté de la pléiade des précurseurs.

Jouhaux n'oublia que quelques détails : la guerre mondiale, la ruine de l'Europe, la vie chère, le chômage croissant, le budget de cinquante milliards, les guerres coloniales qui continuent, la guerre contre-révolutionnaire qui sévit, alimentée par la France de 1789, de 1793, de 1830, de 1848, de 1871 ; le triomphe du Bloc National, « réformiste » à sa façon ; l'arrivée à l'Elysée du vainqueur des cheminots et l'ennemi juré des requins ; le commerce paralysé et les barrières dressées ; une moitié de l'Europe mourant de faim. Tout cela passé sous silence. Jouhaux avait le sourire...

Il est vrai que Jouhaux a décliné l'offre d'un portefeuille. Mais, Jouhaux, avez-vous oublié qu'il y a des offres qui sont presque aussi compromettantes que des acceptations ? Jamais l'idée n'est venue à M. Poincaré d'offrir un portefeuille à Loriot ou à Monatte. Ceux-ci siègent à la Santé et se refusent à « contrôler », à côté des massacreurs de la classe ouvrière, la famine et la ruine générale imminente.

Jaurès avait comme excuse pour ses erreurs réformistes, la prospérité relative de la société capitaliste d'avant-guerre, quarante ans de paix mondiale, sa propre puissante personnalité, et sa force extraordi-

naire d'attraction et de persuasion. Mais vous, Jouhaux, vous avez devant vous une situation sans précédent qui aurait peut-être fait de Jaurès le vengeur le plus terrible, le vengeur surhumain d'un crime qui, lui aussi, est sans précédent et auquel vous voulez *continuer à participer*...

Le Réformisme avant la guerre et avant la ruine mondiale fut une erreur politique. Après la guerre, en face d'une situation sans issue, c'est une bêtise indigne de tout homme qui pense et qui a le sens de la responsabilité devant l'Histoire. La C. G. T. tient-elle à honneur d'avoir ses Millerand, ses Briand, ses Viviani ? ?

Mais toute organisation syndicale a pour objet direct et immédiat l'amélioration de la « condition ouvrière ». Le réformisme d'après-guerre est une force. Comment sortir de cette contradiction ?

Nous chercherons.

11 octobre 1920.

SOCIALISME ET SYNDICALISME

Il n'y a pas de contradiction de principe ni incompatibilité de tactique entre le socialisme et le syndicalisme révolutionnaire. Le Parti socialiste ou communiste organise la classe ouvrière en vue de l'émancipation totale du travail. Le syndicalisme a le même but : la transformation sociale intégrale. Et il n'y a pas d'émancipation ouvrière en dehors du commu-

nisme. C'est la même classe qui se donne, sur des terrains différents, la même tâche finale. Ce sont deux armes de la même armée de combat. Même classe. Même but. Même ennemi. On a comparé, avec juste raison, le Syndicat et le Parti, avec deux bras du même organisme — l'organisme prolétarien.

Il y a cependant des cas où le syndicat s'oppose au Parti — au grand dam du prolétariat. C'est d'abord celui où le syndicalisme est exclusivement et dogmatiquement réformiste, ayant en face de lui un Parti communiste révolutionnaire. Alors la classe capitaliste est intéressée à opposer la classe ouvrière à elle-même, à diviser ses forces en ameutant les masses syndicales contre l'avant-garde communiste luttant pour la transformation sociale intégrale. On flatte les chefs ouvriers en les représentant comme des éléments raisonnables de la classe ouvrière appelés à la protéger contre les songe-creux socialistes ou communistes.

Il y a un autre cas moins fréquent. C'est celui où le Parti socialiste renonçant à sa mission historique et à sa raison d'être ne prétend qu'à devenir un parti de réformes dans les cadres mêmes du régime capitaliste. Un Parti « socialiste » de nom et réformiste d'action doit fatalement combattre le syndicalisme révolutionnaire qui ne se contente pas d'un replâtrage social et qui mène une lutte révolutionnaire. Dans ce cas, comme dans le précédent, il manque la première condition de l'accord entre le Parti et le Syndicat — l'unité de but. Pour que socialisme et syndicalisme marchent ensemble, il faut que les

deux aient le même but final, soit la réforme, soit la révolution.

L'Internationale Communiste de Moscou est obligée de combattre *les chefs* réformistes siégeant à Amsterdam pour deux raisons . Des hommes comme Gompers, un de ces chefs, est l'ennemi déclaré du socialisme. A l'ennemi, ennemi et demi.

D'autres comme Legien ou Jouhaux se prêtent à la tactique de collaboration avec les classes dominantes. Qu'ils le veuillent ou non, le capital profite de leur collaboration pour prolonger sa domination et pour enrayer toute action révolutionnaire. C'est un fait. Le concours prêté à un ennemi porte un nom précis, que Moscou ne se gêne pas de prononcer. Ce nom est choquant, mais la chose l'est encore davantage.

Il n'est pas vrai que l'Internationale Communiste insulte la classe ouvrière qui, en partie, se groupe pour le moment à Amsterdam, autour de ces chefs provisoires. Il y a, dit-on, vingt-sept millions de syndiqués (juste autant que le nombre de morts et de blessés pendant *la dernière* guerre). Pour Moscou, comme pour tout communiste, il s'agit avant tout de gagner la classe ouvrière à la cause prolétarienne. Elle ne peut donc pas combattre ceux qu'elle recrute pour l'action. L'Internationale ne combat que ceux qui profitent de leur influence pour empêcher le développement de la conscience de classe.

Il y a, d'autre part, accord complet entre les éléments révolutionnaires de la C. G. T. et les Communistes. En voulant la même chose — la révolution

sociale, — en luttant contre le même ennemi — le capital et ses auxiliaires opportunistes et réformistes, — il serait incompréhensible que communistes et syndicalistes révolutionnaires ne marchent plus la main dans la main. La lutte contre les classes privilégiées armées jusqu'aux dents est difficile et complexe. Pour la mener à bonne fin, le bloc des forces révolutionnaires s'impose. A côté de l'unité confusionniste et trompeuse des hommes qui ne sont même pas d'accord sur les *principes* fondamentaux, comme la droite et la gauche du Parti socialiste, il y a l'unité d'action, indispensable et salutaire : l'unité révolutionnaire. C'est cette unité que réclame l'Internationale Communiste.

Malgré la nécessité absolue de l'unité de classe (rien de l'unité alimentaire !), il se produit souvent des discussions entre syndicalistes et communistes ayant pour objet *la délimitation* des zones d'influence de chaque organisation. On discute également sur les formes des rapports entre le Parti et le Syndicat. La *première Internationale* qui n'avait pas pour base des partis socialistes nationaux fortement organisés confondait dans la même organisation socialistes et syndicalistes. C'est la loi de toute évolution qui va de la *confusion* à la différenciation.

Rien n'est plus légitime que la division du travail entre Syndicat et Parti. Les méthodes de recrutement de ces deux organismes ouvriers diffèrent. Une autonomie *technique et fonctionnelle s'impose*. Le syndicat s'adresse à *tous* les ouvriers, et rien qu'aux ouvriers. Le Parti fait appel *principalement* aux ouvriers adhérents à son programme. Il s'adresse

également, bien qu'en seconde ligne, à tous ceux, ouvriers ou non, qui adoptent sincèrement son programme et y conforment leur action. De là la nécessité de la délimitation du terrain de combat. Vouloir subordonner le Syndicat au Parti, comme l'a fait jadis le *Parti Ouvrier Français* (P. O. F.), c'est commettre une faute grave. C'est affaiblir et le Parti et le Syndicat. Il suffit de les unir par en-haut, par l'unité du but final et de l'esprit révolutionnaire. Si les points de départ du Syndicat et du Parti diffèrent, leur point d'arrivée est le même : la Révolution sociale !

25 octobre 1920.

REVOLUTION ET BONNES MANIÈRES

Les hommes de Moscou ne sont pas polis avec ceux qui — soyons polis : nous sommes à Paris — qui pratiquent, en socialisme ou en syndicalisme, l'école buissonnière. C'est peut-être le plus grand reproche qu'on leur fait — soyons de nouveau polis, — les hommes des salons ouvriers, les derniers salons où l'on cause...

Moi aussi, je me suis souvent demandé si notre cause ne gagnerait à être défendue en style académique. Il y a tant de façons d'enfoncer un poignard dans le dos de l'adversaire sans enfreindre le moins du monde la plus exquise politesse. On n'a qu'à imiter, par exemple, Merrheim qui, lui, assassine à

coups de citations. On n'a qu'à considérer toujours à la mode de Merrheim, comme un *document* historique le récit unilatéral d'un adversaire à mort du bolchevisme comme Martof relatant une parole — ou une boutade — prononcée par Trotsky sur l'armée rouge sur les bords du Rhin, qui aurait été prononcée on ne sait pas où, on ne sait pas quand ni dans quelles circonstances.

Si même cette boutade avait été prononcée, ce dont il est permis de douter, Merrheim sait très bien que cela ne prouverait absolument rien. Car Trotsky qui n'en est pas à sa première boutade, n'est pas, à lui seul, le gouvernement des Soviets, qui, dans les questions de paix et de guerre, fut souvent en désaccord avec son « ministre » de la Guerre (ceci arrive également dans d'autres pays, n'est-ce pas, mon cher excamarade André Lefèvre ?)

La politesse est une des formes les plus dangereuses du mensonge dont vit notre Régime d'exploitation de l'homme par l'homme. La dictature « démocratique » qui nous massacre pendant la guerre et nous ruine en temps de paix (et aussi en temps de guerre) est la domination d'une minorité au profit d'une minorité. Mais pour qu'une minorité puisse dominer et exploiter l'immense majorité, il faut trois choses : du mensonge, du mensonge et encore du mensonge !

Qu'on ouvre tous les dossiers, tous les tiroirs de nos maîtres ou que l'on trouve moyen de lire dans leurs pensées, et notre société ne subsistera même pas pendant quelques jours. L'exploitation de la majorité par la minorité ne peut durer qu'à la condi-

tion d'être masquée, fardée, déguisée. Il y a même des systèmes de mensonges au service des classes dominantes : la religion, la philosophie officielle, la démocratie. Sans ces déguisements ou masques idéologiques dissimulant soigneusement la face hideuse de notre société de massacre et de misère, nous en serions débarrassés depuis longtemps.

La Révolution applique la méthode contraire. *Elle dit ce qui est.* Elle arrache les masques. Elle dénonce les mensonges, les hypocrisies. Elle purifie l'atmosphère. Dans cette œuvre d'assainissement qui est, à elle seule, une révolution dans la révolution, il lui arrive naturellement de bousculer des autorités, froisser des amours-propres ou même briser les idoles.

En dénonçant les scandales, la vérité scandalise, mais, ainsi qu'on l'a souvent noté, le scandale n'est pas dans la constatation du fait, mais dans le fait lui-même.

L'opportunisme a de bonnes manières. Et il y tient. De nature plutôt alimentaire, il a comme règle : vivre et laisser vivre. C'est l'amabilité d'un épicier soignant sa clientèle, d'un député distribuant des poignées de main à droite et à gauche (surtout à droite) à ses électeurs réels ou éventuels. La sagesse populaire a depuis longtemps percé le secret de cette sorte de politesse en disant de certains : « trop polis pour être honnêtes ! »

La IIe Internationale pratiquait la politesse sur une vaste échelle internationale. Elle laissait dire et faire les sections nationales comme bon leur semblait. Comme chaque section avait quelque chose à se reprocher, elle pratiquait la tolérance vis-à-vis des autres

selon la règle bien connue : « passe-moi la rhubarbe, je te passerai le séné ».

Moscou qui a changé tant de choses, renverse également la fausse politesse internationale. Il mène une bataille terrible. Dix-huit gouvernements capitalistes l'ont assailli sans compter Kerenski, Kaledine, Youdenitch, Semenoff, Denikine, Koltchack, Wrangel, Bourtzef et Hervé... On lui envoie, avec notre complicité, des mitrailleuses, des canons, des tanks, des gaz asphyxiants, et, eux, nous renvoient de temps en temps, quelques épithètes, qui ne blessent que notre amour-propre. Avouez que la lutte n'est pas égale.

Grâce à notre politesse et à notre tolérance, on a pu pendant des années traîner le socialisme et le syndicalisme dans le sang et la boue sans que nous ayons crié aux assassins du socialisme et du syndicalisme notre colère et notre indignation.

A l'époque des luttes épiques de Jules Guesde et de ses amis contre M. Millerand et même contre Jaurès, on était moins tendre : on appelait les choses par leur nom, et « le camarade » de Saint-Mandé un renégat. Le socialisme n'en est pas mort. Au contraire. Que Bracké et d'autres relisent leurs articles du *Petit Sou*. Et ils auront peut-être honte d'éplucher et de censurer les leaders révolutionnaires de l'*Humanité*...

J'avoue que, malgré quelques réserves qu'on est obligé de faire sur tel ou tel article de polémique bolcheviste, je goûte assez le langage mâle et véridique de Lénine — lorsqu'il écrit dans le n° 9 de l'*Internationale Communiste* en partant de la résolution des « reconstructeurs » proposée à Strasbourg par les amis de Longuet :

« Si vous êtes, écrit Lénine, pour la dictature du prolétariat, cessez cette politique de souplesse, mitigée de conciliation à l'égard du social-chauvinisme, que vous menez et qui est exprimée dans les premières lignes même de la première grande résolution : la guerre, permettez de le voir, a « *déchiré* » la deuxième Internationale, elle l'a détournée de l'œuvre « d'éducation socialiste » et certaines de ses fractions « se sont affaiblies » en partageant le pouvoir avec la bourgeoisie, etc., etc...

« Ce n'est pas un langage d'hommes partageant consciemment et sincèrement l'idée de la dictature du prolétariat. C'en est un, soit d'hommes qui font un pas en avant et deux en arrière, soit de politiciens. Si vous voulez tenir un tel langage, et pour dire plus exactement aussi longtemps que vous le tiendrez et que votre politique sera la même, restez dans la deuxième Internationale, c'est là qu'est votre place. »

Aujourd'hui les reconstructeurs eux-mêmes ne diront pas que Lénine exagère.

1er novembre 1920.

LES ENNEMIS DE LA REVOLUTION

Le plus grand, le plus irréconciliable ennemi de la Révolution Communiste de novembre 1917, c'est l'opportunisme international. Le gouvernement des Soviets, dans une lutte héroïque sans précédent, avait

écrasé les armées contre-révolutionnaires des dix-huit gouvernements, ainsi que les hordes de Semenoff, Judenitch, Denikine, Wrangel, soutenus par les Lloyd George, les Millerand et leurs domestiques Savinkof, Hervé, Bourtzef et autres porte-plume de la réaction. Mais le premier gouvernement communiste n'a pas pu désarmer les opportunistes de la fraction *menchevik* et du *Parti socialiste révolutionnaire*, qui se dressent, toujours et partout, contre le communisme au pouvoir, farouches et intraitables.

On comprend aisément que la « Deuxième » ait voué une haine féroce à la première révolution communiste. Presque tous les chefs de cette Internationale, morte déshonorée, ont cyniquement et ouvertement passé à l'ennemi. Ils sont devenus ministres et hauts fonctionnaires des monarchies et des républiques capitalistes. Ils sont l'espoir suprême, la planche (planche pourrie !) de salut de MM. les capitalistes. Jamais on n'a vu les chefs d'un mouvement aussi grandiose que le mouvement socialiste du XIX siècle finir d'une façon aussi lamentable. La dignité humaine se révolte à la pensée que des hommes de la valeur d'un Vandervelde, d'un Branting, d'un Huysmans aient pu sacrifier leur avenir et celui de leur Parti aux ignominieuses combinaisons de sauvetage d'un régime finissant dans le sang et dans la boue.

L'expiation a commencé pour eux. Aucun socialiste resté fidèle au socialisme ne les prend plus au sérieux. Et les capitalistes eux-mêmes, après les avoir vidés et usés, les rejettent dédaigneusement. Les Branting, les Vandervelde, les Renner, ainsi que les

Scheidemann et les Noske sont obligés de rendre leurs tabliers et, après avoir sauvé le Régime, *au moment le plus critique*, de céder leur place aux domestiques-nés sans passé socialiste compromettant.

Ces hommes sont condamnés à la haine du communisme. Ils ne pardonneront pas au Parti de Lénine-Zinovief-Trotzky d'avoir exécuté, mot par mot, l'engagement que *toute* l'Internationale avait pris au Congrès de Stuttgart, à savoir que, en cas de guerre, les Partis socialistes de *tous* les pays ont un double devoir : 1° de *hâter* la fin de la guerre ; 2° de *profiter* de la guerre pour étrangler le régime capitaliste. La « Deuxième » *a profité* de la guerre pour étrangler non le capitalisme mais le socialisme et pour hisser ses chefs au pouvoir de la bourgeoisie. La trahison ne pardonne pas à la fidélité.

Même la *Freiheit*, organe des Indépendants de droite, qui ont coupé en deux leur propre Parti pour ne pas se soumettre à la discipline révolutionnaire de l'Internationale Communiste, déclare, aujourd'hui, par la plume d'un de ses leaders que la « Deuxième n'existe pas » et qu'il n'y a qu'une Internationale : celle de Moscou. (*Freiheit*, n° 466, du 2 novembre).

La lutte de cette usine ministérielle qu'est devenue la « Deuxième » contre la Révolution Communiste est un titre d'honneur, une nouvelle preuve ajoutée à tant d'autres de la vitalité de l'Internationale Communiste et de son triomphe assuré. Les bulles d'excommunion de ces papes détrônés et déchus ne provoqent qu'un éclat de rire — même chez leurs propres partisans.

Mais la lutte des « socialistes-révolutionnaires »

russes et des « mencheviks » (minoritaires), a une autre valeur morale et politique. Les « socialistes-révolutionnaires » se vantent d'avoir réussi à soulever contre la Révolution Communiste de nombreux paysans. Cela est, malheureusement, possible. Aux élections de la Constituante, les « socialistes-révolutionnaires » avaient réuni une vingtaine de millions de voix. Même en réduisant notablement ce nombre, on ne peut pas contester l'influence de ce parti dans les campagnes ; et il a pu faire beaucoup de mal à la Révolution.

Les paysans, si heureux, au début de la Révolution, d'avoir pu mettre la main, grâce à la Révolution Communiste, sur les terres des seigneurs et de la Couronne, doivent fatalement nourrir quelques inquiétudes de ce fait que le gouvernement communiste, malgré son prétendu opportunisme, n'a jamais consenti à transiger avec les *principes* communistes et à légaliser la propriété privée des terres, qui, comme toute propriété, est un vol à la société.

Le gouvernement communiste, dans l'intérêt supérieur de la défense révolutionnaire, laisse la *jouissance* des terres aux paysans. Il ne songe pas à les enlever aux cultivateurs. Mais il ne peut pas mentir à sa conscience communiste en accordant la *possession* éternelle de ces terres à une partie de la nation. Ce qu'il donnerait ainsi aux paysans, il le volerait aux ouvriers, qui ont les mêmes droits que les paysans. De là des résistances possibles des campagnes.

La continuation de la guerre avec son cortège de misères imposées à la Russie révolutionnaire par les bandits de l'Europe capitaliste, les réquisitions au

profit des habitants des villes et pour les besoins de l'armée rouge ne peuvent que renforcer le mécontentement des larges masses paysannes. Et les « socialistes-révolutionnaires » en profitent.

A côté des socialistes-révolutionnaires se rangent les *mencheviks* qui, incapables de prendre eux-mêmes le pourvoir, ne se décident pas à pardonner, par amour-propre de parti et de fraction, aux bolcheviks leur victoire et leur durée.

Et voilà le point tragique de la situation. Des socialistes et des révolutionnaires — ou se croyant tels — se condamnent eux-mêmes à combattre la première grande révolution sociale parce qu'elle s'accomplit en dehors de leurs organisations et selon d'autres plans que les leurs.

C'est la tâche de tous les amis sincères de la Révolution russe de ramener les hommes comme Martof, tête révolutionnaire d'une fraction opportuniste, et Tchernof, chef ambitieux d'un ex-grand parti, à de meilleurs sentiments et de leur démontrer qu'en combattant les bolcheviks qui, en ce moment, portent victorieusement le drapeau de la Révolution mondiale, ils travaillent pour le capitalisme et le tsarisme mondiaux.

Si les Martof et les Tchernof s'obstinent dans leur action néfaste pour la Révolution mondiale, tant pis pour eux. Nous aimons sincèrement des hommes comme Martof (ainsi que ses amis : Longuet, Paul Faure et Pressemane), parce que nous n'oublions pas les services rendus et leur sincérité. Mais nous aimons encore mieux la Révolution. On n'a pas le droit de

nuire à une révolution, même si elle ne se fait pas à sa mesure et selon ses convenances. Le salut de la Révolution est la loi suprême !

8 novembre 1920.

UNITÉ ET DISCIPLINE

Bazarof, le héros du célèbre roman de Tourguenieff: *Pères et Fils* et l'ancêtre des Nihilistes, dit à son romantique ami Kirssanof : « Je t'en supplie, ne sois pas éloquent ! » En effet, les grands mots sont souvent la cause de nos maux les plus insupportables. Ils dissimulent les petits intérêts et les grandes ambitions.

Un de ces mots trompeurs est l'Unité que l'on invoque chaque fois qu'il s'agit de sacrifier la réalité à l'apparence, la proie à l'ombre .

C'est au nom de l'Unité que le ministérialisme avait cherché, en 1900, à remplacer le socialisme. Tous les Wrangel du parti, avant leur retraite du socialisme, brandissaient l'Unité comme un drapeau destiné à les protéger contre les Lénine et les Zinoviev de l'époque : contre Jules Guesde, Lafargue, Vaillant, Dubreuilh et Bracke. On nous menaçait de terribles conséquences des « néfastes divisions ». A quoi Bracke répondait, avec bonne humeur :

Quand ils seront à Carcassonne,
Il n'y restera plus personne.

Le Parti a survécu au départ de MM. Millerand, Viviani, Briand, Breton et autres. Qui pense, aujourd'hui, à les rappeler au bercail ? Ils sont bien là où ils sont. Ils ont fait l'unité avec la classe capitaliste. Et tout le monde s'en félicite. Un corps sain ne cherche pas l'unité avec un membre gangrené : il préfère la division, et s'en sépare — s'il peut.

Un Parti n'est pas une Académie où l'on discute de toutes choses et du reste. C'est une armée qui se bat et qui n'aime pas que l'on manœuvre avec l'ennemi en pleine bataille. Elle n'admet même pas qu'on la lance, en pleine offensive, dans deux directions différentes, selon des plans opposés : ce serait travailler à sa perte. L'unité d'action est son principe vital, la condition de la victoire.

Toutes les formules vagues et abstraites, aboutissent, dans la pratique, à l'incohérence et à la contradiction. C'est le cas de la fausse unité flétrie par Frossard lui-même comme « le manteau de l'hypocrisie ». En réunissant dans le même Parti des éléments opposés, on est acculé, au moment le plus critique de la lutte, à une division mortelle. Mieux vaut se séparer à l'amiable que de se diviser *devant l'ennemi*, au moment du combat...

L'unité de nom ne suffit pas. « Nous sommes aujourd'hui, tous socialistes », disait déjà avant la guerre un ministre capitaliste anglais. Le marquis de Gallifet lui-même se voyant à côté de son collègue M. Millerand, a dit un jour : « *Je* suis *un bon* socialiste. Tout le monde est socialiste comme tout le monde est chrétien, à la condition de faire le contraire de ce qu'enseigne la doctrine. Briand, quand

il était secrétaire du Parti socialiste *unifié*, racontait un jour à ses amis en riant : « Un député se déclarait devant moi socialiste à la condition qu'on laisse la propriété privée intacte. »

Dans ce cas, notre devoir est de déchirer le voile, d'arracher le masque et de dire ce qui est. Si tous ceux qui ne sont pas socialistes se disent socialistes, le sort du socialisme est réglé. Il est mort avant d'avoir vécu.

***

Ce qui est vrai pour « le but final » l'est également pour la tactique. Nul de nous ne doute que Longuet, Paul Faure, Pressemanne, Blum et leurs amis soient des socialistes, qui ont un but final. Ils sont partisans de la suppression du régime capitaliste. Mais ils déclarent eux-mêmes qu'il y a un « abîme » entre leur tactique et la nôtre. Ils sont réformistes. évolutionnistes et défense nationale. Ils préparent la révolution en en dénonçant les périls et les imprudences. Ils tiennent le même langage qu'avant la guerre et avant la Révolution russe. Rien n'est changé pour eux. Ils suppriment l'époque la plus importante de l'histoire moderne. Ils ne tiennent compte ni de l'expérience de la guerre, ni de celle de la IIe Internationale, ni de celle de la Révolution russe. Si cela dépendait d'eux, « la IIe » ferait encore la loi internationale. Ils n'ont rien oublié et rien appris. Ils ne veulent pas adapter leur mentalité à une *nouvelle* situation. Ils veulent que l'histoire s'adapte à leur mentalité, obéisse à leur tempérament, à leur « bon garçonnisme ».

Or, l'Histoire a ses lois, ses crises de nerfs. Et il faut se soumettre à ses lois ou se démettre. La « IIe » fut aimable et diplomate. Elle vivait et laissait vivre chaque Parti national à sa fantaisie. Résultat : 4 août 1914 et le « déménagement » des chefs dans le camp ennemi. La « IIIe » dit brutalement la vérité par la bouche de Zinoviev.

Mieux vaut une dure vérité qu'un doux mensonge. La « IIIe » mène un combat à mort. Son langage est rude. Mais sa lutte l'est également. C'est la guerre — sociale ! Il faut en prendre son parti, mes chers amis de l'Unité à droite !...

22 novembre 1920.

LES MASSES ET LES CHEFS

Il se creuse de plus en plus un fossé entre les masses populaires et ceux qu'on appelle leurs « chefs ». La légende des « meneurs » lançant les foules, selon leur gré ou leur intérêt, dans des aventures n'est plus soutenue par personne, du moins pour certains pays, comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne. C'est le contraire qui arrive.

Depuis la guerre, les « chefs » ont, pour la plupart, suivi le courant nationaliste. Ils adoptèrent le sophisme et le mensonge de la « défense nationale » et du « premier agresseur ». Ils conclurent un pacte d'unité avec le capitalisme, le véritable agresseur universel. et brisèrent criminellement la solidarité inter-

nationale du prolétariat. Si le mythe de *la dernière* guerre, de « la guerre du droit et de la civilisation » pouvait servir de justification au plus ignoble massacre de tous les âges c'est, en grande partie, grâce à la caution et aux efforts méthodiques des « chefs » socialistes ou syndicalistes qui ont sacrifié leur devoir international aux prétendus intérêts nationaux.

La guerre terminée, le désenchantement fut inévitable. Les mêmes puissances qui avaient envoyé des millions d'hommes à la mort au nom de la guerre à la guerre, de la destruction du militarisme et de l'établissement d'une paix solide, continuèrent la guerre en Asie, en Afrique, en Pologne et surtout en Russie pour des intérêts évidemment impérialistes et contre-révolutionnaires. Les masques tombèrent. La figure sauvage et cynique du Régime de l'exploitation et de l'assassinat de l'homme par l'homme se dévoila dans toute sa laideur.

Les masses furent déçues. Elles gémissent sous le fardeau écrasant des impôts. Elles souffrent de la vie toujours plus chère, de la crise du logement. Elles entrevoient des crises économiques et financières avec leur cortège inévitable de misères. Elles voient approcher, à pas de géant, l'inévitable banqueroute. Et les masses, fatalement, se disent : « Pendant la guerre nos directeurs de conscience, nos chefs ne nous ont rien dit de tout cela. »

Et la méfiance grandit, devient chronique. Tous les grands mouvements ouvriers de notre époque en Amérique, en Angleterre, en Allemagne et en France furent déchaînés contre la volonté et l'avis des chefs

réformistes et nationalistes qui faisaient le beau et le mauvais temps pendant « la dernière » guerre.

***

Nous sommes loin de nous réjouir de l'impopularité des chefs qui sont autant de valeurs sociales nécessaires à l'organisation du nouveau régime communiste. Si nous les dénonçons, c'est à contre-cœur et parce que cela est nécessaire pour combattre le Régime dont ils sont les soutiens quasi officiels. Les chefs ouvriers sont eux-mêmes responsables de leur déchéance. Ils se sont laissé prendre par la flatterie des classes dominantes. Ils s'isolèrent des masses. Ils voulurent jouer un rôle dans les Conseils d'Etat bourgeois.

Pour maintenir leur prestige, les chefs déclarent la guerre à l'esprit révolutionnaire des masses. Ils se gardent bien de faire leur *mea culpa*. Inutile d'attendre d'eux le mot : « Je me suis trompé » qui, selon Proudhon, est « toujours sublime ». La Révolution russe de novembre, est leur bête noire. Mais les masses aiment cette révolution. Elles y voient leur avenir, leur espoir, leur salut suprême.

Les chefs de la Révolution russe connaissant à fond les hommes et les choses du mouvement international, dédaignant toute diplomatie, disent la vérité, en véritables « barbares ». Ils traitent les chefs défaillants de *jaunes*. Ces derniers crient au scandale, à la division. « Mais oui, répondent les *Troisièmes*, nous voulons ce que vous appelez « la division » c'est-à-dire la séparation des masses révolutionnaires des chefs opportunistes ».

Oui, l'unité est un intérêt vital pour le prolétariat international. Mais c'est l'unité des masses révolutionnaires agissantes qu'il nous faut. Tant pis pour les mauvais bergers. Ce n'est pas à la Révolution à s'adapter aux chefs. C'est à ces derniers de se mettre au niveau de la vie. Les masses se trompent souvent, mais elles ne mettent pas leur amour-propre à persévérer dans l'erreur. Leurs erreurs sont involontaires, anonymes. Elles les payent très cher, de leur sang et de leur sueur. C'est ainsi qu'elles font leur éducation. Mais une fois l'expérience faite, elles marchent en avant avec la force d'un torrent qui emporte tout.

Malheur aux « chefs » qui, dans leur orgueil et leur vanité, s'entêtent dans leurs errements et sacrifient l'avenir aux préjugés du passé. A une nouvelle situation, des méthodes nouvelles, des hommes nouveaux !

29 novembre 1920.

PROPAGANDE

Une bonne tournée de propagande dans l'Hérault, avec Jean Ribaut, secrétaire du « Comité de la III^{e} ». Les populations du Midi, ardentes, sensibles et l'esprit éveillé, ont l'air très surpris quand on leur parle socialisme dans une réunion publique. Elles n'ont jamais vu cela. Les politiciens ayant affermé électoralement la région, riche en bon vin, parée de belles femmes, sous un ciel béni, l'ont entourée d'un fil

barbelé au travers duquel le socialisme « ne passe pas ». Les politiciens « socialistes » en sont les gardes-barrières les plus zélés.

Quand on interroge un militant de l'endroit sur les raisons de l'assoupissement socialiste, on entend invoquer tout d'abord l'absence du prolétariat industriel, le nombre et l'aisance des petits propriétaires et l'indifférence des masses. Mais quand on observe les choses de plus près, on a vite fait de constater qu'il n'y manque pas de prolétaires, même en dehors des usines. Le petit employé, le petit fonctionnaire, le petit commerçant, l'avocat sans cause et le médecin sans clients, le petit propriétaire en déconfiture forment partout une masse compacte de mécontents dont le sort est souvent pire que celui des ouvriers des usines. On en fait, profitant de leur misère, des *électeurs ;* mais on se garde bien de les transformer en socialistes. Cela demande du travail, de la patience, des connaissances socialistes. L' « élu » plane au-dessus de tout cela. Il fait des courses. Il rend des services à tous les électeurs.

C'est suffisant pour sa réélection. Le reste n'a aucune importance pour lui.

Les petits propriétaires vinicoles souffrent de la vie chère, et redoutent les exigences du fisc qu'ils voient venir. Ils savent que les terrains au plus grand rendement appartiennent aux très gros propriétaires genre Mme Ménard-Dorian qui, soit dit en passant, se faisait pardonner ses richesses colossales en fondant à Paris, un salon du socialisme de guerre où les Vandervelde et les Thomas élaboraient le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. (Voir la Russie, la

Turquie, la Bulgarie, la Pologne, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, etc., etc.).

J'ai rencontré parmi ces petits propriétaires, des « Troisièmes » convaincus. Mais la plupart des petits propriétaires ne voyant dans le socialiste qu'un vulgaire politicien qui ne songe qu'à sa réélection, se désintéressent de la politique et « tombent en sommeil ».

***

Le politicien opportuniste ne fait rien pour réveiller les masses, pour les organiser et les éduquer. Et, puis, il ose invoquer l'inconscience et l'indifférence de ces mêmes masses pour continuer — à ne rien faire.

Je me trompe. L'élu « socialiste » travaille beaucoup en ce moment. Il fait la guerre aux extrémistes. Il se défend, avec bec et ongles, contre l'invasion socialiste dans ses bourgs pourris, dans *sa* circonscription. Il parcourt le département et crée « des sections » avec la poussière de son automobile. Nous y trouvons des cuisiniers de génie en comparaison desquels notre cuisinier national, Pierre Renaudel lui-même, n'est qu'un tout petit garçon.

Au Congrès fédéral à Montpellier, Ribaut et moi, nous avons assisté à un spectacle peu banal. La majorité des délégués venus de tous les points du département acclamait brillamment la « Troisième ». Mais des sections innombrables sortaient par miracle de la poche providentielle de l'*Elu* en réduisant en poussière la majorité. La Commission de la vérification des mandats avait beau protester en déclarant que la vérification des mandats est matériellement impossible vu l'absence de toute inscription régulière sur

les livres de la Fédération. On criait à « la cuisine », mais, de guerre lasse, on a fini par se soumettre à la force des politiciens.

Naturellement les créateurs des sections ex-nihilo sont des adversaires convaincus de toute dictature bolcheviste, partisans de l'unité à tout prix, adversaires acharnés des exclusions, amants de la liberté et de l'égalité, et, pour tout dire, blocards devant l'Eternel. Ils votent, sans distinction, pour Blum ou pour Longuet tout en acclamant Renaudel. Mais, avant tout, ils détestent le sectarisme, le bolchevisme, « la démagogie », l'anarchie, en un mot tout ce qui n'est pas matière électorale et parlementaire.

***

L'adhésion à la Troisième Internationale serait une mauvaise plaisanterie, si *la nouvelle orientation* du Parti n'aboutissait à l'organisation méthodique de la propagande et à remplacer le poison nationaliste et l'imbécillité réformiste par une saine et profonde culture communiste. Et cela même dans les beaux pays du Midi où l'on fait de tout — même de l'organisation patronale (C. G. V., *Confédération Générale des patrons Vignerons*) — sauf du socialisme.

13 décembre 1920.

LES MARTYRS DE L'OPPORTUNISME

Toute idée a ses martyrs, c'est-à-dire des natures héroïques qui résistent, même au prix de leur liberté

et de leur vie, aux forces dominantes. Le passé a ses martyrs comme l'avenir, le progrès comme la réaction, la fraternité communiste comme la bestialité nationaliste.

Les époques révolutionnaires font surgir une catégorie spéciale de martyrs : ceux de l'opportunisme. L'opportuniste est la victime de son peu de foi dans le mouvement. Il est comme médusé par l'obstacle, paralysé par la difficulté à vaincre, cloué sur place rien que par l'idée de la distance à franchir. Il constitue toute une *philosophie de l'inaction.* Les masses, dit-il, ne sont pas prêtes. Les circonstances ne sont pas mûres. Il invoque l'inconscience, la méchanceté et la bêtise des hommes, le poids mort de la tradition, la complexité de la vie, l'immensité des problèmes à résoudre, la disproportion de la tâche à résoudre avec les moyens disponibles. Et il conclut : « Rien à faire ! Attendons ». Ou, ce qui est pire, l'opportuniste s'accroche aux forces dominantes, au *statu quo* et confie l'avenir aux soins du passé qui s'empresse de l'embrasser pour le mieux étouffer...

La réalité joue parfois de vilains tours aux opportunistes. Le mouvement triomphe malgré leurs cris de détresse et leurs avertissements désespérés. Par une formidable secousse, l'utopie d'hier devient la réalité d'aujourd'hui. Et l'opportuniste qui n'a pas cessé de dire que les difficultés sont insurmontables voit ses craintes démenties par la réalité. Au lieu d'en prendre gaiement son parti et de dire : « Tant mieux pour l'idée », il continue à bouder la réalité et, tel le métaphysicien allemand dont les théories

furent renversées par des faits, clame : « Tant pis pour les faits ! »

Cette mésaventure est arrivée aux mencheviks russes, aux majoritaires allemands. Ils ont dépensé toute leur énergie à démontrer que la révolution était impossible et que le prolétariat n'est pas mûr. Cependant, la Révolution est venue. En Russie, le prolétariat — si peu nombreux ! — s'est emparé du pouvoir sans la permission des trembleurs de bonne foi. Au lieu d'applaudir la réalité, plus agile et plus rapide que leur pensée, les mencheviks de tous les pays se mirent en révolte contre la vie, contre l'évidence des faits. La vie se moquait de leurs théories, de leurs hésitations, de leur sagesse. Tant pis pour la vie ! Placés entre la révolution et leur petit amour-propre de coterie, ils optèrent pour la coterie contre la Révolution. La Révolution fut déclarée antimarxiste. Et au lieu de l'aider à surmonter des innombrables difficultés, à combattre le monde d'ennemis capitalistes, les chevaliers de l'indécision, les ajourneurs de la Révolution aux calendes grecques, se jetèrent dans les jambes des vainqueurs, formèrent une armée de saboteurs et de dénigreurs du mouvement. Périsse la révolution si elle triomphe sans nous ! Voilà leur mot d'ordre.

La Révolution qui est un animal méchant qui se défend lorsqu'on l'attaque, fut obligée de se tourner contre les opportunistes en révolte non seulement contre la vie, rebelle à l'opportunisme, mais aussi contre leur propre doctrine qui dit : « Suis la réalité ou disparais ! » Et les opportunistes de crier à la persécution, à l'arbitraire et à la tyrannie des révolu-

tionnaires ! La Révolution est grandement coupable de ne pas se laisser étrangler en douceur et en silence. Dans la patrie de Tolstoï, la Révolution ose résister, par la violence, à ceux qui ne songent qu'à sa mort au risque même de favoriser une restauration tsariste.

Il est vrai que les mencheviks et certains « socialistes révolutionnaires » aidèrent les bolcheviks à écraser les Koltchak, les Denikine et les Wrangel. Au moins, ils le prétendent. Mais ils donnent eux-mêmes les raisons de leur concours. Ils disent : « La réaction est impuissante à écraser la Révolution bolchevique. Elle ne peut et ne doit tomber que par nous. » Comme les mencheviks ne permettent pas aux bolcheviks de vaincre la société capitaliste selon le plan qui n'est pas le leur, ils ne permettent pas non plus à la réaction de triompher des bolcheviks sans eux. Mais en combattant la Révolution, les mencheviks et les « socialistes révolutionnaires » qu'ils le veuillent ou non, travaillent sur le front contre-révolutionnaire. Ils ajoutent aux armes primitives de la réaction des armes plus perfectionnées prises dans l'arsenal « socialiste » et « démocrate ».

Les martyrs de l'opportunisme viennent de fonder une nouvelle Internationale. « Nous connaissons le texte. Nous connaissons aussi les auteurs », comme dit Henri Heine. Il nous est difficile de douter de la bonne volonté des hommes comme Martoff, Adler, Crispien, Paul Faure, Grimm et Longuet. Avec certains de ces hommes de premier ou de second plan une amitié de longue date nous lie. Mais on doit la vérité même et surtout aux amis. La nouvelle Inter-

nationale est comme la jument de Roland. Elle a toutes les qualités. Mais elle est morte avant de naître. Et si elle s'obstine à se donner une apparence de vie, elle ne pourra être que la doublure de « la deuxième » à laquelle les Renaudel du monde entier s'empresseront d'adhérer. Et elle deviendra fatalement le rendez-vous des opportunistes et même des contre-révolutionnaires.

L'Internationale des Reconstructeurs dans le vide se réunira de nouveau à Vienne, en Autriche. Elle y peut puiser un enseignement. Le socialisme autrichien né opportuniste s'était refusé à la Révolution pour ne pas mourir de faim. Or, l'Autriche se meurt ; la famine y règne plus cruellement qu'en Russie. Elle souffre atrocement. Mais elle souffre pour le passé, tandis que la Russie construit de ses souffrances et de ses douleurs la cité communiste de l'avenir.

En période révolutionnaire, l'opportunisme est on ne peut plus inopportun..

29 décembre 1920.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction de l'auteur 8
Production et Socialisme 17
Où sont les responsabilités 21
La psychose nationaliste et la paix mondiale 25
Qu'est-ce qu'une Révolution ? 30
Recrutement et Révolution 34
Sommes-nous prêts ? 39
Guerre et Révolution 42
Les forces révolutionnaires 46
La guerre a-t-elle augmenté les chances de la victoire socialiste 50
Conditions favorables au socialisme 54
Les cataplasmes réformistes et la guerre mondiale 57
Comment se fera la Révolution sociale 60
La guerre comme argument pour le socialisme 64
Conditions techniques et conditions humaines 68
Révolution et réformes 72
Le verbalisme réformiste 76
Les deux méthodes 81
La Révolution allemande 85
La méthode diplomatique 89
Vers la Troisième 93
Le miracle bolchevik 97
La victoire de la réaction capitaliste 101
La sottise nationaliste 105
La bêtise au pouvoir 109
Le père de la victoire à la Pyrrhus et ses enfants 112
Un état d'esprit inquiétant 115
La vraie question 119
Nouvelle ère ? Non. Nouvelle méthode ? Oui 124
Une société en déliquescence 127
Où est le parti socialiste 130
Reconstructeurs-Destructeurs 134

La folie intégrale 139
Le Congrès de Strasbourg 143
En écoutant M. Kerensky 147
Il y a or et or 155
Oui, il y a complot 159
D'où vient l'audace de M. Millerand ? 164
La République bourgeoise est née le 4 septembre d'une dictature 168
Diplomatie et Révolution 172
L'adhésion oblige 176
Dictature de trahison et de bêtise 181
Syndicalisme et Révolution 185
La Participation économique 189
Socialisme et Syndicalisme 193
Révolution et bonnes manières 197
Les ennemis de la Révolution 201
Unité et discipline 206
Les masses et les chefs 209
Propagande 212
Les Martyrs de l'opportunisme 215

ERRATA. — Page 150, dernière ligne, lire *Réaction*, au lieu de Révolution.

P. 152, ligne 5 d'en bas, lire : *Maison croulante* au lieu de : maison roulante.

P. 167, ligne 7 en bas, lire : La France nationaliste croit, etc.

P. 171, ligne 6 en bas, lire : bourreaux *hongrois* au lieu de bourreaux bourgeois.

P. 174, ligne 1 en haut, lire : la *Troisième* au lieu de la Deuxième.

P. 177, dernière ligne, lire : ces petits *et* grands ridicules.

La Revue Communiste

(Directeur Ch. Rappoport)

Recueille les documents les plus intéressants et les plus précieux du mouvement socialiste international, publie des correspondances du monde entier.

La « Revue Communiste » est entrée dans sa deuxième année.

Ont collaboré aux numéros parus :

N. Lénine. — Boukharine. — Karl Radek. — Léon Trotzky. — F. Loriot. — V. Griffuelhes. — Boris Souvarine. — Henri Barbusse. — Henriette Roland-Holst. — Raoul Verfeuil. — Amédée Dunois. — Oscar Bloch. — Emile Chauvelon. — Calzan. — V. Milioutine. — Stanislawitch. — Paul Levi. — Karl Frank. — Georges Pioch. — Rykow. — Clara Zetkin. — Charles Plisnier. — Tchitchérine. — A. Lomow. — Georges Sorel. — A. Kollontaï. — Jean Brécot. — Jacques Mesnil. — Chr. Racovski. — Zinovief. — L. Révo. — Charles Rappoport. — D. Pournaras. — Noël Garnier. — Larine. — Bernard Lecache. — Wilhelm Herzog. — J.-Jean Monique.

Adresse :

Ch. Rappoport, 17, rue de la Grange-Batelière
Paris (IXe)

TARIF DES ABONNEMENTS

	Un an	Six mois	Trois mois
France :	**25** fr.	**13** fr.	**7** fr.
Etranger :	**30** fr.	**18** fr.	**10** fr.

Imp. de la Sté Mlle d'Edition, 95, rue Oberkampf, Paris